



HAL
open science

L'État quotidien

Joukovskaia Anna

► **To cite this version:**

Joukovskaia Anna. L'État quotidien : Personnels, pratiques, institutions et langages administratifs en Russie et en France au XVIIIe siècle. Histoires en contrepoint. Histoire. Sorbonne Université, 2023. tel-04193019

HAL Id: tel-04193019

<https://hal.science/tel-04193019>

Submitted on 31 Aug 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Anna Joukovskaia

**Dossier pour l'obtention du diplôme de
l'habilitation à diriger des recherches (HDR)**

**L'État quotidien
Personnels, pratiques, institutions et langages administratifs
en Russie et en France au XVIII^e siècle
Histoires en contrepoint**

Membres du jury

Rodolphe **Baudin**, professeur des universités, Sorbonne université (président, rapporteur)

Wladimir **Berelowitch**, directeur d'études, EHESS

Simona **Cerutti**, directrice d'études, EHESS (rapporteur)

Aleksandr **Lavrov**, professeur des universités, Sorbonne université (garant)

Pavel **Ouvarov**, professeur des universités, institut de l'Histoire universelle de l'Académie des sciences de Russie

Andreï **Zorine**, professeur des universités, université d'Oxford

Sorbonne université

10 février 2023

Table des matières

BILAN	5
SANS HISTOIRE.....	5
DE LA LITTÉRATURE A L'HISTOIRE	11
AU LABORATOIRE DE L'ÉTAT QUOTIDIEN	13
<i>La thèse, l'antithèse, une thèse</i>	13
<i>Rupture et continuité</i>	23
<i>Une vieille source sous un jour nouveau</i>	27
<i>Leçons de philologie</i>	35
<i>Une digression historiographico-psychanalytique</i>	38
<i>Peupler l'histoire</i>	41
<i>La biographie des institutions</i>	46
<i>Une conclusion provisoire</i>	50
RECHERCHES DIVERSES	57
<i>Le luxe de faire du droit</i>	57
<i>Un hommage aux archives des Actes anciens</i>	60
<i>La pluridisciplinarité mise à l'essai</i>	66
<i>Un voyage en France</i>	69
L'ANIMATION DE LA RECHERCHE.....	73
<i>Les Cahiers du Monde russe</i>	73
<i>L'enseignement</i>	76
PERSPECTIVES.....	81
THE DEED APP	81
LES FIGURES DE LA DEPENDANCE	85
DES HISTORIENS DANS L'HISTOIRE.....	88
MOT DE FIN	101
CURRICULUM VITAE.....	103
LISTE DES PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES	104
IMAGES	111

Tome I : Bilan est perspectives

Bilan

Nous oublions si facilement que notre travail nous appartient, en fait, dans une infime partie.

Aleksandr Zimine, *Le temple de la science*

Sans histoire

Née à Moscou en 1973, je suis entrée à l'école en 1980, l'année de l'Olympiade. Au collège, l'histoire faisait partie de mes cours préférés, car notre enseignante savait rendre vivants ses récits sur la Grèce Ancienne et « l'État de Kiev ». Malheureusement pour nous, n'étant pas membre du Parti, elle n'avait pas le droit (ou pas envie ?) de prendre en charge le programme du lycée conçu pour former de bons citoyens de l'URSS. Nous avons donc appris l'histoire moderne et contemporaine avec une autre professeure qui malgré elle a fait s'effondrer mon enthousiasme pour la discipline historique sous une bonne dose de matérialisme dialectique que je rejetais par pur instinct. À seize ans, croyant que l'histoire n'avait rien de mieux à offrir que l'apprentissage des dates et les exercices d'exégèse des classiques soviétiques du marxisme, j'ai opté pour la philologie : je rêvais en secret de devenir traductrice de romans ! On était en 1989, la civilisation soviétique ne s'était pas encore effondrée, et la jeunesse continuait à bâtir des projets d'avenir en toute naïveté. En plus, je voyais l'université d'État de Moscou Lomonossov depuis nos fenêtres.

Pour préparer le très exigeant concours d'entrée l'usage était alors à prendre des cours particuliers, sans quoi il était difficile de combler l'écart qui existait entre le niveau d'un bon lycée moscovite (le mien : « école numéro 4 avec enseignement approfondi de la langue anglaise ») et le programme de la première année. Dans le système soviétique du « socialisme mature », les cours particuliers donnés par des professeurs universitaires à domicile jouaient le rôle de classes préparatoires françaises, qui n'existaient pas. Afin de payer mes cours, je travaillais à la bibliothèque de l'institut des États-Unis et du Canada. Grâce à ma maîtrise de l'anglais, on m'a confié la confection du catalogue de la partie « réservée » du fonds, que seuls les collaborateurs habilités avaient eu le droit de consulter et qui venait d'être déclassifiée. Mon salaire à temps complet suffisait tout juste pour payer trois cours par semaine.

Pour me préparer à l'épreuve en histoire, j'ai commencé à prendre des cours avec une professeure de la faculté d'histoire. Sa méthode consistait à me donner à lire un chapitre par semaine d'un ouvrage de Boris Rybakov (archéologue, historien et membre très influent de l'Académie des sciences de l'URSS) sur la préhistoire de l'Europe de l'Est. Chaque lundi soir, elle m'écoutait réciter un résumé presque littéral des propos de l'auteur, prononçait « non, ce n'est pas ça, voyons », et m'en dictait un autre, qui n'avait rien à voir avec les idées de Rybakov. Elle ne fournissait ne serait-ce qu'un début d'explication sur la divergence entre les deux versions, péremptoires et axiomatiques toutes les deux, de la vie des Slaves Orientaux du VIII^e au X^e siècles. Par chance, nos cours furent rapidement interrompus par l'annonce d'une réforme universitaire qui annula l'épreuve d'histoire à la faculté de philologie. Sans cela j'aurais fini par être sérieusement déstabilisée par le sentiment de l'absurde qui m'envahissait pendant chacune de nos séances, sans que, dans ma naïveté et ma

confiance devant la parole professorale, je comprenne où était le problème.

J'ai eu beaucoup plus de chance avec les cours particuliers de littérature, de russe et d'anglais. En deux ans (car n'ayant pas réussi le concours d'entrée la première fois j'ai continué la préparation), j'ai été plus et mieux formée que pendant les cinq années d'études officielles à l'université qui ont suivi. Mes deux professeurs particuliers de littérature, notamment, ont eu sur moi une influence décisive.

La première année j'ai travaillé avec une jeune femme dont, pour ma grande honte, j'ai oublié le nom. Elle m'a guidée dans la découverte de l'univers du passé dont les grands textes de la littérature russe furent nés, me permettant notamment de prendre conscience de la place que la religion avait occupé dans ce monde disparu : ce fait si simple, si fondamental et si complètement absent de mon éducation. Mes parents et grands-parents étaient bien plus que des athées, ils avaient oublié jusqu'à l'existence de la religion ne serait-ce que comme un fait culturel. À seize ans, c'est à peine si je m'étais déjà demandé à quoi servaient ces bâtiments blancs avec de jolies coupes dorées qu'on voyait à Moscou par ci par là. Quand j'ai compris que ma professeure était croyante et pratiquante, c'était comme si j'avais rencontré un martien. Croire et pratiquer lui était si naturel qu'il ne lui venait même pas à l'esprit d' « expliquer » « la religion dans les romans de Tolstoï et Dostoïevski », car elle la vivait, tout simplement. Pendant nos cours, elle ressuscitait avec Natacha Rostova au moment de la vigile pascalle et tombait dans l'abîme de la tentation diabolique avec Aliocha Karamazov devant le cadavre pestilentiel du starets Zosime. À défaut de me convertir, ma professeure a réveillé en moi la fibre historique : je brûlais de curiosité devant le spectacle de ce monde étonnant du passé. En revanche, j'interprétais mal le ressort de cette curiosité : je croyais « aimer la

littérature ». L'idée de me réorienter vers l'histoire ne m'est donc pas venue.

L'année suivante, j'ai eu la chance immense d'étudier avec Alekseï Mikhaïlovitch Peskov, qui a été l'un des meilleurs spécialistes de la littérature russe de sa génération, historien à sa façon, et un pédagogue exceptionnel. Alekseï Mikhaïlovitch m'a appris à lire. Tout ce que je sais aujourd'hui de l'étude critique des textes remonte à nos cours à Novaïa Alekseevskaïa de septembre 1990 à juin 1991. En 1999, après avoir lu mon mémoire de DEA, Alekseï Mikhaïlovitch a dit : « *polutchilos* » (« ça a marché »). Ce petit mot reste à mes yeux la plus haute de mes récompenses.

Au XIX^e siècle, l'histoire et la philologie avaient formé une seule et même faculté à l'université de Moscou, mais à l'époque soviétique ces deux disciplines existaient séparément. Quand j'étais étudiante, de 1991 à 1995, le programme de la faculté de philologie ne comportait plus un seul cours d'histoire, pas même les fondements du matérialisme dialectique. Le *diamat* fut rayé du programme quand je suis entrée en première année, en même temps que se trouva abandonnée la pratique de la participation des étudiants à « la lutte pour le sauvetage de la récolte », autrement dit dans le ramassage des pommes de terre et des carottes dans des champs boueux sous les pluies de septembre. Selon le ministère de l'éducation supérieure, les futurs « historiens » n'avaient pas besoin de connaître la littérature, et les futurs « philologues » n'avaient que faire des connaissances historiques, pas plus que des pommes de terre et des carottes.

Avec certains de mes camarades, devinant vaguement que notre formation allait être défectueuse sans l'histoire, nous cherchions à la compléter comme nous pouvions, par quelques lectures disparates et par la fréquentation de cours hors notre cursus, tout aussi disparates, mais enthousiasmants. L'université d'État des sciences humaines de Russie (RGGOU), la première université nouvelle de la nouvelle Russie démocratique a ouvert

ses portes en 1991, et nous séchions nos propres cours pour aller écouter, par exemple, le professeur Andreï Zorine qui semblait savoir rendre tout passionnant, de l'histoire des idées politiques à celle de la production et de la consommation de la vodka. Entre les murs de l'institut de l'Architecture, j'ai écouté bouche bée une série de conférences sur la théorie du processus historique de Lev Goumiliov. Et même dans notre *alma mater*, bastion de conformisme et de grisaille, on arrivait parfois à dénicher un phénomène : Mikhaïl Leonovitch Gasparov faisant cours sur la civilisation romaine à huit heures du soir pour les « étudiants-ouvriers » (*rabfakovtsy*). Tout cela ne remplaçait évidemment pas une formation en histoire. Quant à celle en philologie, elle était solide, ample, systématique, et plate. J'en suis sortie avec une impression d'avoir énormément travaillé sans avoir rien appris, à l'exception du français que j'ai étudié pendant quatre ans avec la généreuse, dévouée, compétente et aimable Irina Iosifovna Agranovskaïa.

Depuis l'avènement de l'économie libérale en Russie, mon diplôme en philologie, durement acquis, ne valait plus un kopeck. Mais, par chance, je n'ai pas eu le temps de m'en rendre compte car, ayant gagné une « bourse du premier président de la Russie Boris Eltsine » destinée à financer des études à l'étranger pendant une année, je me suis inscrite comme « pensionnaire étrangère » à l'ENS, sur les conseils de ma professeure de français. Je suis arrivée rue d'Ulm en octobre 1995, juste à temps pour voir des manifs autrement qu'à la télé soviétique et vivre les grèves de transport dans une ambiance euphorisante de marche à pied et de manifestations de solidarité citoyenne.

Après une dizaine de mois essentiellement consacrés à apprendre le français sur le tas (une expérience excitante mais très dure) et à flâner dans Paris avec ses musées (flâner n'est le bon terme : c'était plus comme vivre une métamorphose), j'ai pris en toute irresponsabilité la décision de m'inscrire en thèse. Mon

expérience de recherche était limitée. Pendant mes études à Moscou, je m'étais d'abord essayée dans le genre de recension, sur un ouvrage consacré au *Cavalier d'airain* de Pouchkine par Aleksandr Arkhanguelski¹. J'ai coécrit ensuite une étude sur l'image des Allemands dans les périodiques littéraires du XIX^e siècle². Les éditeurs d'un dictionnaire encyclopédique des *Écrivains russes, 1800-1917* m'ont confié la rédaction de plusieurs articles³. Très utile pour apprendre le travail autonome, l'exercice a toutefois rapidement atteint ses limites. Globalement, la philologie ne me satisfaisait pas, et j'ai conçu le projet de l'abandonner pour l'histoire. Une telle reconversion n'aurait pas été autorisée dans le système universitaire russe, mais à Paris, si. C'est que 1968 y avait été vécu différemment.

J'ai découvert l'existence de l'EHESS. J'avais déjà entendu parler d'un certain Fernand Braudel, mais j'ai surtout appris que cette école, merveilleusement indifférente alors aux joies des

¹ Анна Жуковская et Анна Давидян, « А. Н. Архангельский. Стихотворная повесть А. С. Пушкина “Медный всадник” », *Новый мир*, n° 10 (1991): 251-55.

² Anna Zhukovskaja, Natalia Mazur, et Alekseï Peskov, « Deutsche Gestalten in der populären Belletristik », in *Deutsche und Deutschland aus russischer Sicht 19. Jahrhundert: Von der Jahrhundertwende bis zu den Reformen Alexanders II*, éd. par Dagmar Herrmann et Alexander Ospovat (München: Wilhelm Fink Verlag, 1998), 528-48.

³ Анна Жуковская et Екатерина Лямина, « Мышецкий Нил Алексеевич », in *Русские писатели, 1800-1917: биографический словарь* (Москва: Большая российская энциклопедия, 1999); Анна Жуковская, « Петров Иван Матвеевич », in *Русские писатели, 1800-1917: биографический словарь* (Москва: Большая российская энциклопедия, 1999); Анна Жуковская et Екатерина Лямина, « Писарев Александр Александрович », in *Русские писатели, 1800-1917: биографический словарь* (Москва: Большая российская энциклопедия, 1999); Анна Жуковская, « Приклонский Павел Николаевич », in *Русские писатели, 1800-1917: биографический словарь* (Москва: Большая российская энциклопедия, 2007).

formalités académiques, serait prête à m'inscrire en DEA d'histoire sans s'offusquer de mon total absence de préparation dans cette discipline. La lourde responsabilité de cette décision fatidique, qui fut à l'origine de tout ce qui a suivi pour moi en termes de carrière jusqu'à aujourd'hui, repose entièrement sur la conscience de Wladimir Berelowitch.

De la littérature à l'histoire

Afin de pratiquer en douceur la conversion de la philologie à l'histoire, je me suis arrêtée sur un champ à mi-chemin entre ces deux disciplines : l'histoire du livre. Le choix d'un sujet fut le fruit du hasard et en même temps un symptôme de l'histoire en train de se faire en Russie. La libéralisation économique entraînée par la pérestroïka avait subitement rempli les rayons des librairies moscovites, que depuis ma naissance j'avais l'habitude de voir presque vides, par une myriade de livres de toute sorte. On pouvait passer des heures devant les grands étalages improvisés dans les halls de l'université de Moscou, où j'ai trouvé un jour un livre qui m'a paru insolite, une reproduction fac-similé d'un manuel épistolaire du XVIII^e siècle, un genre dont j'ignorais l'existence. Je l'achetais, incapable de résister devant un objet aussi bizarre et à la fois aussi joli avec ses polices à l'ancienne et le papier moirée à l'intérieur de la couverture. Les séminaires de Roger Chartier à l'EHESS m'ont donné l'idée d'en faire le point de départ de mon mémoire de DEA. Comme Alice au pays des merveilles, je suis entrée dans la discipline historique par une petite porte latérale, qui était à peine visible mais qui avait l'avantage de pouvoir s'adapter à ma taille et configuration intellectuelle.

Le genre du manuel épistolaire fut transplanté en Russie à la fin du XVII^e siècle où il prospéra jusqu'à la révolution de 1917. Il n'avait jamais fait l'objet d'une étude savante. Reconstituer le

corpus des manuels russes d'art épistolaire et l'analyser s'est avéré être une école de recherche assez complète. Il fallait établir les éditions originales et les attribuer, retrouver leurs sources occidentales, identifier et ordonner les rééditions, détecter les formats qui avaient plus de succès éditorial que d'autres, tâcher d'après des indices épars et indirects de reconstruire le lectorat et les usages que celui-ci pouvait faire des manuels. En un mot, il fallait rendre compte d'un processus d'acculturation de ce genre transplanté sous l'influence de son milieu d'adoption⁴.

La nécessité de placer cette analyse dans le cadre historique général m'a fait découvrir, tout d'abord, le climat culturel et idéologique de la Moscovie qui empêchait l'expansion de l'épistolographie normative avant 1700. L'élucidation des causes de cet emprunt et de sa réussite à ce moment précis de l'histoire m'a confrontée, enfin, pour la première fois à l'âge de vingt-quatre ans, à l'étude du XVIII^e siècle russe, et notamment du règne de Pierre le Grand et de ses fameuses réformes. Par chance pour moi, ma rencontre avec l'historiographie russe se fit loin de mon pays natal, dans l'ambiance intellectuelle de l'EHESS où la Russie n'était qu'une « aire culturelle » parmi d'autres, et de surcroît un espace exotique. Ainsi, quoique russe moi-même, j'ai appris l'histoire russe un peu comme si j'étais une étrangère, avec un effet bénéfique d'extériorisation, ou d'étrangement comme disait Viktor Chklovski, qui rendait problématiques des notions qui autrement n'auraient causé aucun doute, et qui transformait les évidences en questionnement.

Sur le plan pratique, aussi, les évidences se présentaient sous forme d'une question : quel sujet pour la thèse ?

⁴ Les principaux résultats de mon mémoire de DEA ont été publiés sous forme d'article : Anna Joukovskaia-Lecerf, « La naissance de l'épistolographie normative en Russie. Histoire des premiers manuels russes d'art épistolaire », *Cahiers du monde russe* 40, n° 4 (1999): 657-90.

Au laboratoire de l'État quotidien

La thèse, l'antithèse, une thèse

Les thèmes et les méthodes de l'histoire russe se sont beaucoup diversifiés depuis un quart de siècle, mais aujourd'hui encore quiconque abordant l'historiographie sur la Russie des Temps modernes ne peut éviter de travailler d'une manière ou d'une autre sur l'État. D'une part, ses différents organes ont produit la majeure partie des sources d'archives aujourd'hui disponibles, proportionnellement plus grande que dans les pays de l'Europe occidentale. Et d'autre part, les meilleurs historiens ont déployé leurs talents dans ce domaine, surtout pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, durant l'époque fondatrice de l'école historique russe (qui n'est pas dite « d'État » pour rien), mais aussi durant la période de sa libération et du renouveau induits par la pérestroïka.

Ces lectures ne m'ont pas laissée indifférente : je décidais de consacrer ma thèse à l'histoire politique, au sens large du terme, d'autant que, comme j'ai pu l'apprécier dans le séminaire historiographique dirigé par Jacques Revel, sa réputation était en train d'être réhabilitée et qu'elle vivait une renaissance, sur la frontière entre l'histoire sociale et l'histoire du droit. La formulation d'un thème de recherche n'est pas seulement, on le sait, le résultat d'un choix réfléchi mais aussi bien le fruit d'un concours de circonstances, un aboutissement provisoire d'un cheminement intellectuel personnel plus ou moins aléatoire. Mais la question « pourquoi tel sujet et pas un tel autre » doit recevoir une réponse si l'histoire est à considérer comme quelque chose de plus qu'un simple travail d'érudition ou de curiosité. Il faut avouer toutefois que je me suis posée cette question assez tard car rien ne

m'y obligeait vraiment. La fin des années 1990 était, on le sait maintenant, un dernier moment anarchique et irresponsable avant l'adoption en France des chartes et des contrats doctoraux. Ce sont, sans conteste, de bons procédés, mais l'on sait aussi le charme de la liberté et de l'aventure.

Cette fois encore, je me laissais entraîner par un livre qui venait tout juste de paraître, en 1997 : la correspondance de Catherine II et de Grigori Potemkine, amant, favori et, presque, coempereur de l'impératrice éclairée. Le volume a été préparé par Viatcheslav Lopatine. Scénariste et réalisateur, auteur de films historiques, Lopatine a été le premier à déchiffrer une grande quantité de lettres de Potemkine. Le prince avait une écriture des plus abominables, ce qui avait jusque-là empêché les historiens professionnels de publier cette source importante. Admirative et intriguée par le récit que l'éditeur a fait de son aventure archivistique, j'allais à RGADA pour voir s'il y en avait plus et je découvrais l'ampleur des fonds de Potemkine et d'Aleksandr Bezborodko, un autre proche collaborateur de la Grande Catherine. Sous-exploitées en raison de la mauvaise conservation des écrits au crayon, ces papiers paraissaient pourtant indispensables pour découvrir les origines et les mobiles des décisions politiques majeures et fatidiques (on ne le voit que trop bien aujourd'hui) telles que l'annexion de la Crimée, la colonisation de la Russie du Sud et les partages de la Pologne.

La consultation de ces correspondances, rapports et projets me laissait cependant insatisfaite sur un point : ils éclairaient bien le rôle des solistes mais ne renseignaient guère sur celui de l'orchestre. Qu'en était-il donc — me demandais-je — de ces « rouages de l'État », auxquels l'historiographie attribue en général une si grande importance. Potemkine était certes un favori et donc, d'un certain point de vue, une institution politique à lui tout seul, mais quid des institutions dans un sens plus classique du terme, des organes administratifs, en l'occurrence du collège des

Affaires étrangères, que les dictionnaires historiques définissaient comme le prototype du MID (le MAE russe) ?

En quête de réponse à cette question au départ accessoire, je me suis tournée vers les ouvrages sur l'histoire de ce « collègue » (par collègue on entendait un ensemble de magistrats spécialisés en affaires diplomatiques). La valeur interprétative de ces études, au demeurant fort peu nombreuses, s'avéra assez faible, et ce malgré leur richesse factuelle incontestable. Les auteurs, ceux du XIX^e siècle comme ceux de l'époque soviétique, considéraient leur objet comme un donné plutôt que d'y voir un problème. Une telle approche les obligeait à porter sur l'institution un regard pour ainsi dire périphérique, qui explore la surface sans la pénétrer. Ils décrivaient un ensemble, un agglomérat, comme si c'était un bloc. En outre, ils ne voyaient que l'aspect fonctionnel de l'institution. Ils la représentaient comme un appareil dont les hommes étaient des rouages, comme un mécanisme destiné à un certain usage et qui ne sert effectivement qu'à remplir son rôle théorique. Même quand ils s'intéressaient à l'évolution de l'institution, ils l'interprétaient en termes de la rationalisation fonctionnelle : tel tsar veut mener une politique extérieure plus agressive, donc il lui faut un service diplomatique plus actif, donc on augmente la quantité des employés, donc la coordination du travail de ces derniers doit prendre des formes plus compliquées, donc on introduit des règles écrites, etc. Ainsi l'évolution d'une institution se résumerait à l'ajustement des moyens aux besoins, sauf quand la « corruption » s'en mêle, et sous les besoins on entend automatiquement la raison d'être officielle de l'institution.

Me tournant vers des ouvrages portant sur d'autres institutions administratives russes, je voyais partout la même approche. Je ne savais pas alors qu'elle était insuffisante, sinon complètement fautive. Moi aussi, je croyais que les institutions étaient des « choses », car la sociologie des institutions avait manqué dans mon cursus, et quant au livre de Evgueni Anisimov

sur les réformes de Pierre le Grand, le premier essai novateur dans ce domaine, il sortait alors tout juste des presses de Dmitri Boulanine à Saint-Pétersbourg, et je n'allais le découvrir que plus tard.

Cependant, moi qui ne travaillais pas seulement avec les sources normatives mais surtout avec la documentation administrative courante, je n'arrivais pas à accorder le déterminisme fonctionnel qui semblait décrire correctement la façade des institutions avec ce qui transpirait de leur vie intérieure. La cacophonie notionnelle qui en résultait était très pénible et a failli me décourager. Ce qu'aujourd'hui nos étudiants de master apprennent presque sans s'en rendre compte, ma coûté de réécrire ma thèse de fond en comble. Le prix de la méthode autodidacte. Ce fut au cours de ce processus que mon attention a glissé de la politique extérieure vers l'histoire de l'administration entendue comme histoire sociale, économique et culturelle des personnels et des pratiques administratives. Mais j'ai gardé l'objet principal du projet initial : *Le service diplomatique russe au XVIII^e siècle. Genèse et fonctionnement du collège des Affaires étrangères*⁵.

Conformément à politique archivistique centralisatrice de l'État soviétique, les archives du collège des Affaires étrangères auraient dû être conservées aux archives des Actes anciens, RGADA. Mais les grands corps d'État gardent leurs privilèges sous tous les cieux, et il a fallu que je me rende aux archives historiques du ministère des Affaires étrangères (AVPRI). Une archiviste est descendue me voir à l'entrée pour examiner mon ordre de mission (*otnochenie*) : « Où servez-vous ? » — « Pardon ? » — elle n'avait pas l'air de plaisanter... et puis, j'ai

⁵ Anna Joukovskaia, « Le service diplomatique russe au XVIII^e siècle : Genèse et fonctionnement du collège des Affaires étrangères » (Thèse de doctorat, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 2002), xxix, 713 pages.

compris : le MAE, c'est comme l'armée, ils ont des grades ici et, manifestement, ils ne *travaillent* pas, mais ils *servent*... — « Je *sers* à l'école des Hautes études en sciences sociales ». Je ne le savais évidemment pas à ce moment-là, mais la distinction entre les notions de service et de travail allait un jour devenir un des sujets de ma recherche.

On m'installa dans une petite salle de lecture avec quatre tables d'écolier pour les visiteurs et un immense bureau sculpté vestige de l'Ancien régime pour l'archiviste, qui trônait face aux lecteurs, sans jamais quitter son poste de garde. À la voir, on aurait parié que dans son incarnation précédente elle aurait été sergent-major de l'okhrana. Aucun espoir de négocier avec elle le moindre assouplissement des contraintes de consultation, qui étaient en train de me poser de gros problèmes. Les documents se comptaient par milliers et les archives ne proposaient aucun service de reprographie, même à supposer que j'aurais pu me le payer. Et pas question de photocopier, non mais ! En vain expliquais-je à l'archiviste que les documents ne livrent pas leurs secrets à la première lecture, qu'il faut pouvoir les lire et les relire : « Vous savez, ce n'est pas seulement grâce à son talent que « l'incomparable Stepan Borissovitch » Vesselovski est devenu le meilleur moderniste russe du XX^e siècle, c'est aussi parce qu'il avait chez lui la moitié du RGADA sous forme de copies ». Mais Madame Okhrana ne voulait rien savoir. Par chance, un collègue historien allemand ayant un jour observé ma mine désemparée, m'a montré son scanner de poche — une petite chose plastique très anodine genre boîte à savon comme dans les James Bond... Chut !

Au cours de l'élaboration de ma thèse j'ai compris ce que le sens commun aurait pu me suggérer plus tôt (mais après tout, le plus difficile dans la discipline intellectuelle du chercheur en histoire consiste, n'est-ce pas, à se distancier de son sens commun) : toute organisation administrative donnée est d'abord

un ensemble humain dont les activités professionnelles ne peuvent pas être véritablement comprises si elles sont étudiées sans faire le lien avec les autres dimensions de la vie collective. Je me suis appuyée sur les travaux d'historiens sociaux qui ont analysé l'ensemble des serviteurs civils de la monarchie russe aux XVII^e et XVIII^e siècles en tant que groupe professionnel à partir de leurs origines sociales et de leurs carrières. Grâce aux travaux de Natalia Demidova, Sergueï Troïtski, Walter Pintner, Brenda Meehan-Waters, Sergueï Tchernikov et autres chercheurs, il a été possible de préciser ou de contester les notions plus ou moins impressionnistes dont on avait disposé jusque-là sur le rôle et la composition des élites, sur les modalités et les résultats de la mobilité sociale, etc. Une autre approche, développée notamment dans les travaux de John LeDonne, mettait l'accent sur l'ensemble des institutions, étudiait l'appareil politico-administratif dans sa globalité. Elle portait un double regard qui examinait parallèlement et dans leur interaction le côté formel des institutions d'une part, et d'autre part les hommes organisés en réseaux familiaux et clientélares. On avançait ainsi vers une vision synthétique du politique et du social.

L'efficacité de ces méthodes n'éliminait pas l'intérêt et l'utilité des études monographiques portant sur une institution particulière. Au contraire, l'existence de ce cadre interprétatif dynamique global donnait tout son sens à la microhistoire dont l'outillage précis et sensible permettait de questionner et d'ajuster les notions et les catégories. Ainsi j'ai voulu écrire une histoire d'une institution administrative qui échappât au cadre juridique formel. Cette institution devait apparaître non seulement comme un instrument entre les mains du monarque ou des personnes et des groupes qui l'influençaient, mais surtout comme un ensemble humain dont le rôle ne se réduisait pas à une transmission plus ou moins efficace des impulsions qui passaient dans la chaîne institutionnelle de commandement.

Je n'étais évidemment pas la première à adopter cette approche à l'histoire russe. Il suffit de penser aux travaux de Valentina Tchernoukha sur le Conseil d'État et le Comité des ministres, ou à l'histoire du ministère des Affaires intérieures par Daniel Orlovsky. Toutefois, la perspective de mon travail était un peu différente. Ces deux historiens, notamment, examinaient l'interaction des forces institutionnelles et des acteurs politiques dans l'objectif d'arriver à une interprétation des grandes décisions gouvernementales qui orientèrent la politique intérieure russe au XIX^e siècle. Pour ma part, je me concentrais sur la logique intrinsèque de l'organisation, voulant l'étudier pour son propre compte, tendre vers une véritable histoire sociale de l'institutionnel et du politique.

Si j'ai maintenu le collège des Affaires étrangères comme terrain de mon étude après la réorientation de mon attention de la politique extérieure vers la sociologie des organisations, c'est que ce collège, sans constituer, cela va de soi, un exemple moyen des institutions de l'administration centrale, présentait des caractéristiques intéressantes. La position éminente des dirigeants de ce collège dans le gouvernement et, partant, la richesse de ses moyens matériels, sa relative indépendance par rapport au Sénat, le niveau élevé de l'éducation des employés, la possibilité qu'ils avaient de transformer une activité de bureau en une carrière diplomatique (mobilité sociale ascendante), le statut ambigu du conseil collégial suspendu entre la sphère politique et la sphère administrative, et d'autres traits particuliers font du collège des Affaires étrangères un exemple saillant. Et si les conclusions suscitées par son étude ne pouvaient pas, de ce fait, être extrapolées sur l'ensemble de l'administration centrale, son analyse a stimulé en revanche la formulation de questions, la découverte de pistes et l'élaboration de méthodes qui pouvaient, je l'espérais, s'avérer pertinentes dans d'autres cas.

En définissant ma problématique, j'avais à l'esprit les questionnaires et les hypothèses qui sous-tendent les recherches des sociologues travaillant sur l'administration de l'État. En revanche, l'une des sources principales qui alimente cette branche de sociologie, les témoignages des acteurs, n'existait pas dans ce cas. L'essentiel de mes sources étaient des documents administratifs : oukases, règlements, listes de personnel, états de service, rapports budgétaires... production sèche et rébarbative. Je ne croyais pas que seules les formes officielles telles que organigrammes, règlements et procédures étaient déterminantes pour expliquer le fonctionnement réel de l'administration. Des correspondances privées, des mémoires, des autobiographies auraient été d'un grand secours pour retrouver ce que je cherchais : les connexions entre le vécu des hommes et l'évolution des institutions. Les rares matériaux de ce type que j'ai pu trouver, quelques lettres, quelques dépêches diplomatiques, ont été précieux pour éclairer mes reconstitutions, mais en fin de compte accessoires, vu leur faible nombre.

Les conditions de la recherche se rapprochaient surtout de celles de l'archéologie. À la différence des correspondances diplomatiques conservées en bon ordre, l'état des dossiers administratifs du collège des Affaires étrangères est tel que le chercheur ne peut prévoir ni ce qui en sortira, ni en quel ordre, ni en quelle quantité, ni en quel état matériel. Impossible donc de planifier la recherche à l'avance, impossible surtout de faire la fine bouche en donnant la préférence à tel type de source sur tel autre : on est simplement obligé de faire feu de tout bois.

Ces contraintes expliquent le fait que ma thèse a été moins complète que je ne le souhaitais. Évoquer ici les failles et les lacunes peut être utile car ce sont autant de vecteurs de mes recherches ultérieures. Ma plus grande déception consistait à ne pas avoir pu écrire le chapitre sur le personnel du collège des Affaires étrangères comme je l'aurais souhaité. En suivant

l'exemple des historiens ayant entrepris la prosopographie des personnels administratifs, j'avais constitué une base de données assez imposante qui concernait environ 1.500 personnes. Mais ce travail n'a pu être mené qu'à partir de documents concernant la carrière : listes de personnel, états de service individuels, fiches de paie, arrêtés de promotion, etc. Ces documents éclairaient plus ou moins la carrière (le plus souvent un petit fragment de carrière) mais laissaient le reste de la vie de ces hommes dans la plus totale obscurité. L'analyse de cette montagne de données n'a apporté que des réponses partielles, ou pas de réponses, aux questions telles que la mobilité sociale, les facteurs qui influencent la carrière, la formation d'un groupe socioprofessionnel de serviteurs civils, la stratification de ce groupe, les réseaux clientélaires, etc. Des sources dites d'origine personnelle étaient indispensables. Il n'était pas difficile d'en trouver pour le haut de la hiérarchie, mais pour les employés de bureau ordinaires ? Rien. Après ma thèse, tirant les conséquences de cette leçon, j'ai cherché à développer une méthode pour faire de la prosopographie digne de ce nom avec les moyens des archives russes du XVIII^e siècle. J'y suis parvenue, en partie, en croisant les données sur le service avec les actes privés tirés des livres de l'Enregistrement, et j'en présente les résultats dans l'ouvrage inédit faisant partie de ce dossier.

Cependant, l'impossibilité de se procurer des sources autres qu'institutionnelles n'avait pas que des inconvénients. Les difficultés sont parfois stimulantes. Un règlement ne nous apprend pas forcément comment fonctionnait en réalité une organisation, mais il peut en dire long sur la culture de l'administrateur qui l'a composé, surtout si on se donne la peine d'étudier une suite de brouillons raturés à peine lisibles ayant précédé la version finale. Un organigramme très abstrait peut devenir un témoignage des relations de patronage et de clientèle à condition de le confronter avec une douzaine d'autres organigrammes tout aussi abstraits et trompeusement semblables entre eux. Une série de listes de

personnel ennuyeuses au possible peut trahir la naissance d'un nouveau groupe social. Les budgets prévisionnels trompent souvent sur l'état de la caisse, mais renseignent sur les intentions, les aspirations, et donc sur la mentalité administrative qui caractérise une époque.

Dès 1870, dans l'introduction à son ouvrage sur la noblesse russe qui allait bientôt devenir célèbre, Aleksandr Romanovitch-Slavatinski, quoique juriste lui-même, critiquait déjà l'histoire institutionnelle pour son excès de confiance dans les sources normatives. Il écrivait notamment que des informations telles que le nombre d'employés d'un bureau, l'étendue des responsabilités d'un ministère, la mesure du pouvoir du Sénat ou encore les procédures formelles adoptées dans toutes ces institutions ne nous apprenaient rien sur la *vie* du passé, l'unique objet qui devait intéresser une histoire véritablement sociale. Mais on se rend compte, bien plus aujourd'hui qu'en 1870, que les sources disponibles sont constituées pour l'essentiel par cette matière ingrate. L'État domine dans nos dépôts d'archives, et plutôt que de chercher à le contourner, il faut savoir appréhender la vie du passé par son biais. En cela, ma thèse a été pour moi un terrain d'essai et un tremplin pour la suite⁶.

⁶ La frilosité très compréhensible des éditeurs français d'investir dans un ouvrage sur une obscure agence administrative russe du XVIII^e siècle a fait que je n'ai publié qu'une partie de ma thèse, les principaux résultats, sous forme d'articles : Anna Joukovskaia-Lecerf, « À propos de la création du collège des Affaires étrangères sous Pierre le Grand », *Cahiers du monde russe* 43, n° 1 (2002): 57-65; Anna Joukovskaia-Lecerf, « Le conseil du tsar dans la culture politique de l'époque pétroviennne : La genèse du Conseil suprême secret, fin XVII^e s. », *Cahiers du monde russe* 44, n° 4 (2003): 577-604; Anna Joukovskaia-Lecerf, « Hiérarchie et patronage : Les relations de travail dans l'administration russe au XVIII^e siècle », *Cahiers du monde russe* 47, n° 3 (2006): 551-80.

Rupture et continuité

Deux ans après la soutenance de ma thèse j'ai eu la double chance d'être recrutée au CNRS et de devenir membre du Centre d'études du monde russe, soviétique et post-soviétique. L'affectation dans un laboratoire où le candidat avait préparé sa thèse allait à l'encontre de la politique du CNRS. C'est pourquoi, moins d'un mois après mon installation, les nouvelles recrues dans cette situation recevaient une lettre du directeur général du CNRS Bernard Larrouturou qui nous prévenait contre le danger de nous empâter intellectuellement du fait de manque de mobilité et nous invitait à partir en mission aussi vite que possible, aussi loin que possible et aussi longtemps que possible. Pour ma part, pendant les huit années précédentes de ma vie j'avais changé de langue, de pays, de régime politique et de discipline de recherche. En termes de mobilité c'était plutôt trop que pas assez. Ceci étant dit, cette lettre a été bénéfique pour la suite de ma carrière car elle m'a incitée à partir sans tarder à Moscou pour faire une plongée archivistique longue et profonde : une année à plein temps aux archives des Actes anciens.

Le projet de recherche que j'avais présenté au CNRS envisageait une série d'enquêtes, des coups de projecteur, sur les personnels, les pratiques, les institutions (régionales plutôt que centrales) et les langages dans le système administratif et juridique russe des Temps modernes. La situation historiographique paraissait inviter une telle entreprise. Lorsque, à la fin de l'ère soviétique, le paradigme marxiste cessa de structurer la recherche, la première impulsion des historiens fut de revenir aux classiques de la période prérévolutionnaire. Or, il se trouve que, dans le domaine de l'histoire de gouvernement, la très riche historiographie ancienne reposait sur la même matrice théorique

profonde que son successeur soviétique. Ainsi selon la formulation célèbre de Vassili Klioutchevski, l'État russe, né des objectifs de défense et d'expansion territoriale et structuré par eux, organise et corsete la société comme s'il s'agissait d'un camp militaire. Ayant abandonné, au cours des années 1980-1990, les notions marxistes spécifiques, telles que la lutte des classes, les historiens de l'administration n'ont pas pour autant cherché à questionner cette vision globale. En revanche, ils se lancèrent dans des dépouillements d'archives, parfois à grande échelle. Il en est résulté une contradiction entre le cadre « étatiste » classique qui n'avait rien perdu de son autorité, et le chaos pittoresque de situations vécues qui ne se laissaient pas expliquer par lui.

Dans ces circonstances, ma stratégie de recherche visait à étudier le potentiel de l'histoire du gouvernement, pour peu que l'on accepte de revoir ses assises, à partir du legs commun de l'histoire politico-institutionnelle et l'histoire socioéconomique. Je voulais m'inspirer de la réhabilitation de l'histoire politique et l'histoire du droit dans les historiographies des pays Occidentaux. Dans les séminaires que j'avais fréquenté à l'EHESS pendant ma thèse, notamment ceux de Simona Cerutti, Jacques Revel, Wladimir Berelowitch, Jean-Frédéric Schaub, j'avais pu observer la manière dont on découvre la complexité des modes de constitution du lien social, le caractère fragmentaire et discontinu d'évolutions à première vue linéaires, la répartition du pouvoir politique dans la société. Ces historiens, ainsi que les ouvrages qu'ils faisaient étudier à leurs auditeurs, ont importé dans ce domaine, réputé transparent, une diversité de manières de comprendre le passé qui a brouillé les évidences constitutives de ce champ du savoir historique. Dans leur sillon, la structure sociopolitique particulière qu'est l'État avait cessé d'être, pour moi, la forme naturelle d'organisation des sociétés développées.

Mon ambition était donc de montrer qu'un tel exploit était également réalisable sur le terrain russe. Je voulais travailler sur

l'usage de l'administration et de la justice comme méthodes et outils de gouvernement des peuples dans l'empire russe du XVII^e au XVIII^e siècle. Je souhaitais allier les approches institutionnelle et socioéconomique de l'administration et de la justice (les deux fonctions n'étant pas séparées en Russie de cette époque). L'idée était de considérer les institutions administratives-judiciaires sous plusieurs angles : comme des systèmes d'action évoluant sous l'impact de développements politiques, culturels et économiques qui touchent aux individus et aux groupes sociaux impliqués dans l'administration ; comme des ensembles humains élaborant leur propre culture, qui finissent par former un niveau social spécifique imposant à leurs membres des conduites et des normes particulières ; comme des phénomènes collectifs enfin, qui ne se réduisent pas à une simple somme des volontés et des rationalités individuelles.

Mais comment faire, concrètement ? Nikolai Kopussov, pensant à mon avenir de jeune chercheur, m'a gentiment offert un conseil stratégique : « commencez par trouver une idée porteuse, et allez ensuite chercher des matériaux pour la démontrer. » — « Une idée porteuse ? Vous voulez dire une hypothèse de travail ? » — « Non, une *idée porteuse*, quelque chose qui vous situe dans un champ de la recherche prometteur ». Dans mon souvenir, Nikolai Kopussov dit « démontrer une idée », mais je crois que, à l'époque, j'ai soupçonné, sans doute injustement, que le verbe « illustrer » aurait mieux exprimé sa pensée. En tout cas, surgit alors à nos côtés dans le café « annexe » de l'EHESS l'ombre de Boris Porchnev, l'exemple par excellence d'un historien doué d'une « intelligence passionnelle » libérée de « l'empirisme rampant » (cf. *L'histoire d'un historien* d'Aron Gourevitch).

Je n'étais pas sûre d'avoir envie de chercher une idée porteuse. En outre, je n'ignorais pas, pour en avoir fait plusieurs fois l'expérience, qu'entre RGADA et le chercheur c'est RGADA

qui mène la danse : c'est le dépôt d'archives qui vous dicte les questions, pas l'inverse. On ne peut que rarement y puiser des matériaux pour vérifier quelque chose, comme dans une bibliothèque. Généralement, on ne peut que *tomber* sur une piste. Il faut y vagabonder, s'y perdre et, éventuellement, on arrive à frayer une voie. Je dis bien une *piste* et pas une *perle*, car il ne faut pas se transformer en chasseur de trésor archivistique. En même temps, ce serait dommage de rester bloqué au niveau des faits, sans savoir s'élever au-delà du « *bytopissatelstvo* » et « *laptevedenie* » (« peinture du quotidien » et « expertise en souliers »). Que d'écueils !

Installée à nouveau à Moscou, j'ai largué les amarres fin 2006, pour ne rentrer au bon port du 54, bd. Raspail, qu'un an plus tard. Par la suite, j'ai effectué de nombreuses missions de recherche en archives, mais sans cette année « d'immersion totale » je n'aurais jamais acquis la familiarité, une sorte de flair, indispensable pour mener une enquête archivistique. L'un des plus remarquables historiens-modernistes soviétiques, Aleksandr Zimine (1920-1980), décrit, en 1976, la magie du contact physique avec les sources d'archives dans les dépôts d'une manière qui me semble particulièrement évocatrice. On comprend en le lisant pourquoi la discipline historique, corsetée par le régime soviétique, n'avait pas disparu en URSS :

Le travail dans les archives crée une sensation unique de briser la barrière du temps [...] Chaque marque sur la marge du manuscrit, chaque coin noirci par le feuilletage répété me fait vibrer. [...] Le travail en apparence extrêmement monotone consistant à comparer les variantes du même texte dans des dizaines de copies a été pour moi le plus passionnant. Grâce à la répétition à l'infini, notre cerveau arrive à pénétrer dans des recoins de

pensée qui sont cachés dans des phrases apparemment les plus ordinaires [...] Combien d'idées me sont venues pendant que je faisais ce travail « mécanique » ! Si on avait pu « rationaliser » le processus en chargeant quelqu'un d'autre de la copie et de la vérification, la recherche serait devenue une série de banalités. C'est en exécutant ce travail qu'on tombe sur des questions inattendues. Pourquoi une telle construction de la phrase ? pourquoi un choix de mots comme ceci et pas comme cela ? Voilà l'écriture qui change : pourquoi ? Et où est passé l'original de cette copie ? [...] Bref, le miracle du dépassement de la gravité terrestre. Tu es un magicien qui part en voyage dans un passé lointain. Seras-tu capable de le ressusciter ? Bien sûr que non. Mais tu peux concevoir une image de ceux qui sont partis. Pourvu que le miroir tordu des passions ne déforme pas la représentation au point de la rendre méconnaissable, en la transformant en caricature ou en parodie.⁷

Dans les pages qui suivent, je rends compte des étapes de l'élaboration de mes enquêtes, qui ont fini par prendre corps sous la forme d'ouvrage *L'État quotidien* faisant partie de ce dossier.

Une vieille source sous un jour nouveau

⁷ Анна Леонидовна Хорошкевич, éd., *Судьбы творческого наследия отечественных историков второй половины XX века* (Москва: Аквариус, 2015), 363-364. Traduit du russe par moi — A. J.

À cette belle époque, RGADA ouvrait en moyenne dix heures par jour cinq jours par semaine. Cinquante places dans la salle de lecture toujours bourrée, et il fallait arriver parmi les cinq premiers si l'on voulait disposer d'un pupitre : une sorte de tournoi que se livraient quotidiennement les habitués. J'ai fini par en construire un que j'apportais avec moi, mais j'avais déjà pris le pli de faire le pied de grue devant le représentant des forces de la police qui gardait l'entrée, en attendant l'ouverture. Dix places théoriques dans la salle des microfilms, mais seulement deux appareils qui marchaient : l'industrie nationale ne produisait plus d'ampoules de rechange. Or, un tiers peut-être des manuscrits que je demandais n'était pas consultable dans l'original pour cause de mauvaise conservation et il fallait se contenter de microfilms. Magnanimes, les archives autorisaient le prêt des microfilms à domicile. J'aurais pu raconter en détail mon voyage à Toula, une ville à 200 km de Moscou, où j'ai déniché au creux de l'hiver un appareil en vente, le dernier de son espèce, 25 kilos au bas mot, la taille d'un petit frigo, que j'ai trimbalé en train et en métro en provoquant l'ire du personnel et l'étonnement des usagers, et en le traînant dans son carton le dernier kilomètre jusqu'à la maison, sur les trottoirs enneigés, parce que je n'arrivais plus à le soulever. Mais les exploits de cette espèce n'entrent pas dans un bilan de recherche.

Aux Archives nationales à Paris, un nouvel arrivant est reçu par un archiviste qui l'oriente, idem que dans la plus civilisée des deux capitales russes, la ville de Saint-Pétersbourg. En revanche, au RGADA dans les années 1990-2000, on était laissé à sa capacité de lier des contacts informels avec le personnel. Comme je n'en avais aucune, j'étais réduite aux guides d'archives imprimés et aux registres de fonds tapés à la machine, quand ce n'étaient pas des manuscrits, qui couvraient entièrement un grand mur dans la salle de lecture. Les registres étant intensément consultés par les lecteurs, il fallait souvent attendre son tour pour accéder à tel ou

tel volume, et comme je n'allais pas fumer pour tuer le temps d'attente, je feuilletais des registres dont je ne pensais pas avoir besoin.

C'est ainsi que j'ai commandé un jour un document porté sur un registre que j'avais ouvert sans le vouloir. En 1715, un dignitaire de la Cour, à qui le tsar avait confié une mission de se rendre dans une série de villes de province pour réunir un contingent de podiatchis⁸ surnuméraires afin de les envoyer dans l'armée en qualité de scribes, rendait compte d'un incident : quinze podiatchis de la ville de Sevsk qu'il avait acheminés à l'armée avaient fui après avoir désarmé et battu leur escorte, et étaient rentrés à Sevsk. Ce bref rapport s'opposait à plus d'un titre à ce que je croyais savoir sur l'administration centrale et ses agents. En premier lieu, les chercheurs ont toujours souligné le faible nombre de podiatchis en province : selon eux, les voïvodes n'avaient de cesse de se plaindre du manque de scribes. Mais ici, dans cette ville d'importance moyenne, il y avait au moins quinze surnuméraires. En deuxième lieu, le comportement de ces podiatchis m'interpellait. Qu'ils ne veuillent pas servir dans l'armée n'était pas étonnant, mais qu'ils rentrent chez eux ouvertement, comme le soulignait le rapport, au lieu de disparaître dans la nature... Cette désinvolture cadrait mal avec l'image de la « bureaucratie moscovite » créée par la littérature spécialisée. Je me demandais : pourquoi ces podiatchis manifestaient-ils une telle indépendance ? Voilà une question très terre-à-terre et, probablement, pas du tout « porteuse », mais en revanche elle faisait vibrer le passé avec de vrais petits intérêts de vraies petites gens, et nous autres historiens de la Russie, toutes générations et spécialisations confondues, nous rêvions tous de peupler l'histoire nationale avec les hommes ordinaires qui l'ont faite.

⁸ Commis aux écritures.

Et de quoi vivaient-ils, les podiatchis surnuméraires de Sevsk, puisque, manifestement, ils ne servaient plus le tsar et ne pouvaient donc pas compter sur l'aide matérielle de la Couronne ? Concernant cette dernière question, en 2004, l'historienne Nadejda Pisarkova avait semé le doute parmi les spécialistes de l'administration, en affirmant que les appointements des podiatchis pouvaient être tout aussi théoriques que ceux des grades moyens et inférieurs de la hiérarchie militaire. Or, la rémunération régulière par l'État est évidemment un point central dans la théorie de l'émergence progressive du groupe social « bureaucratique » formulée dès les années 1960 et qui restait dominante. Dmitri Redine allait aggraver ces doutes en 2007, en découvrant dans la région de l'Oural sous le règne éclairé de Pierre le Grand une « bureaucratie » vivant comme au Moyen Âge de dons d'argent et de produits de bouche apportés par la population dans un cadre coutumier et ritualisé de « subsistance » (*kormlenie*). La pratique de subsistance avait été conceptualisée comme une forme de corruption, mais Redine, Pavel Sedov, Brian Davies, Tamara Kondratieva et autres chercheurs étaient en train de montrer que c'était un mécanisme normal de financement de l'administration de la monarchie.

Sevsk, donc. Il fallait tirer au clair cette histoire des podiatchis déserteurs. Hélas, le fonds de Sevsk était très fragmentaire pour ne pas dire pauvre, tandis que les documents du fonds sans fond du prikase de la Guerre, qui avait un département spécial pour la gestion de la marche militaire de Sevsk, s'arrêtaient à la fin du XVII^e siècle. Je finis toutefois par trouver une grande quantité de documents provenant de Sevsk mentionnés dans le registre d'un fonds numéro 615 intitulé « Livres de l'Enregistrement des actes des bureaux de province ».

Nouvelle pour moi, cette source d'archives, les livres de l'Enregistrement des actes, était évidemment très bien connue des historiens, mais assez peu utilisée, et presque jamais de manière

sérielle. En ouvrant les livres de Sevsk, j'ai tout de suite vu qu'ils offraient la possibilité d'entreprendre une étude systématique des activités et des ressources économiques des insolents podiatchis de Sevsk sur une durée de plusieurs années et faire ainsi une contribution décisive à la question bureaucratique : les podiatchis étaient-ils des fonctionnaires professionnels, des serviteurs de type domanial, ou peut-être des autoentrepreneurs ? Il était évident en outre que les livres de l'Enregistrement permettrait de poser bien qu'autres questions.

Une fois lancée dans le dépouillement intégral des livres de l'Enregistrement des actes de Sevsk, j'ai compris la raison pour laquelle très peu de chercheurs ont tenté d'exploiter cette source de façon sérieuse. Dans la ville de taille moyenne que j'ai choisie, Sevsk, on enregistrait entre cinq cents et mille actes par an. J'ai pris le temps de dépouiller tous les registres constituant une série quasiment sans lacunes de 1701 à 1725, soit la majeure partie du règne personnel de Pierre le Grand. Pendant cette période, qui m'intéressait le plus, les actes étaient copiés dans l'ordre d'arrivée, sans aucun classement thématique, et aucune forme d'indexation n'était prévue. Pour nourrir une base de données sur les ressources économiques des podiatchis et des écrivains publics ayant vécu à Sevsk sous le règne de Pierre le Grand, soit environ 340 personnes au total, il a fallu dépouiller une vingtaine de milliers de pages noircis d'une cursive négligée. En outre, il a été nécessaire de croiser ces données avec la documentation administrative relative à la ville de Sevsk. Ici, on se confrontait à un problème contraire. Des archives extrêmement lacunaires, éparpillées dans une trentaine de fonds différents, exigeant des méthodes de reconstitution compliquées.

L'étude de la documentation administrative a confirmé que les podiatchis de la ville de Sevsk ne touchèrent presque jamais d'appointements durant le règne de Pierre le Grand. Ce résultat jette un grand doute sur les conclusions générales de Natalia

Demidova, qui affirmait que l'existence de « la bureaucratie de service » était principalement assurée par le « salaire d'État » et la rémunération de la part des habitants locaux.

Concernant cette dernière forme de revenu, les podiatchis de Sevsk ne recevaient pas de « cadeaux en subsistance » (*korm*). Contrairement à l'Oural décrit par Dmitri Redine, le droit de subsistance n'était reconnu, à Sevsk, qu'aux seuls voïvodes et aux diaks (secrétaires). Il ne communiquait donc pas une conscience de groupe à la hiérarchie administrative locale dans son ensemble, mais jouait au contraire le rôle de marqueur social, distinguant l'élite de la masse des agents de gouvernement qui n'avaient pas accès à ce privilège.

Les historiens cherchant à démontrer l'émergence précoce d'une « bureaucratie professionnelle » en Russie insistent également sur le fait que les diaks et les podiatchis auraient été occupés par le travail administratif à temps plein ou du moins principalement. Ici aussi, le cas de Sevsk allait à l'encontre des idées reçues. S'agissant de quelques rares personnages, on peut, si l'on veut, parler d'occupation principale. Mais pour la majorité, le travail de bureau représentait une occupation occasionnelle ou bien une parenthèse de quelques années, voire de quelques mois seulement, au cours de leur vie. Une fois le grade de podiatchi acquis, les agents le gardaient à vie, mais seule une petite minorité d'entre eux pratiquaient assidûment et à long terme le métier correspondant.

Non rémunérés par le tsar et travaillant peu pour lui, qui étaient en réalité ces gens, qui se cachaient derrière le grade de podiatchi ? Mettant à profit les terribles livres de l'Enregistrement j'ai eu la chance de pouvoir donner une dimension nouvelle à la question des revenus des agents administratifs et, au-delà, de leur profil socioéconomique. La rémunération à l'acte et les pots-de-vin n'étaient pas les seules ni les principales ressources des podiatchis de Sevsk. Ils vivaient surtout de leurs moulins,

distilleries, auberges, boutiques, étangs à poisson, champs de blé, prés à foin et forêts, ainsi que de l'usure. En somme, une partie des podiatchis affichaient un profil économique peu distinct des marchands et artisans de la ville de Sevsk, tandis que d'autres se confondaient économiquement avec les hobereaux du district⁹.

Ce constat contredisait le discours historiographique décrivant les podiatchis comme une « armée bureaucratique », c'est-à-dire un outil facilement *mobilisable* dans les mains du pouvoir. À Sevsk – et pourquoi pas dans d'autres régions qui restent à étudier ? – j'ai observé chez ces agents un solide ancrage territorial. Ils vivaient de ressources économiques et relationnelles *locales* ; les biens qui assuraient leur existence n'avaient qu'une faible valeur marchande et, en cas de déplacement, les podiatchis auraient éprouvé des difficultés à les capitaliser afin de recréer une base économique ailleurs. Si Pierre le Grand envisagea d'introduire des salaires réguliers pour l'ensemble des agents de gouvernement, c'est que, précisément, leur enracinement local empêchait qu'il pût s'en servir comme de pièces mobiles et interchangeables¹⁰.

Du point de vue de la méthode, cette enquête a montré la possibilité de réaliser, avec les sources disponibles dans les dépôts d'archives russes, des prosopographies sociologiques des personnels administratifs. Les enquêtes réalisées par le passé à partir de seules sources relatives au service des agents administratifs souffraient d'un commun défaut : les chercheurs ignoraient tout des trajectoires suivies par les acteurs en dehors de l'institution étudiée. Quand elle ne s'appuyait pas sur la théorie

⁹ Жуковская, Анна, « “Животы и промыслы” подьячих на рубеже XVII-XVIII вв. (по материалам г. Севска) », *Уральский исторический вестник* 32, n° 2 (2011): 55-63.

¹⁰ Anna Joukovskaia, « Unsalariated and Unfed: Town Clerks' Means of Survival in Southwest Russia under Peter I », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History* 14, n° 4 (2013): 715-39.

wébérienne, cette méthode se légitimait par le modèle-type de la carrière bureaucratique telle qu'elle s'est instituée dans le droit administratif contemporain. Mais elle n'avait de sociologique que l'étiquette.

Sur un point, les dossiers de Sevsk se sont présentés à moi comme une énigme, qui resta longtemps sans réponse. En 1706, une commission d'enquête, envoyée depuis Moscou suite à une plainte anonyme mettant en cause des podiatchis de Sevsk dans une affaire de corruption, a interrogé l'ensemble de la population du district de Sevsk, village par village, soit près de dix mille personnes. Après avoir minutieusement relevé toutes les mentions de pots-de-vin dans ce dossier exceptionnel, j'ai constaté un fait bizarre : selon les dires des habitants, les podiatchis incriminés par la plainte anonyme avaient amassé en « pots-de-vin » (*vziatki*) des montants proches ou équivalents de leurs appointements théoriques, jamais versés par le trésor. Fallait-il conclure à une coïncidence ? Ou plutôt en déduire que les agents pratiquaient une autorégulation spontanée, utilisant leurs appointements théoriques comme mesure de prélèvements sur les habitants ? Mais dans quel objectif ? Par honnêteté ?

Cette hypothèse ressemblait déjà un peu plus à une « idée porteuse », mais enquêter directement sur les *intentions* des acteurs est une tâche ingrate même dans les archives immensément riches des royaumes d'Espagne, et cela aurait été une mission suicide au RGADA. Je la laissais donc de côté et suivais d'autres pistes plus accessibles. Toutefois, au bout du compte, j'ai pu réunir quelques indices permettant sinon de vérifier mon hypothèse du moins la rendre plus articulée. Si les podiatchis de Sevsk régulaient vraiment les prélèvements ordinaires sur les habitants, c'est qu'ils manifestaient ainsi une prétention d'ordre politique. En leur accordant des appointements théoriques le tsar les avait traités comme ses serviteurs, mais en ne leur versant jamais ces appointements il les reléguait dans un statut équivoque entre les

serviteurs et les taillables. En se payant sur la population dans la limite de leurs appointements théoriques, les podiatchis de Sevsk montraient à tout un chacun et à eux-mêmes qu'ils possédaient vraiment le statut de serviteur du tsar, signalé par la jouissance ouverte de privilèges dont bénéficiaient les grades de la Cour qui appartenaient au *service* du tsar de manière explicite et incontestable.

Je suis arrivée à ces conclusions après m'être intéressée à la *langue* des acteurs, qui fait certes partie des *pratiques* mais qu'il faut considérer à part entière et avec des méthodes adaptées.

Leçons de philologie

Aujourd'hui, je considère comme naturelle et évidente l'idée que le travail de l'historien ne devrait cesser un seul instant d'être en même temps celui du philologue, puisque le matériau de la discipline historique n'est pas constitué de pratiques mais de *textes*. Mais cette idée « naturelle », je l'avais apprise, non sans difficulté et comme une révélation, dans le séminaire et les travaux de Simona Cerutti.

Ayant conçu des doutes quant à la pertinence du lieu commun historiographique selon lequel les diaks et les podiatchis constituaient un « groupe social spécifique », je ne pouvais pas nier que les tenants de cette théorie avaient un argument fort : l'existence d'une expression d'époque qui les désignait collectivement comme *prikaznye lioudi* (pl., « gens habilités », littéralement). Mais au fur et à mesure que grandissait mon expérience dans la lecture des documents des XVI^e – XVIII^e siècles, un nouveau doute me venait. Au XVII^e siècle, le syntagme *prikaznye lioudi* ne semblait pas s'appliquer aux diaks et encore moins aux podiatchis, contrairement aux affirmations d'une autorité aussi respectée dans ce domaine que Natalia Demidova.

Frappée par la disparition prématurée de mon ancien professeur de littérature Alekseï Mikhaïlovitch Peskov en 2009, je décidais de revoir mes documents à la lumière de ce qu'il m'avait appris sur la « lecture attentive » (*pristalnoe tchtenie*) de textes, avec l'objectif de reconstituer le sens d'origine, ainsi que son évolution, de mots et expressions qui servaient à parler des agents de gouvernement et de leurs occupations statutaires : les mots *service* (*sloujba*, n. f.), *travail* (*rabota*, n. f.) et l'expression *prikaznye lioudi*.

J'ai analysé un ensemble de textes assez représentatif, comprenant la législation, allant du XVI^e siècle à 1725 (quand s'achevèrent les grandes réformes administratives de Pierre le Grand), des échantillons variés des écritures de bureaux, des actes privés, de rares correspondances privées conservées, ainsi que quelques essais des « donneurs de conseil » (*projektiory*) de l'époque des réformes. Jamais ces sources ne parlent des activités de bureau des diaks et des podiatchis en termes de *service* au souverain : on ne les qualifiait que comme *travail*. Or, toutes les traditions historiographiques – impériale, soviétique, occidentale et post-soviétique – ferment les yeux sur cette distinction et prétendent que les activités de bureau des agents administratifs auraient été, depuis la nuit des temps, une forme de service au souverain au même titre que le service armé, avec pour seule différence le prestige social inférieur des emplois de bureau.

Pour m'en tenir aux résultats principaux, cette étude a montré que la distinction entre la *sloujba* et la *rabota*, quand il s'agissait des agents administratifs, n'avait rien d'anodin. Jusqu'au début du XVIII^e siècle, ni les gouvernants ni les gouvernés ne reconnaissaient à l'activité de bureau le statut prestigieux de « service de souverain », la considérant comme une sorte de labeur manuel. La Moscovie n'a pas produit de textes de droit explicitant, comme en Occident, la différence entre les occupations nobles et ignobles et établissant des listes des « offices

vils et mécaniques ». Mais la même différence existait en Moscovie et s'exprimait dans le vocabulaire russe à travers la distinction entre le *service* et le *travail*. Les notaires et les avocats occidentaux avaient réussi depuis longtemps à neutraliser la signification symbolique et sociale du fait qu'ils « se tâchaient les mains » en écrivant, mais dans la Moscovie du XVII^e siècle la plume du podiatchi continuait à être vue à peu près comme la hache du bûcheron.

En l'absence de droit savant et d'organisations corporatives, la négociation autour du statut du travail de bureau prit des formes indirectes et individuelles, lorsqu'un agent ou un petit groupe d'agents, comme les inculpés de Sevsk, cherchaient à faire reconnaître l'utilité de leur *rabota* et se faire récompenser par des privilèges en principe associés à la *sloujba*. Ainsi, la mise en cause conceptuelle de cette discrimination ancienne vient d'en bas et finit par confluer, dans les années 1710-1720, avec le programme occidentalisateur de Pierre le Grand. Cherchant à se distancier de certains aspects du passé moscovite qu'il considérait comme barbares, le tsar en prenant lui-même la plume usa de son exemple personnel pour élever le statut culturel de l'écriture de bureau aux yeux des élites.

Quant à l'assertion de l'historiographie soviétique selon laquelle, dans l'État de Moscou, on se représentait les agents administratifs comme groupe professionnel en leur attribuant le nom collectif de « gens de bureau » (*prikaznye lioudi*), elle s'est avérée inexacte. En réalité, jusqu'aux réformes de Pierre le Grand, les diaks et les podiatchis ne se trouvaient jamais réunis sous aucune dénomination commune, et ce syntagme servait à désigner des personnes d'autres grades, temporairement habilitées à une responsabilité de direction administrative¹¹.

¹¹ Анна Жуковская, « Служить бы рад, работать тошно: К истории бюрократии Московского государства и ранней Российской империи

Ce dernier point est important car, pour l'historien, une chose est de décrire un objet dont la société étudiée reconnaît elle-même l'existence en son sein, et autre chose est de construire un agrégat ignoré par cette société et d'en défendre la pertinence pour la compréhension du passé. L'existence de la dénomination *prikaznye lioudi* avait sans doute conforté Natalia Demidova lorsqu'elle délimitait les contours du « groupe bureaucratique ». Or, ici, à l'endroit même de cet agrégat artificiel, les principales divisions sociales de l'Ancien Régime passaient et se négociaient : qui « sert » le souverain et qui « travaille », ou, pour dire autrement, qui est noble et qui ne l'est pas. Cette historienne rompue à l'étude des sources n'ignorait pas ce fait, comme le montre clairement le corps de son étude. Mais la partie théorique de son ouvrage raconte une tout autre histoire, précipitant un lecteur jeune et naïf dans les abîmes de la schizophrénie.

Une digression historiographico-psychanalytique

Oui, bien sûr : on sait bien que l'historien soviétique n'était pas libre d'écrire ce qu'il voulait. Mais que pensait-il ? Comment pense l'historien quand il travaille avec des catégories ? Les réponses à cette interrogation proposées par Nikolai Kopusov dans son livre dense et sophistiqué sont malheureusement trop abstraites pour satisfaire une intelligence pratique comme la mienne. Et en tout cas, l'auteur ne pose pas la question : est-ce que les historiens soviétiques utilisaient constamment deux langages complètement distincts, l'un pour dire ce que le pouvoir attendait d'eux, ou ce qu'ils croyaient que le pouvoir attendait d'eux, l'autre pour transmettre leur propre pensée informée par l'analyse des

(из «картотеки мотивов») », in *А.М.П. Памяти А.М. Пескова*, РГГУ (Москва, 2013), 94-108.

sources historiques ? Mais est-ce vraiment possible de maintenir une stricte séparation entre les langages que l'on utilise ? Comment pense-t-on en situation de diglossie ?

En outre, le modèle de diglossie convient peut-être pour comprendre la manière d'être et de travailler de la génération la plus âgée des historiens soviétiques, celle qui a été formée avant la révolution. Mais les historiens qui ont appris leur métier plus tard, à partir des années 1920, et surtout après la « réhabilitation » de la discipline historique par Staline en 1934-1936, pouvaient-ils percevoir le dogme marxien-léniniste comme une contrainte extérieure et artificielle, d'autant plus que le dogme, en pratique, n'avait pas de contours ni très nets ni immuables ? Était-ce, pour les nouvelles générations, un dogme qu'ils pouvaient adopter ou rejeter, ou plutôt une doxa à l'élaboration permanente de laquelle ils participaient ? La métaphore est mauvaise conseillère dans la réflexion mais si, une fois n'est pas coutume, on voulait utiliser une métaphore pour analyser le processus de pensée sous la contrainte extérieure, il y a celle, classique, de la chambre de Raskolnikov. Les autres personnages la voient comme une prison étroite à atmosphère viciée dont il faudrait extraire Raskolnikov pour libérer sa pensée mutilée par les conditions de vie. Mais pour lui c'est *sa* chambre et aussi, c'est *juste une chambre*, dont les dimensions physiques n'ont pas plus de portée sur l'univers de sa pensée que la forme de son chapeau.

L'historien Aron Iakovlevitch Gourevitch a décrit, dès 1999, une situation de rupture intergénérationnelle qui s'est installée parmi les historiens en Russie :

De mon point de vue, la continuité dans le développement de notre connaissance et de notre enseignement de l'histoire au cours des dernières décennies a été sérieusement perturbée. J'ose dire que les jeunes [...] pour un certain nombre de

*raisons, ne connaissent pas ou connaissent très mal l'histoire de la discipline historique dans notre pays et dans le monde, et cette perturbation de la tradition scientifique et ce manque de perspective appropriée, je pense, nuit au travail des historiens. Il faut savoir d'où viennent les idées qui ont cours aujourd'hui.*¹²

J'appartiens à cette génération de rupture. Comme tout citoyen soviétique de mon âge (1973) j'ai été vaccinée dès l'enfance contre le marxisme-léninisme. L'usage immodéré qu'on en faisait dans l'enseignement scolaire et la langue de bois qu'on adoptait inmanquablement à ces occasions ont produit leur effet : arrivée à l'âge adulte, il m'a été impossible de prendre cette théorie au sérieux ni d'admettre que quelqu'un d'autre puisse en faire autant. Intuitivement, toute notion apprise jadis en classe lorsque nous produisions des résumés des articles de Lénine au kilomètre était devenue suspecte à mes yeux, frelatée. Même en l'absence de références directes à Marx ou à Lénine, le simple fait de voir les mots « classe », « couche interclasse », « lutte de classe », « moyens de production », ainsi que « absolutisme » et « bureaucratie », déclenchait en moi le réflexe pavlovien d'autodéfense et me faisait sauter la page que je lisais. Et tant que je n'avais accès à aucune théorie alternative, la capacité synthétique de réflexion restait comme anesthésiée ou mise en veille dans mon cerveau.

Arrivée en France en 1995, j'ai été très surprise d'observer que des gens libres et apparemment normaux pouvaient manipuler ces notions. La curiosité de comprendre cet étrange phénomène a toutefois été beaucoup moins impérieuse que le désir de découvrir, avec Simona Cerutti, les délices et les dangers de l'utilisation

¹² Арон Яковлевич Гуревич, *История историка* (Москва: РОССПЭН, 2004), 10. — Traduit du russe par moi, A. J.

historienne du langage des sources, ou que la joie de déconstruire, avec Jean-Frédéric Schaub, Alain Blum et Claudio Ingerflom la catégorie de l'État moderne.

Mais le temps passe ; les blessures de jeunesse se referment ; une fois démystifiées, les notions comme la « superstructure » ne semblent plus menacer la santé mentale. Mieux encore, les livres qu'on a adorés ou exécrés lorsqu'on a été étudiant prennent place parmi les objets de l'histoire. Leurs auteurs — nos parents et grands-parents — attendent que nous comprenions comment ils pensaient. Certains collègues ont déjà commencé ce travail de reconstitution du lien intergénérationnel avec l'historiographie soviétique, et je compte les rejoindre : cela fait partie de mes « perspectives de recherche ».

Peupler l'histoire

Une autre manière de maintenir ou de reconstituer le lien intergénérationnel dans l'historiographie est de tâcher de réaliser ce que nos prédécesseurs auraient aimé mais n'ont pas pu accomplir. La science historique soviétique a été, on le sait, résolument et consciencieusement impersonnelle : un désert humain, « *bezlioudnaïa istoria* », se souvient Aron Gourevitch de cette expérience traumatisante qui a notamment dissuadé sa femme de devenir chercheuse en histoire¹³. En cela l'école soviétique se rapprochait, d'ailleurs, de l'histoire sociale quantitative occidentale de la même époque. Or, d'autres tendances murissaient en son sein. Dans son testament scientifique rédigé en 1976, Aleksandr Zimine écrivait :

¹³ Гуревич, 32.

Ce n'est que lorsque la vie des individus concrets aura été étudiée que l'on pourra écrire l'histoire d'un peuple et de l'humanité. Ainsi, dans mes vieux jours, j'ai réalisé que l'objectif devrait être actuellement de créer une histoire narrative et de développer une méthodologie critique des sources. J'arrive bien tard à ces idées banales !¹⁴

Les idées « banales » qui se sont imposées comme une évidence à Zimine, historien soviétique de formation marxiste, après une vie d'intense fréquentation des sources d'archive de la Russie médiévale, étaient contemporaines et en parfaite consonance avec les manifestes de la *microstoria*. La naissance et la vie dans une chambre de Raskolnikov n'ont pas empêché la convergence de ses idées avec celles des historiens qui se sont intellectuellement constitués dans un environnement politique et idéologique plus libre : synchronisme notable qu'il serait intéressant de pouvoir expliquer. En revanche, durant les années 1980-1990 l'historiographie russe prit un retard considérable dans l'application de ces principes de recherche, et pour ma part, je n'ai pas non plus réussi à y contribuer sérieusement dans ma thèse. Les livres de l'Enregistrement des actes que j'ai exploités dans mon étude sur les podiatchis de Sevsk n'étaient évidemment pas une source aussi riche que de véritables actes notariés, mais ils s'en rapprochaient au moins typologiquement. À défaut de permettre de reconstituer tout un système de « pouvoir au village » à la manière de Giovanni Levi, pourraient-ils servir de base documentaire pour situer précisément une famille dans ce système et la suivre sur plusieurs générations ?

¹⁴ Хорошкевич, *Судьбы творческого наследия отечественных историков второй половины XX века*, 382. — Traduit du russe par moi : A. J.

Dans la foule somme toute assez homogène des podiatchis de Sevsk, une figure s'est distinguée progressivement devant mon regard : Lazar Chagarov. Il n'était pas vraiment différent des autres et ne faisait rien de très particulier, mais il paraissait entreprendre les mêmes actions que ses collègues et voisins avec plus de zèle et réussissait beaucoup mieux qu'eux. Un simple podiatchi dans une ville de province des années 1700... c'est dire si c'était un personnage vraiment obscur ! Mais j'étais prête à parier qu'il pourrait devenir l'objet d'une reconstitution biographique. Mon collègue moscovite Eugène Akelev m'a d'abord lancé un regard inquiet de quelqu'un qui craignait pour ma santé mentale quand je lui ai proposé de participer avec moi dans cette aventure. Mais il s'est montré sensible à mes arguments. Car, non, ce n'était pas mon caprice, mais un calcul. Avec son énergie débordante déployée dans des entreprises ordinaires, Lazar Chagarov n'était sans doute pas une exception mais un cas limite à l'intérieur d'une norme, dont on pourrait établir les contours. Je supposais ce personnage être juste assez extraordinaire pour qu'il existe des chances de retrouver ses traces dans les archives, et suffisamment commun pour présenter un intérêt pour l'histoire sociale. Heureux hasard ou bonne méthode, mais nous avons fini par gagner notre pari en écrivant une biographie familiale de Lazar et des trois générations de ses descendants, un exemple pour le moment unique en son genre dans l'historiographie russe. Qu'il me soit permis d'en dégager rapidement le canevas.

Les cent ans qui séparent le cosaque ukrainien Lazar, simple fantassin dans l'armée du tsar, de son arrière-petit fils qui reçut dans son salon la fine fleur de la jeunesse nobiliaire, sont ponctués de changements radicaux dans presque toutes les sphères de la vie publique et privée des habitants de l'empire russe. Ces changements constituent la trame même de l'ascension sociale des Chagarov. Les quatre générations étudiées avaient en commun une

adaptabilité et une capacité d'orientation qui leur permettaient d'être parmi les premiers à tirer des bénéfices de nouvelles opportunités créées par les réformes gouvernementales et parmi les derniers à se plier aux nouvelles exigences imposées par ces mêmes réformes. La transmission intergénérationnelle de l'expérience et des biens était difficile dans les conditions de cette époque, car les défis que devaient affronter les fils étaient différents des obstacles qu'avaient surmontés les pères. La cohésion familiale des Chagarov, verticale et horizontale (entre les frères) résista à la conjoncture défavorable. Chaque génération suivante bâtissait sur la base laissée par la précédente, et l'avancement économique et social, à défaut d'être rapide, présentait un caractère naturel et irréversible.

Déçu dans ses espoirs de promotion dans l'armée, Lazar Chagarov abandonna le service militaire pour devenir un podiatchi dans le bureau du voïvode à Sevsk et entraîna ses fils dans son sillon. Mais une fois le grade de podiatchi obtenu, ils consacrèrent autant voire plus de temps à leurs entreprises industrielles et commerciales qu'au travail de bureau. Aucune de ces deux composantes de leur activité ne peut cependant être considérée comme dominante. Elles existaient dans une sorte de symbiose, stimulant l'une l'autre en permanence. D'un côté, la proximité au voïvode offrait des aubaines et aplanissait certaines difficultés qui auraient freiné un entrepreneur ordinaire. De l'autre côté, la réussite commerciale apportait les ressources nécessaires pour obtenir l'accès aux emplois de bureaux les plus intéressants et pour maintenir son rang dans la société locale. Très tôt, la position éminente des Chagarov à Sevsk reçut une expression matérielle quand ils construisirent dans leur ville natale un hôtel particulier digne des plus ambitieux diaks de Moscou.

Dès la deuxième génération, les trois frères Chagarov se lancèrent dans l'acquisition de terres agricoles et de paysans. Ils n'achetaient pas de domaines seigneuriaux : de simples podiatchis,

ils évitaient prudemment d'empiéter sur ce privilège des nobles d'une manière ostentatoire. En revanche, à force d'installer, individu après individu et famille après famille, les paysans achetés sans terre sur des morceaux de terre achetés sans paysans, les Chagarov créèrent des domaines et devinrent de ce fait des *pomechtchiki* (propriétaires terriens), sans avoir à en remercier la couronne. Pas à pas, ils s'inscrivirent ainsi dans le paysage social de leur région natale, constitué surtout de petits bénéfiques fonciers nobiliaires (*pomestia*). Dès ce moment, on est en droit de parler de leur « annoblissement tacite » — expression qu'utilisait souvent Robert Descimon lorsqu'il dessillait les yeux des étudiants dans son séminaire à l'EHESS, quand il nous apprenait à saisir la différence entre vivre noblement et recevoir une lettre de noblesse.

Les Chagarov de la deuxième génération ne cherchèrent pas la reconnaissance officielle de leur situation à travers l'obtention du statut de *dvorianine*. Selon notre hypothèse, le statut de noble, qui à cette époque était lié à des obligations de service plus lourdes que ceux des *podiatshis*, manquait d'attractivité pour les Chagarov. Jouant sur plusieurs tableaux à la fois, ils arrivaient à bénéficier des privilèges de nobles, de *podiatshis* et de marchands, toute en évitant l'obligation de service dans l'armée des premiers, en minimisant celle de travailler dans les bureaux des deuxièmes et en esquivant celle de payer les impôts des derniers.

Vers le milieu du siècle, le travail de la monarchie sur la définition des groupes sociaux fit toutefois percevoir à la troisième génération des Chagarov qu'il était risqué de continuer à se maintenir en équilibre sur la frontière entre les trois états (*soslovia*). Avant que le danger ne devienne une réalité, ils interprétèrent correctement la politique du gouvernement qui allait bientôt faire de la noblesse le seul état privilégié. Pour garantir durablement la jouissance et la transmission des domaines peuplés et pour assurer à leurs enfants la possibilité de reproduire la réussite des pères dans le service de l'État et dans l'entreprise privé,

la meilleure stratégie consistait alors à obtenir la reconnaissance officielle du statut noble. Les petits-enfants de Lazar le firent de plusieurs manières, plus ou moins rapides mais toutes efficaces.

Un procès pour corruption qui frappa la troisième et la quatrième générations de la famille à cette époque, jugé au plus haut niveau politique et dont les Chagarov sortirent malgré tout en conservant leur patrimoine et leur position dans la société, ne fait que prouver la résilience de cette atypique *noblesse de plume*, lentement mûrie dans des processus socioéconomiques complexes, soutenue par un réseau de relations locales et qui ne devait à la monarchie qu'une consécration formelle¹⁵.

Notre Lazar n'aura jamais la notoriété d'un Menocchio ou d'un Marin Guerre, mais nous sommes toutefois fiers de notre performance, en particulier parce que la biographie des Chagarov n'est pas due à la découverte d'un bijou documentaire autour duquel s'organise ensuite la recherche, mais à une cristallisation progressive d'atomes d'information autour d'une hypothèse.

La biographie des institutions

Dans mon for intérieur j'utilise l'expression « l'histoire en miettes » dans un sens différent de celui de François Dosse. Elle me sert pour décrire mon sentiment quand je travaille dans les dépôts d'archives russes de ma période de prédilection, le règne de Pierre le Grand. La fin du XVII^e – le premier quart du XVIII^e siècle n'est pas une époque très reculée, mais l'état de ces archives fait penser au Moyen Âge, tant elles sont fragmentées et mélangées. Il n'y a rien d'étonnant à cela. L'abandon progressif des institutions

¹⁵ Анна Жуковская et Евгений Акельев, « Из казаков во дворяне: Шагаровы, микроистория социальной мобильности в России, XVII-XVIII в. », *Cahiers du monde russe* 57, n° 2 (2016): 457-504.

administratives anciennes et de la capitale historique, Moscou ; l'organisation d'une administration nouvelle dans la capitale nouvelle, Saint-Pétersbourg ; un souverain, Pierre le Grand, qui voyage sans trêve pendant tout son règne sans lâcher pour autant les rênes du pouvoir... Ajoutez à cela la conservation dans des locaux humides, l'appétit des souris, la flemme des supérieurs et la gueule de bois des subordonnés, et vous aurez la liste non-exhaustive mais suffisante des raisons de « l'émiettement » de l'histoire qui se produisit dès le XVIII^e siècle, et ne fit que s'aggraver pendant l'occupation de Moscou par les troupes de Napoléon qui balancèrent les rouleaux de manuscrits par-dessus des murailles du Kremlin dans le ravin enneigé et ont dormi sur des piles de registres. Grâce au patient travail de reconstitution et de classement mené par des générations d'archivistes, il est aujourd'hui possible de se repérer relativement bien dans les dépôts. Mais le processus de recherche s'apparente souvent à un jeu de casse-tête.

Je n'ai jamais plus joué à ce jeu de casse-tête que pendant mon travail sur la biographie d'Aleksandr Kourbatov, à laquelle je suis revenue plusieurs fois au cours des dix dernières années. J'ai « rencontré » ce personnage par hasard. Souhaitant utiliser massivement les livres de l'Enregistrement, j'ai pensé qu'il était de bonne méthode de commencer par me rendre compte des circonstances dans lesquelles ce type de documentation apparut et de la manière dont le fonds d'archives n° 615 qui les regroupe aujourd'hui s'est constitué. Les travaux des collègues, G. D. Kapoustina et Dmitri Serov, m'ont mise sur la piste de Kourbatov et du papier timbré, mais l'histoire de la réforme de l'Enregistrement n'avait pas été étudiée pour elle-même. Je commençais donc par reconstruire les tenants et les aboutissants de ce qui avait été conçu comme une mesure fiscale d'une importance secondaire mais déboucha sur un changement

socioculturel de taille, qui déracina l'antique tradition autochtone de l'écriture publique de type notarial¹⁶.

À ce stade, j'avais suffisamment appris sur l'Enregistrement pour me croire capable d'utiliser les registres des actes avec discernement. Je délaissais alors Kourbatov n'ayant pas l'intention de travailler sur sa biographie, qu'il me semblait du reste impossible de perfectionner après l'ouvrage de Dmitri Serov, un virtuose de l'enquête archivistique, excellent historien dont nous regrettons la disparition précoce. Mais au fil des années Kourbatov ne cessait de surgir dans mes diverses études sur l'administration, et plusieurs thèmes et sujets différents ont fini par converger naturellement sur sa personne. Il m'est apparu finalement que la biographie de Kourbatov pouvait servir de terrain fécond pour développer une approche intégrée des institutions, pratiques, personnels et langages administratifs, et ce, de surcroît, à un tournant historique pour l'administration centrale russe, le moment de jonction entre l'époque finissante des prikases et le début de l'invention du système des collèges. Une approche « biographique » des institutions s'est pour ainsi dire imposée d'elle-même.

En plus, cette biographie permettait de réaliser une connexion matérielle entre les deux grands volets de ma recherche, dont l'un portait sur les organes de l'administration dans les capitales et l'autre se situait dans les provinces. Car Kourbatov s'est avéré être l'inventeur d'un nouveau système de financement de l'appareil administratif, qui s'est transformé en un véritable impôt personnel sur les diaks et les podiatchis. Cet impôt fut d'abord testé dans les provinces, et notamment dans la ville de Sevsk où vivaient et œuvraient les autres personnages principaux

¹⁶ Анна Жуковская, « От поручения к учреждению: А.А. Курбатов и “крепостное дело” при Петре I », *Очерки феодальной России* 13 (2009): 314-76.

de mes recherches, Lazar Chagarov et ses collègues. Les deux enquêtes se sont croisées. « De cette façon, nous avons pu boucler l'histoire, ce qui m'a toujours semblé être une chose très importante à faire », comme l'a écrit le romancier contemporain Alekseï Motorov, dont je partage pleinement l'opinion.

En Russie comme dans d'autres sociétés d'Ancien Régime, un impôt personnel constituait plus qu'une charge matérielle, il fonctionnait aussi comme un marqueur social. Avant Pierre le Grand, les diaks et les podiatchis bénéficiaient d'un privilège de non-imposition qui les rapprochait des serviteurs militaires du souverain. Dans cette enquête, j'ai bénéficié de la chance rarissime pour l'historiographie russe de cette période de pouvoir reconstruire en détail le processus de prise d'une décision politique consistant à affecter un groupe social privilégié de la tare d'imposition personnelle, une sorte de « travail de l'État sur lui-même ». J'ai examiné ensuite la gamme des réactions de la population visée, qui allait du refus à l'obéissance en passant par toutes sortes de stratégies de résistance individuelle ou en petits groupes.

La réforme fut très mal reçue par les diaks et podiatchis qui perçurent non seulement ses implications économiques défavorables, mais aussi le danger qu'ils couraient d'être assimilés à la population taillable, au moment même où ils tâchaient d'augmenter le prestige de leur « travail » et le faire passer au statut de « service » (comme je l'explique plus haut). Toutefois, les diaks et les podiatchis manquèrent de solidarité corporative, et ne surent pas opposer une résistance collective à la réforme, bien que de nombreux individus trouvèrent des moyens de ne pas payer le nouvel impôt. Selon mes conclusions, ce qui n'était, à première vue, qu'une triviale mesure fiscale de faible envergure finit par jouer un rôle déterminant dans la déflation des grades de diak et de podiatchi, suite à des jeux tactiques dans l'élite gouvernante,

des rapports de force sociaux, des tendances longues et des circonstances fortuites¹⁷.

Je ne reviendrais pas ici sur les trouvailles, hypothèses et questions restées ouvertes de cette longue enquête, que je poursuis encore en ce moment en compagnie de mon collègue et ami Igor Fedioukine, qui a su réunir la correspondance administrative de Kourbatov et en prépare la publication. Il suffit de rappeler la conclusion principale de mon travail. Au moment même de la constitution conceptuelle et juridique du *dvorianstvo* (la noblesse russe), les diaks et les podiatchis, ainsi que leurs emplois, furent cantonnés dans la partie roturière de la Table des rangs. Contre la tendance historiographique déjà mentionnée qui décrit la formation d'un groupe socio-professionnel de bureaucratie depuis le XVII^e, je vois dans les réformes de Pierre le Grand la reproduction, sous des traits nouveaux, de la dichotomie caractéristique de l'État moscovite de l'époque précédente. Au XVIII^e siècle, la fonction de décision appartient toujours à l'élite sociale héréditaire dont les membres jugent et administrent en amateurs, tandis que les facteurs comme une naissance plus basse, l'acquisition de compétences spécialisées et l'exercice d'emplois subalternes constituent un cercle de cause et d'effet insoluble qui enferme les « pros » de l'administration et de la justice.

Une conclusion provisoire

Pour un historien de l'administration russe, l'une des principales difficultés conceptuelles consiste aujourd'hui à reproblématiser la notion de *tchine* (grade) dont on s'est servi

¹⁷ Анна Жуковская, « Перемены в фискальном статусе дьяков и подьячих в царствование Петра I и их социальные последствия », *Cahiers du monde russe* 55, n° 1-2 (2014): 31-49.

comme d'une bouée de sauvetage au moment où l'on abandonnait la classe et l'état (*soslovie*). Pour prendre l'exemple des podiatchis, le statut juridique lié au grade, la possession de compétences particulières et leur application dans la pratique sont des arguments légitimes pour distinguer les podiatchis comme un groupe spécial. Mais, d'une part, tous les hommes qui portaient le grade de podiatchi ne travaillaient pas effectivement dans les bureaux. D'autre part, le comportement économique des individus est également important pour l'identité sociale. Certains podiatchis avaient une activité entrepreneuriale si large et variée et, grâce à elle, étaient si étroitement liés à leur ville et son district (plus étroitement encore que la masse des marchands urbains pratiquant le petit commerce), que leur grade de podiatchi et leur participation effective au « travail de bureau » pouvaient jouer un rôle moins important que leur appartenance à l'élite urbaine parmi les éléments d'auto-identification. Il serait logique de supposer que la distance socioculturelle entre ces podiatchis et l'élite marchande était moindre qu'entre eux et les podiatchis pauvres qui gagnaient leur pain par le travail de bureau ou sur la place publique, en dépit du fait que pour l'État les podiatchis constituaient un groupe et les « citadins » (*posadskie*) un autre. Le grade de podiatchi à l'époque de Pierre le Grand fut une sorte de sas où se côtoyaient des personnes d'origines sociales diverses, dont les conditions de vie au présent ne se ressemblaient pas, et qui imaginaient différemment leur avenir.

La perception des podiatchis en tant que groupe socioprofessionnel est littéralement imposée aux historiens par les sources d'archives les mieux conservées et les plus utilisées par les historiens de l'administration, la documentation concernant la gestion du personnel. Or, dans les documents de ce type, les agents du gouvernement avaient intérêt à réduire les multiples facettes de l'individu et l'hétérogénéité du groupe à l'unicité d'un grade. Ils étaient guidés par deux raisons pratiques. D'une part, le

gouvernement avait besoin d'identifier précisément les personnes à qui il demandait du travail de bureau. Aussi importants qu'ils aient pu être, ces besoins et ces pratiques ne signifient pas que les podiatchis aient opté pour ces formes d'auto-identification à l'exclusion de bien d'autres¹⁸. Autrement dit, nous nous trouvons face à des sources historiques qui semblent être des descriptions sociologiques mais qui sont en réalité des instruments de gestion, des sources qui reflètent, déforment et façonnent la réalité¹⁹.

D'un autre côté, même dans les actes privés, les Russes du passé ne signaient généralement pas « cordonnier », « pâtre » ou, comme chez Saltykov-Chtchedrine, « fornicateur notoire », mais « citadin » ou « taillable » (*tiagly*), comme le voulait l'administration. Il serait erroné de penser que ces statuts ne reflétaient rien du jeu social : ils correspondaient bien à du réel, du vécu, étaient intériorisés d'une certaine façon. Mais, de tous les points de vue possibles sur un individu, ils n'en traduisaient qu'un seul, et toujours le même, celui du pouvoir. Même dans un acte privé, les sujets du tsar ne prenaient pas souvent la liberté de choisir un autre point de vue sur eux-mêmes. Cette identité attribuée les suivait partout, telle une seconde nature. Une fois que les historiens ont su relativiser le témoignage des archives, mettre une distance convenable entre elles et les acteurs du passé, il est devenu possible d'apercevoir, dans ces mêmes archives des indices qui montraient comment fonctionnait le statut attribué : il n'était pas seulement subi, il pouvait aussi être utilisé.

Pour résumer, la relégation des catégories historiques tels que grade (*tchine*) au second plan en faveur des notions

¹⁸ Nancy Shields Kollmann, "Concepts of Society and Social Identity in Early Modern Russia," in *Religion and Culture in Early Modern Russia and Ukraine*, ed. Samuel H. Baron and Kollmann (DeKalb: Northern Illinois University Press, 1997), 34–51.

¹⁹ Janet Martin, "Mobility, Forced Resettlement, and Regional Identity in Muscovy," in *Culture and Identity in Muscovy*, 448–49.

sociologiques (classe, *soslovie*, groupe professionnel) caractéristique de la recherche historique au XX^e siècle, a introduit des distorsions dans nos représentations des réalités anciennes, qui ont fini par peser plus lourd que leur utilité conceptuelle²⁰. Un mouvement de retour aux catégories authentiques s’est dessiné parmi les historiens dès les années 1990²¹. Mais le *tchine* n'est pas une panacée, car il pousse à réifier des groupes statutaires construits et maintenus par l’administration de manière plus ou moins artificielle pour des objectifs de gouvernance. L’historien doit systématiquement juxtaposer les données sur le grade des acteurs sociaux aux données sur les pratiques sociales, toujours dans une perspective diachronique. Cela permet de prendre en compte le travail perpétuel impliqué dans la construction des identités de groupe.

C'est la méthode que je m’efforce à mettre en pratique dans ma recherche. Ma conclusion est que le grade de *podiatchi* ne constitue pas tant une « approximation utile » de la réalité historique qu’il ne la masque²². Si l'on veut étudier l'histoire du métier de scribe en tant que phénomène socioculturel en Russie, le grade de *podiatchi* est un indicateur valable. Mais pour l'étude de

²⁰ Michael Confino, “The Soslovie (Estate) Paradigm: Reflections on Some Open Questions,” *Cahiers du monde russe* 49, 4 (2008): 681–99.

²¹ La très utile monographie collective sur la longue histoire de l’élite dirigeante russe est construite par grades : A. P. Pavlov, ed., *Praviashchaia elita Russkogo gosudarstva IX–nachala XVIII v.: Ocherki istorii* (St. Petersburg: Dmitrii Bulanin, 2006). Rank is largely used to structure a lively representation of “types of Muscovites” for an audience of “undergraduates and readers of history everywhere” in Donald Ostrowski and Marshall T. Poe, eds., *Portraits of Old Russia: Imagined Lives of Ordinary People, 1300–1725* (Armonk, NY: M. E. Sharpe, 2011).

²² The expression “useful approximation” was initially used to qualify the category of *soslovie* and belongs to Robert E. Johnson, “Paradigms, Categories, or Fuzzy Algorithms? Making Sense of *Soslovie* and Class in Russia,” *Cahiers du monde russe* 51, 2–3 (2010): 461–66.

l'administration, il faut garder à l'esprit que podiatchi et agent administratif sont deux catégories qui ne se recouvrent que partiellement. D'une part, il faut exclure une partie des podiatchis, probablement un nombre important d'entre eux, en identifiant ceux qui ne participaient pas au travail de bureau. D'autre part, il convient d'intégrer un grand nombre d'élus de diverses dénominations (syndics communautaires, jurés et préposés de toute sorte), en particulier ceux qui, comme les maires des villes françaises de notre époque, ont transformé leur mandat de courte durée en une seconde nature. Si l'on n'inclut pas systématiquement ces représentants des « élites secondaires », comme les a désignées André Berelowitch, dans le tableau administratif à côté des agents du tsar, on ne pourra jamais écrire une histoire « d'en bas » du gouvernement de la Russie Ancienne.

*

Dans mon mémoire inédit *L'État quotidien* j'utilise les résultats des enquêtes mentionnées ci-dessus, dont une partie a été validée à travers la publication, en russe et en anglais, dans des revues internationales à comité de lecture spécialisées en histoire russe. Au-delà de la systématisation, de la révision et de l'amplification des résultats de recherche, le passage au format d'ouvrage et à la langue française, qui entraîne un changement de public, a imposé une refonte profonde car, comme on le sait bien, si un texte existe matériellement d'une manière objective, son sens ne surgit en revanche qu'au moment de la « rencontre » entre l'auteur et un lecteur. Apprendre à s'adresser à un public étranger à la culture cible n'est pas une petite difficulté, quoique fréquente dans notre monde actuel. Je me suis efforcée à apprendre les manières de présenter l'histoire russe de l'Ancien Régime au lecteur francophone dans les travaux de Michael Confino, Pierre Gonneau et Aleksandr Lavrov, Wladimir Berelowitch et Olga

Medvedkova, Rodolphe Baudin, Francine-Dominique Liechtenhan, Vladimir Vodoff et surtout, éminemment, André Berelowitch, auteur de mon livre préféré en langue française sur la Russie Ancienne, la *Hiérarchie des égaux*.

En définitive, *L'État quotidien* est le résultat d'un long périple dans lequel, comme dans un vrai voyage à travers des terres inconnues, le plan d'action préconçu, les informations préalables et l'existence d'une carte dressée par les pionniers n'excluent pas les aventures, ne vous évitent pas d'emprunter des détours et des « rallongis » (dixit mon mari) et ne vous préservent pas des erreurs. Et pour utiliser les mots de mon roman favori de science-fiction sur les voyages dans le passé, *Time and again* :

And it's reaching a long way back; could anyone really achieve a sense of what it was like? I must doubt it, but still, I have hope.

Recherches diverses

Dans cette partie, je vais évoquer brièvement quelques-unes de mes enquêtes dans lesquelles je me suis « éloignée de ma spécialité », comme me l'a récemment reproché un évaluateur anonyme de la section 33 du CNRS dans un rapport sur mon activité de recherche. J'espère pouvoir montrer que nos *compétences* ne nous quittent pas forcément à chaque fois que l'on change de terrain.

Le luxe de faire du droit

À mon sens, il n'y a pas de domaine plus frustrant pour le moderniste russe que l'histoire du droit. Quand, par exemple, vous sortez de la lecture de *L'ordine giuridico medievale* de Paolo Grossi, bouleversé et convaincu par le spectacle du « miracle du droit » agissant comme la matrice de la civilisation occidentale ; quand vous passez à *La grâce du don* de Bartolomé Clavero et quand en suivant l'auteur dans son projet d'une « histoire intégrale » du droit et dans sa résolution de « l'énigme de l'*antidora* », un vague sentiment de familiarité vous envahit, malgré la distance indéniable entre l'Europe catholique et la Russie, lorsque l'auteur dévoile devant vous le jeu des échanges où l'économie et la morale ne sont nullement séparables. En un mot : lorsque vous, moderniste russe, voyez pratiquer l'histoire du droit en Occident comme l'a fait Antonio Manuel Hespanha ou comme le font aujourd'hui Tamar Herzog ou Francisco Andújar Castillo, c'est-à-dire non plus seulement à partir de textes des lois édictées par des princes et de coutumes notées par leurs scribes, mais aussi à ras du sol, dans les gestes et les mots du quotidien, dans l'épaisseur du pluralisme juridique, vous brûlez d'envie d'en faire autant.

Mais à partir de quoi, de quelles sources ? Car, en l'absence de culture de droit savant et dans un contexte de pratique judiciaire écrite faible, les chances sont réduites pour l'historien de la Russie de révéler la signification éventuellement juridique de mots et gestes ordinaires, comme l'acte de s'asseoir sur une meule de foin dans le champ d'un voisin (contestation du droit de propriété ou simple signe de fatigue ?). Depuis le livre séminal de Nancy Kollmann *By honor bound* l'exploration des mentalités et des pratiques juridiques attire un nombre croissant d'historiens : Olga Glagoleva, Aleksandr Kamenski, Olga Kocheleva, Aleksandr Lavrov, Lioudmila Timochina et beaucoup d'autres, qui cherchent à déjouer le silence ou le langage stéréotypé des sources.

Pour ma part, j'ai non seulement commis le péché mignon de me mêler à la discussion éternelle sur l'âge de la *Pravda* (le code barbare, pas le journal du Parti)²³, mais j'ai surtout eu la chance de tomber sur une pépite : une petite série d'actes privés reflétant une pratique relevant du droit canon, la seule branche du droit savant que la Moscovie connaissait, sous forme de dérivés slaves de nomocanons byzantins. Le dépouillement intégral des livres de l'Enregistrement des actes de la ville de Sevsk pour le premier quart du XVIII^e siècle que j'ai pratiqué pour mes enquêtes précédentes m'a fait découvrir une pratique sociale qui m'a parue au premier abord excentrique pour une société chrétienne de cette époque : le divorce par contrat privé, pouvant même être suivi de remariage. Cette pratique n'est certes pas inconnue des historiens, ayant notamment attiré l'attention de Daniel Kaiser, Gregory Freeze et Olga Kocheleva, mais elle reste peu étudiée à cause de l'extrême rareté des sources. Comme l'Église russe désapprouvait fortement le divorce et rendait difficile son obtention, les

²³ Анна Жуковская, « Концепция Алексея Толочко и проблема происхождения краткой редакции Правды русской », *Quaestio Rossica* 9, n° 3 (2021): 1097-1114, <https://doi.org/10.15826/qr.2021.3.629>.

témoignages sur ces pratiques sont quasiment absents des archives ecclésiastiques. Grâce à mes trouvailles, le nombre de cas connus doubla : une grosse augmentation relative, quoique très modeste en nombres réels, de dix à vingt.

En revanche, la distribution de ce petit nombre de cas était parlante : les dix cas connus auparavant concernaient différents coins du territoire russe et étaient dispersés sur trois siècles ; les actes que j'ai trouvés provenaient d'une seule ville et se concentraient sur une durée de quinze ans. Ainsi, malgré sa petite taille, cet échantillon de contrats de divorce permettait de formuler des hypothèses qui différaient dans certains points avec l'historiographie préexistante.

Le besoin de rompre un mariage était souvent impérieux, imposé par l'invalidité économique ou sexuelle de l'un des époux qui rendait la cellule familiale non-viable. Les époux avaient la possibilité de plaider leur cause devant un tribunal épiscopal. Mais l'éloignement de tribunaux ecclésiastiques et la cherté de leurs services étaient décourageants. Dans ces conditions, la pratique du divorce par contrat permettait aux parties de concilier le besoin de rompre le mariage avec leur désir de respecter l'esprit sinon la lettre de la loi canonique. Le divorce par contrat apparaît dans les archives de Sevsk comme une pratique socialement admise, ni exceptionnelle ni clandestine, s'appuyant sur un consensus social local et une tradition juridique locale conservée par les écrivains publics et les *podiatshis*. Dans des situations consensuelles ou peu conflictuelles, quand le divorce s'imposait comme une nécessité objective, la procédure simple et peu coûteuse de divorce par acte privé satisfaisait le sens pratique et la conscience religieuse de tous les participants : les époux, les voisins, les écrivains publics, et même les prêtres de paroisse.

Le clergé paroissial, issu de la société locale et inséparable d'elle, encourageait cette pratique et ne cachait pas sa participation de la haute hiérarchie ecclésiastique, qui fermait l'œil moins par

incapacité d'imposer des règles plus strictes que par sagesse pragmatique et respect de la tradition canonique, antique, bigarrée et contradictoire, mais considérée comme sacrée. Seule, l'arrivée de hiérarques plus savants et plus dogmatiques sous le règne de Pierre le Grand, coïncidant avec le développement de l'État de police, rompit les équilibres anciens, poussant la Russie dans la direction de l'intolérance complète du divorce à l'image des normes de l'Église catholique et préparant la scène pour le drame des Anna Karenine²⁴.

Un hommage aux archives des Actes anciens

Au printemps 2018, j'ai reçu une proposition de la part de la rédaction de la revue des *Annales. Histoire, Sciences Sociales* de contribuer un article sur la Russie dans un numéro thématique dont l'idée générale était d'illustrer, sur des terrains variés, les enjeux méthodologiques de l'interaction entre écriture de l'histoire et structure et typologie des archives. Malgré l'absolue nouveauté de cette problématique pour moi, j'ai été séduite par l'idée de travailler sur le rôle structurant que les archives des Actes anciens de l'État de Russie (RGADA) ont exercé et continuent à exercer sur l'historiographie. Entre autres choses, c'était une occasion de rendre hommage à cette extraordinaire institution et ses archivistes.

Dans un article *Fabrique des archives, fabrique de l'histoire* publié en 2004 dans la *Revue de synthèse*, Étienne Anheim et Olivier Poncet soulignaient que la critique des sources habituellement pratiquée par les historiens ne s'intéresse pas assez

²⁴ Anna Joukovskaia, « A Living Law : Divorce Contracts in Early Modern Russia », *Kritika : Explorations in Russian and Eurasian History* 18, n° 4 (2017): 661-81.

aux conditions de transmission et de conservation des textes dans les fonds d'archives. Selon les auteurs, pour éviter des « contresens sur les archives », il est nécessaire de s'interroger sur les raisons qui ont présidé à la création des dépôts, sur la manière dont ceux-ci ont été initialement constitués et sur les traitements qu'ils subissent par la suite car l'activité ordonnatrice de l'archivistique serait de l'ordre du « retour critique sur le passé ». Adopter cette précaution dans de futures recherches ne pose pas de grandes difficultés. En revanche, il m'a semblé qu'il serait autrement plus ardu de mener une analyse rétrospective d'une historiographie sur tel ou tel thème à l'aune de cette critique archivistique. Je me suis donc demandée si je serais capable d'intégrer cet élément supplémentaire dans le faisceau des déterminations que l'histoire de l'historiographie a pour habitude de prendre en compte : parti pris méthodologique, exigences académiques, déontologie, modes intellectuelles, postulats idéologiques, conditions matérielles de travail, relations personnelles, pour ne citer que les principales.

De nos jours, le chercheur en histoire moderne russe doit composer avec deux héritages historiographiques : celui du XIX^e siècle et celui de l'époque soviétique. Antagonistes en grande partie, ces héritages restent toutefois unis par leurs sources, les restes documentaires de l'État de Moscou des XVI^e et XVII^e siècles. L'histoire de l'historiographie russe se déploie ainsi dans trois directions que l'on peut distinguer sur le plan analytique, mais qu'il convient en réalité de ne pas séparer. Entreprendre un questionnement sur les documents et les dépôts d'archives conduit tout d'abord à se pencher à la fois sur le développement des outils de l'action gouvernementale et sur les rythmes et les conditions qui ont permis à des pans entiers de l'écrit de passer du statut d'outil administratif à celui d'archive ancrée dans le passé. Ensuite, selon une trajectoire empruntée par de nombreux pays occidentaux, l'écriture de l'histoire en Russie s'est peu à peu

dégagée de l'activité de chronique de cour pour aboutir à la professionnalisation du métier d'historien, puis à la constitution d'une république savante de lettrés engagés dans des discussions scientifiques. Enfin, l'histoire politique d'un pays qui connut les effets d'une révolution se voulant en rupture complète avec le passé a profondément affecté le déroulement ordinaire de la discussion savante. C'est en tissant ces trois ensembles de questions que je me suis proposée d'aborder la constitution des dépôts d'archives historiques en Russie et la découverte de la société moscovite des XVI^e-XVII^e siècles par l'historiographie russe d'avant 1917.

Réaliser ce projet dans les brefs délais qui m'ont été impartis par les *Annales* aurait été impossible sans la participation d'Eugène Akelev, un coauteur déjà éprouvé. À cette occasion, Eugène a revêtu sa casquette d'archiviste car, enseignant-chercheur de la Haute école d'économie de Moscou, il travaille aussi à temps partiel comme conservateur au RGADA et possède sur l'institution des archives un regard à maints titres différent que celui d'un historien qui ne la fréquente qu'en qualité d'utilisateur. Lui à Moscou, moi à Paris : comment travaillons-nous ensemble ? De la même manière que les immortels Ilf et Petrov :

Comment écrivons-nous ensemble ? C'est tout simple. Comme les frères Goncourt. Edmond court les rédactions et Jules garde le manuscrit pour que des copains ne le fauchent pas.

Pour parler sérieusement, la facilité avec laquelle nous nous entendons est une illustration de la rapidité avec laquelle l'enseignement de l'histoire nationale a évolué dans les meilleurs établissements universitaires en Russie pendant la décennie 1990. Entre moi, formée à l'EHESS entre 1996 et 2002 et Eugène formé à RGGOU entre 2000 et 2006, il n'y a ni distance ni dissonance. Le revirement actuel du régime russe est d'autant plus absurde et

douloureux à supporter pour les chercheurs qui, vivant en Russie, s'étaient pleinement sentis membres comme les autres de la famille européenne.

L'article qui a résulté de cette étude commence par montrer la manière dont furent créés, au début du XVIII^e siècle, les premiers dépôts d'archives, sous l'effet, d'une part, des réformes administratives qui interrompirent la continuité des pratiques de gouvernement et, d'autre part, de l'émergence d'une forme nouvelle d'historiographie, nourrie par les archives administratives. Nous présentons ensuite brièvement ces dépôts d'archives, leur structure et les types de documents qu'ils contenaient, ainsi que les principes de l'archivage et les conditions matérielles de conservation au cours des XVIII^e et XIX^e siècles. Enfin, nous cherchons à montrer comment les facteurs de nature purement archivistique se combinèrent avec l'atmosphère intellectuelle qui s'était installée dans la société russe à la faveur de la préparation puis de la réalisation des réformes libérales du règne d'Alexandre II. Cette époque voit une nouvelle étape historiographique avec la création d'un important dépôt d'archives historiques, les archives de Moscou du ministère de la Justice (MAMIOu). C'est alors qu'émergent les hypothèses historiques fondamentales qui continuent aujourd'hui encore à façonner l'idée que nous nous faisons de l'État de Moscou des XVI^e-XVII^e siècles. Afin de rendre sensibles les effets de la fusion des différents facteurs, deux grands pans de cette historiographie sont analysés successivement.

En formant le premier pan, l'utilisation des livres de cadastre (*pistsovye knigui*) permet de souligner la façon dont les dépôts d'archives et les instruments de recherche archivistiques ont piégé les chercheurs en mettant à leur portée un trop-plein de sources d'un certain type, tout en les privant des outils nécessaires à leur bonne interprétation. Nous montrons comme l'interprétation des unités cadastrales anciennes (*sokha, vyt*) comme mesures de

surface avait fait consensus pendant plus de vingt-cinq ans, jusqu'à la publication, en 1915-1916, de l'ouvrage de Stepan Vesselovski, *Sochnoe pismo*.

Vesselovski défendait une interprétation radicalement neuve des mesures du cadastre moscovite du XVII^e siècle. Selon lui, elles exprimaient la puissance économique des foyers fiscaux, évaluée par les agents du cadastre à partir d'une série de paramètres hétérogènes (la surface cultivée, la qualité des sols, la nature des bêtes et des outils possédés, la composition de la famille, l'existence d'activités non-agricoles et la nature de celles-ci). En l'absence d'instructions précises, le jugement des agents jouait probablement un rôle important : il fallait en déduire que l'évaluation s'effectuait de manière très variable, en fonction des lieux, des temps, des circonstances et des personnes impliquées. Vesselovski se fondait sur une analyse comparative de plusieurs séries de cadastres et, ce qui était aussi original que convaincant, sur de nombreux documents ayant servi à préparer et à accompagner les campagnes de cadastrage, documents qu'il sut retrouver, en tâtonnant, dans les fonds du prikase des Domaines au MAMIOu.

Nous montrons comment les facteurs archivistiques sont intervenus dans la production de la théorie de Vesselovski qui ébranla les bases de l'approche statistique des livres de cadastre et jeta un doute sur les résultats de l'histoire économique produite depuis un quart de siècle. Les résultats qu'il avait présentés en 1915 résonnent avec la critique à laquelle l'historien Juan Pro a soumis, en 1992, les documentations de type cadastral produites au cours du XIX^e siècle en Espagne. Une étude interne des documents, associée à une enquête sur les procédures qui mettaient aux prises arpenteurs, agronomes, et élus locaux, a bousculé la pratique la plus routinière de l'histoire rurale espagnole. Longtemps celle-là s'était fondée sur la formalisation statistique de données qui reflétaient bien plus des rapports de force politique

et des conflits de légitimité technique qu'un état au vrai de la propriété foncière²⁵.

Le second pan de l'historiographie, qui a trait à l'interprétation classique de l'État central et de la division de la population en groupes sociaux (*soslovia*), introduit une réflexion sur la structuration des dépôts d'archives et sur les lacunes archivistiques de toutes sortes et sur l'influence de ces deux facteurs sur cette représentation historiographique. Puisque la Russie moscovite était gouvernée comme un assortiment de groupes sociaux spécifiques, les documents étaient organisés et conservés par institution et par position sociale. En conséquence, les chercheurs ont éprouvé des difficultés à intégrer et à analyser les relations entre les personnes de statuts sociaux différents. En d'autres termes, l'idée que Vassili Klioutchevski et ses élèves se faisaient de la société moscovite fut principalement formée par l'analyse d'outils administratifs de l'appareil central, c'est-à-dire d'instruments conçus par les agents du pouvoir pour approcher la population comme une ressource, afin de l'organiser en unités classables et gouvernables. Vus dans cette optique, les groupes sociaux apparaissaient comme des ensembles cohérents, aux contours nets, et les relations entre eux comme essentiellement fonctionnelles. L'histoire des conditions de conservation des archives moscovites au cours du XIX^e siècle permet de comprendre pourquoi les historiens ont privilégié l'analyse des sources illustrant le point de vue de l'État, sans l'équilibrer assez par une perspective différente, comme celle qu'offrent par exemple les matériaux judiciaires : une grande partie de ces archives était, est reste aujourd'hui encore, non-décrite et physiquement inaccessible, ayant été stockée en vrac après le retrait de Moscou de l'armée napoléonienne.

²⁵ Juan Pro Ruiz, *Estado, geometria y propiedad. Los orígenes del catastro en España, 1715-1941*, Madrid, Ministerio de Economía y Hacienda, 1992.

Les deux cas que nous avons étudiés esquissent l'interaction qui s'est nouée, dès la naissance de l'historiographie universitaire et de l'archivistique, entre, d'un côté, l'écriture de l'histoire russe moderne et, de l'autre, la typologie des archives des XVI^e-XVII^e siècles, la structure et le fonctionnement des dépôts d'archives organisés au XVIII^e et transformés au XIX^e siècle, la nature des premiers instruments archivistiques et la façon dont ils furent mis en circulation à un moment très particulier dans la vie de la société impériale²⁶.

La pluridisciplinarité mise à l'essai

Les historiens d'art Olga Medvedkova et Philippe Malgouyres ont conçu une idée originale consistant à réunir des spécialistes des disciplines différentes, autres que l'histoire de l'art, autour d'un même exercice : chaque participant devait choisir une œuvre picturale russe du XIX^e siècle et la commenter, du point de vue et avec les méthodes de sa propre discipline. Impossible de résister à la tentation de participer à une expérience de pluridisciplinarité, dont on entend de toute part chanter les mérites.

Parcourant les catalogues de peinture russe du XIX^e siècle, j'ai été étonnée par un contraste dont je ne m'étais jamais rendue compte jusque-là, entre l'image de la Russie rurale présentée par les peintres (on y voit de vastes espaces, des champs immenses) et l'image mentale de cette même Russie qui s'est formée dans mon esprit grâce à la lecture des sources et de l'historiographie sur la vie paysanne. L'exiguïté et le morcellement des terres paysannes,

²⁶ Anna Joukovskaia et Evgenii Akelev, « L'historien entre aux archives : Comment l'historiographie russe d'avant 1917 a découvert l'État moscovite », *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 74, n° 3-4 (2019): 591-621.

et même d'une grande partie des domaines de la petite et moyenne noblesse, sont un fait établi dans les travaux des spécialistes depuis le XVIII^e siècle. Le manque de terre (« *malozemelie* ») et le surpeuplement relatif agraire (« *derevenskoe outesnenie* ») furent des fléaux reconnus par le public éduqué russe au XIX^e siècle. Or, les peintres, dans leur art, ne semblent pas avoir pris en compte cette réalité qu'ils ne pouvaient pourtant pas ignorer. Et l'histoire de l'art, curieusement, ignore l'existence de cette contradiction : ignore le fait que le paysage « réaliste » russe célébré par elle se trouve, de ce point de vue particulier, presque aussi loin de la réalité que le plus bucolique des romantismes.

L'une des premières toiles à représenter l'immensité champêtre russe, et la première à avoir attiré l'attention du public, est un tableau d'Ivan Chichkine, *Le midi. Dans les environs de Moscou* (1869). J'ai donc entrepris une étude iconographique pour comprendre le processus de gestation de ce tableau, qui devint le fondement d'un canon, et de formuler des hypothèses sur les raisons qui ont poussé un peintre comme Chichikine, spécialiste reconnu de la forêt, à se tourner vers le paysage de champs. Pour répondre à la question que je me suis posée, j'ai développé l'enquête dans plusieurs directions : la biographie d'artiste de Chichkine (sa formation, ses fréquentations, ses lectures, ses voyages et sa vie intime) ; le contexte artistique général (l'évolution de la peinture rurale russe et européenne entre la première et la seconde moitiés du XIX^e) ; le contexte particulier (la place du *Midi* dans l'œuvre de Chichkine) ; mais aussi les conditions précises de la conception et de la réalisation de la toile en question (l'analyse comparative du paysage réel, des esquisses et du tableau définitif).

À l'issue de l'analyse, il apparaît que ni l'interprétation traditionnelle des historiens de l'art soviétiques (un « paysage typique où la plaine russe apparaît comme un champ de l'action et du travail de l'homme », « réalisme critique des phénomènes

sociaux »), ni celle de certains spécialistes actuels (« La beauté de la terre, de la nature environnante, sa perfection, la beauté des hommes vivant sur cette terre ne peuvent pas, ne doivent pas engendrer le mal ») ne sont convaincantes. La lecture historique des esquisses et de la version définitive (l'évaluation de la taille des champs, type de culture, bâtiments) prouve que Chichkine avait choisi un *domaine aristocratique* comme objet de son tableau, et qu'il n'a pas cherché à transformer ou à voiler les traits qui permettaient à tout observateur contemporain, éduqué ou non, de l'identifier comme tel. Un statisticien de *zemstvo* de convictions démocratiques radicales aurait pu saluer *Le midi* comme un manifeste révolutionnaire (« la terre - aux paysans ! »), ou bien le critiquer comme un rêve idéaliste. Un paysan qui aurait vu ce tableau s'en serait détourné avec amertume, sachant pertinemment que cet océan de seigles hauts comme un homme n'était pas à lui, mais à son ancien maître, auquel il devait toujours beaucoup d'argent, au titre de rachat de sa liberté que le tsar n'a pas daigné lui rendre gratuitement.

Chichkine, homme issu de la classe marchande, intelligent, informé, observateur, proche des milieux démocratiques, amateur de la poésie de Nekrassov, voyageur expérimenté sillonnant régulièrement le pays, homme, enfin, doté d'un tempérament que l'on ne peut pas qualifier comme particulièrement confiant et optimiste, Chichkine ne pouvait ni ignorer l'état socioéconomique des campagnes russes, ni être insensible au fait qu'une image glorifiant un domaine aristocratique pouvait susciter des sentiments, au mieux, ambivalents dans les milieux démocratiques dont il était proche. Si le *Midi* contenait un message, nous aurions tort de le chercher du côté de la réalité sociale de la campagne russe qui, à cette époque, inspirait aux patriotes tels que Chichkine une gamme de sentiments allant de la rage au désespoir. Chichkine-artiste préférait s'en détourner en peignant surtout la forêt. Ce

paysage de champs a été inspiré à Chichkine par des instants de bonheur personnel intime, et a servi à exprimer sa joie de vivre.

Les paysagistes de la seconde moitié du XIX^e siècle ne manquèrent pas d'observer la nature compartimentée des champs paysans. Il arrivait même que l'étroitesse des champs paysans s'impose à la vue, étouffant la sensation de liberté et d'ouverture, comme c'est le cas dans le tableau d'Apollinari Vasnetsov *La patrie* ou dans certaines aquarelles nordiques de Bilibine, images dotées d'une précision de documents ethnographiques. Souvent, cependant, les peintres russes du second XIX^e siècle choisissaient de ne pas refléter « l'exiguïté agraire » dans leurs paysages champêtres, contrairement à leurs collègues français qui dramatisèrent le surpeuplement des campagnes dans un nombre de tableaux devenus aussitôt célèbres (*Des glaneuses* de Millet en 1857, *Le rappel des glaneuses* de Breton en 1859). Joyeux parfois, tristes ou contemplatifs pour la plupart, ces paysages contribuèrent au développement du thème de l'espace dans l'art et la littérature russes, qui finit par devenir un des symboles de la Russie²⁷.

Un voyage en France

Deux raisons m'incitaient à entreprendre une recherche sur l'histoire de France. La première était que discussion historiographique sur le concept de bureaucratie et sur sa pertinence dans le contexte de l'histoire administrative russe des XVII^e et XVIII^e siècle m'a paru manquer d'une sérieuse étude linguistique. De ma formation philologique initiale, j'ai gardé la conviction que les mots ont un poids et une mémoire (comme ces

²⁷ À paraître : Anna Joukovskaia, « Le paysage rural et l'espace agraire en Russie au XIX^e siècle », in *Trente tableaux russes vus autrement*, éd. par Olga Medvedkova et Philippe Malgouyres, s. d., 101-13.

ingénieux oreillers à mémoire de forme qui gardent l’empreinte de votre tête). On a beau à s’évertuer dans l’art de la définition, un mot ancien ayant beaucoup circulé continuera à imposer son caractère à la conscience des locuteurs malgré la définition savante qui cherche à l’utiliser comme un signifiant passif. Certains mots plus que d’autres. Le mot *bureaucratie* me paraissait très sûr de lui, très péremptoire, chargé à bloc de connotations négatives qui le rendaient impropre pour la fonction terminologique neutre, voire positive, que Max Weber lui a attribué dans son ouvrage *Économie et société* : désigner l’unique forme *rationnelle* de la domination, exprimer la quintessence de l’organisation politique occidentale moderne. Ce n’est que plus tard que j’ai compris la profonde ambiguïté de l’attitude de Weber envers le phénomène bureaucratique *réel* — qu’il désignait le plus souvent en utilisant la forme germanisée du mot bureaucratie, *Bürokratie*, tandis que la forme à la française, *Bureaukratie*, était réservée à la dénomination de l’idéaltipe. À cause de ce phénomène, la civilisation occidentale était capable de balancer entre la prévisibilité bureaucratique qui crée la confiance et l’absurde kafkaïen *bürokratisch* qui la détruit. Ainsi, Max Weber s’attendait à ce que le phénomène qui a porté l’État occidental moderne vers son plus haut degré de perfection pourrait aussi être celui qui l’entraînerait vers sa chute.

La seconde raison était que, en découvrant, contre toute attente, que l’histoire première du mot français *bureaucratie* n’était pas écrite, j’ai éprouvé la tentation naturelle de l’explorer. Céder à cette tentation me paraissait légitime et presque nécessaire d’un point de vue personnel. J’ai toujours étudié la littérature et l’histoire de mon pays d’origine, à la différence de tant de collègues qui ont le mérite d’avoir appris à travailler sur une culture étrangère. Serais-je capable de la même prouesse ?

Le lecteur de mon étude *Bureaucratie en France* pourra juger par lui-même du degré de mon succès²⁸. Je ne reviendrai pas ici sur la démarche et les résultats de cette recherche, en me limitant à partager une impression personnelle, la principale impression que je garde de cette expérience : celle d'une incroyable densité des sources et de l'historiographie françaises. En travaillant sur la Russie du XVII^e et du XVIII^e siècles, j'ai l'habitude d'écarter d'emblée une grande partie des interrogations (des « idées porteuses ») que soulève la recherche : je sais par avance que le type de matériaux qui seraient nécessaires pour y réfléchir n'existe pas dans nos dépôts d'archives. De là provient cette stratégie de recherche déjà évoquée que partagent beaucoup d'historiens de la Russie de cette période que l'on pourrait qualifier de passive : partir de la matière disponible pour l'interroger, plutôt que réfléchir sur l'histoire et la discipline historique et aller chercher la matière qui éclaire cette réflexion. Si l'on se mettait à réfléchir sur la vie russe de cette manière-là, on ne ferait guère, pour citer André Malraux, « qu'approfondir son interrogation » sans jamais arriver à aucun résultat tangible. Le XVIII^e siècle français offre en revanche un terreau culturel tellement riche et comparativement tellement mieux conservé que la recherche peut et doit adopter une forme proactive quitte à se disperser à l'infini dans des curiosités ponctuelles. Au bout de cette expérimentation, je commence à penser que les différences flagrantes que l'on observe entre les systèmes administratifs russe et français de l'époque moderne sont en partie le fruit de la différence entre les conditions dans lesquelles les historiens travaillent sur la reconstitution de ces systèmes.

²⁸ Elle fait partie du mémoire inédit.

L'animation de la recherche

Les Cahiers du Monde russe

Un nombre important d'historiens qui vivent actuellement dans les pays issus de l'espace post-soviétique font partie intégrante de l'univers de recherche international. Les frontières politiques et idéologiques qui isolaient cette espace sont tombées et l'écart méthodologique qui existait encore dans les années 1990 s'est résorbé. Les revues de recherche internationales dites « à comité de lecture » ont joué un des plus grands rôles dans ce rapprochement des civilisations, et les *Cahiers du monde russe*, revue des Éditions de l'EHESS fondée en 1959, y ont été un acteur de premier plan. Ayant intégré l'équipe éditoriale au cours des années 2000, je suis fier d'avoir modestement contribué à ce développement important.

L'avenir nous réserve peut-être des surprises désagréables, comme le semblent indiquer, entre autres, les annonces des personnalités politiques russes concernant la sortie de la Russie du processus de Bologne. Si le financement de la recherche en Russie cessait d'être indexé sur la collaboration internationale et notamment sur la publication d'articles dans les revues occidentales, des éditions spécialisées comme les *Cahiers du monde russe* ou notre confrère américain *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History* éprouveraient une difficulté à maintenir le niveau scientifique qu'elles ont atteint en grande partie grâce aux contributions des chercheurs natifs de cette « aire culturelle ». En revanche, on peut espérer, me semble-t-il, que le fait de parler un langage commun et partager les mêmes principes de recherche sera plus durable que les règles d'évaluation bureaucratiques des institutions d'enseignement et de recherche contrôlées par le pouvoir politique.

L'uniformisation de la procédure d'admission à la publication dans les revues académiques, j'entends par là le recours à l'évaluation en double aveugle, n'a pas abouti, en tout cas pour le moment, et fort heureusement, au nivellement total des différentes maisons. Chaque équipe éditoriale à son style de travail, sa propre synergie, sa marque de fabrique... et ses secrets de fabrication.

Les *Cahiers du monde russe* sont d'abord une entreprise fondamentalement et résolument collégiale, non seulement en principe mais dans son fonctionnement quotidien réel. Les chercheurs faisant partie du comité de rédaction possèdent naturellement, en tant que chercheurs, leurs sphères de compétence particulières, mais ils n'en ont pas en tant que membres du comité. Tout au long du processus éditorial, nous nous efforçons d'exercer la sagesse collective, afin d'équilibrer l'action de l'expertise pointue des rapporteurs extérieurs. Dans la pratique, cela signifie que chacun de nous doit quitter régulièrement sa zone de confort : moi, par exemple, en lisant en moyenne un article sur l'histoire soviétique tous les quinze jours...

La gestion collégiale d'une revue est évidemment un luxe qui n'est possible qu'à condition de disposer d'un centre de gravité qui ordonne et stabilise toute l'entreprise. Notre centre est la responsable éditoriale des *Cahiers* Valérie Mélikian qui mène la barque d'une main discrète, adroite et experte.

Un autre trait de notre travail (je ne dis pas « particularité » parce que d'autres revues en font probablement tout autant) est d'éviter d'abandonner trop vite les articles qui « ne passent pas » mais où nous voyons un potentiel intéressant. Même quand nous avons d'emblée une intuition que le processus d'amélioration pourrait ne pas aboutir à la publication, nous l'engageons, surtout quand il s'agit de jeunes chercheurs. Nous partons de l'idée que la rédaction n'est pas, pas seulement en tout cas, un jury, mais d'abord un espace de travail collectif. Il nous arrive de faire à

l'auteur des suggestions substantielles en amont de toute évaluation extérieure quand nous pressentons que celle-ci ne pourrait pas être positive. Cette pratique fait que les *Cahiers* ne peuvent pas se vanter de maintenir un délai fixe et, encore moins, rapide entre le moment de la première soumission et celui de la réponse définitive. Elle n'augmente pas non plus de beaucoup notre taux d'acceptation. En revanche, nous avons parfois eu le plaisir d'entendre des remerciements de la part des auteurs que nous avons torturés pendant des mois par nos lectures et nos relectures, nos doutes et nos desiderata.

Les *Cahiers* est une revue-pionnière dans le multilinguisme éditorial. L'internationalisation des contributeurs qui assure sa vitalité et son rayonnement n'aurait pas été possible sans avoir accepté le russe et l'anglais dans ses pages. Mais aujourd'hui, le multilinguisme n'est plus seulement une force, il est aussi un écueil, car le français tend à disparaître. C'est un problème commun dans les études des « aires culturelles », auquel nous n'avons malheureusement pas inventé de solution miracle.

Les *Cahiers* publient beaucoup de dossiers thématiques et de numéros spéciaux, ce qui nous a un jour été reproché par un collègue, qui soupçonnait que la sélection était moins rigoureuse dans ces cas que pour les numéros varia, uniquement composés de soumissions spontanées. Jugement aprioriste et entièrement faux. L'intérêt des numéros spéciaux ne consiste pas à se réunir entre copains, mais à pouvoir réagir à des tendances intéressantes qui se dessinent dans la recherche, voire à en stimuler de nouvelles. Que l'on procède par appel à contribution ouvert ou même par invitation personnelle des auteurs, cela ne change rien dans la procédure de l'acceptation des contributions qui reste identique à celle des articles spontanés.

La direction des numéros spéciaux reste collégiale, mais l'un d'entre nous se voit informellement désigné éditeur en chef.

Pour ma part, j'ai eu l'agréable responsabilité de diriger six numéros et dossiers entre 2012 et 2022.

Pendant près de dix ans, j'ai été la seule coordonnatrice de la rubrique *Comptes rendus*, fonction difficile qui finit par vous transformer en épouvantail universel aux yeux de centaines de collègues que vous êtes obligée de harceler pour obtenir ce qu'ils avaient eu la générosité de promettre sans avoir le temps de le faire. Par chance pour ma réputation, le marché éditorial est beaucoup plus actif en histoire soviétique qu'en histoire de l'Ancien Régime russe : autrement dit, je ne connais pas personnellement la plupart des chercheurs que j'ai dû persécuter. Aujourd'hui, je continue à porter cette lourde charge mais en la partageant avec mes chers collègues : Valérie Mélikian, Isabelle Ohayon et Marc Elie.

L'enseignement

Dans le contexte français des vingt dernières années, il semble exister un déséquilibre entre un intérêt public constant et vif envers la culture et l'histoire de la Russie, et la difficulté de s'engager dans une carrière professionnelle liée à l'enseignement et la recherche sur la Russie contemporaine ou, encore moins, moderne et ancienne. Cette conjoncture explique la particularité de mon profil d'enseignante. D'une part, le Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européens de l'EHESS dont je suis membre fait l'effort de maintenir un enseignement spécialisé en histoire russe de l'époque ancienne et moderne. Depuis plusieurs années, je suis chargée d'enseigner sur la période allant du VIII^e jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, tandis que Wladimir Berelowitch assure l'enseignement sur le XIX^e. Notre effort rencontre un succès modeste : le public de notre séminaire dit « d'initiation » ne dépasse pas cinq étudiants, dont aucun ne s'est

jamais engagé dans un master sur cette période et, ce qui est plus gênant, rares sont ceux qui savent lire le russe. Nous préservons cette formule traditionnelle motivés par des considérations patrimoniales, dans l'esprit de l'institut Pasteur qui conserve les souches bactériennes.

D'autre part, l'histoire russe en tant que composante des enseignements comparatistes est accueillie par les étudiants avec un grand intérêt. L'idée et le succès de cette formule doivent tout à la matrice multiculturelle de l'EHESS. La rénovation de l'histoire sociopolitique des royaumes, principautés et républiques d'Ancien Régime en Europe occidentale, à partir des années 1990, a été en bonne part rendue possible par deux transformations. En premier lieu, l'accueil accordé à la microhistoire avec sa déclinaison française, sous la forme des « jeux d'échelles ». En second, l'attention aux propositions que formulaient alors des historiens et théoriciens du droit en Italie, en Allemagne, en Espagne et au Portugal, ainsi qu'en Argentine. On aura tort de penser que ces deux courants étaient incompatibles, comme le serait l'examen des pratiques et celui des normes, installés dans deux couloirs séparés de la recherche historique. Au contraire, les micro-historiens conduisaient leurs enquêtes en s'interrogeant sur la façon dont la société se produisait et se reproduisait à travers l'incorporation de normes par les sujets individuels et collectifs. Quant aux historiens du droit ils entendaient d'un côté livrer les clefs d'interprétation des documents de la procédure qui constituent l'immense majorité des documents d'archives que sollicitent les historiens, et d'un autre côté ils se montraient curieux d'une histoire sociale des juristes et de tous les acteurs qui contribuaient à produire le droit.

La fréquentation à Paris de séminaires de recherche où ces deux mouvements, souvent combinés entre eux, déployaient leur faculté à décrire le fonctionnement de la politique dans les sociétés d'Ancien Régime a été d'une grande importance dans la façon

dont j'ai fait bouger mes propres questionnaires sur la société russe. Ce fut notamment le cas du séminaire de Simona Cerutti, que j'ai fréquenté pendant plusieurs années et qui a été pour moi une véritable école de formation par la recherche. On soulignera, sans doute, que ce rapprochement fait fi d'un paradoxe déjà mentionné : les archives russes, telles que nous les connaissons encore aujourd'hui, ne présentent pas la densité qui seule autorise une démarche comme celle de la microhistoire telle que l'ont expérimentée Carlo Poni et Giovanni Lévi. De surcroît, il n'existe rien dans en Russie qui puisse être tenu pour l'équivalent de l'activité juridique qu'a déployée l'Occident, dans ses universités médiévales et parmi ses juristes et à la cour de ses tribunaux. Néanmoins, cette historiographie présentait pour moi le très grand intérêt de faire bouger des lignes qui paraissaient intangibles : les structures politiques d'Ancien Régime, même très autoritaires, ne ressemblaient en rien à nos États administratifs légitimés par la souveraineté nationale. Cela entraînait des conséquences en cascade. Faute de cette pièce maîtresse du raisonnement historique, quatre instances liées entre elles perdaient en évidence : l'État comme forme du commandement, la nation comme principe d'identité collective, l'individu comme sujet des droits et le marché comme mécanisme de régulation de l'activité productive et commerciale. Si les historiens, qui consacraient leurs travaux à la description des processus à l'œuvre dans les sociétés occidentales, s'étaient affranchis de ce carcan, alors quelle raison aurait justifié que ce schéma téléologique puisse continuer de dicter le raisonnement historique sur la Russie ancienne ?

Pour mettre à l'épreuve l'importance d'un dialogue croisé entre historiens de l'Europe occidentale et historiens de la Russie, nous avons pris la décision Jean-Frédéric Schaub, directeur d'études à l'EHESS, et moi de proposer aux étudiants de l'École des hautes études en sciences sociales un premier séminaire de recherche visant à établir une comparaison entre trois empires en

expansion à la même époque, ceux d'Espagne et du Portugal et celui de Russie. Les terrains ne pouvaient être plus distants, du moins à l'échelle européenne, mais les références historiographiques étaient partagées. C'est à cette condition que l'exercice de comparatisme avait quelque chance de fonctionner et d'attirer la curiosité de nos étudiants de master et de doctorat. La qualité de leur écoute nous a encouragé après un temps de réflexion à relancer, en 2018, un séminaire de cette nature mais en l'enrichissant grâce à la participation de Pablo Blitstein, maître de conférences à l'EHESS, historien sinologue, spécialiste de la transition de la dynastie Qing à la première République chinoise. L'idée était de dépasser la question des enjeux historiographiques qui nous avaient jusque-là occupés, et de resserrer la problématique autour d'une question : l'histoire comparée des bureaucraties impériales. L'intérêt que j'accordais à la question de la supposée rationalité bureaucratique, et dont témoigne le dossier que je présente aujourd'hui, a commandé le choix de cette thématique complexe.

La conviction partagée des trois responsables de ce séminaire était que seule une connaissance vernaculaire des sources et des publications savantes en langues nationales pouvait légitimer une entreprise de nature comparatiste. Nous nous sommes ainsi situés aux antipodes d'une démarche qui se prétend globale, mais qui dans un trop grand nombre de cas repose sur une information puisée dans une bibliographie anglophone de seconde main. Par sa dynamique propre, le séminaire a enrichi les enseignants-chercheurs qui l'organisaient autant que les étudiants auxquels il s'adressait. Nous nous sommes imposés la contrainte d'adresser aux quatre monarchies étudiées (Monarchie hispanique, empire portugais, Russie tsarienne et impériale, Chine des Qing) les mêmes questions. L'exercice pouvait paraître d'autant plus délicat que nous abordions chacun une période différente : Jean-Frédéric Schaub centrait son regard sur les XVI^e et XVII^e siècles,

Pablo Blitstein sur le XIX^e siècle, et moi plutôt sur les XVII^e et XVIII^e siècles.

À notre grande surprise, nous avons partagé le constat que la diversité des modes de gestion du commandement et de l'obéissance dans ses différents contextes était moins grande que ce que la distance entre leurs langues et leurs religions aurait pu laisser penser. En mobilisant les connaissances et l'énergie de trois chercheurs nous refaisons une petite partie de l'exercice conduit en solitaire par Max Weber il y a plus d'un siècle. Le moment pandémique a essoufflé notre premier élan et nous avons pris la décision d'interrompre cette activité pédagogique et de recherche pendant l'année 2021-2022. Toutefois, elle reprend dès l'année 2022-2023, dans une configuration modifiée. Pablo Blitstein s'en retire cette année en raison d'engagements en Argentine, et nous sommes rejoints par Naveen Kanalu Ramamurthy, maître de conférences à l'EHESS élu en 2022, spécialiste de l'administration de l'empire Moghol aux XVII^e et XVIII^e siècles, ainsi que du droit musulman.

Perspectives

Depuis le 24 février 2022, les perspectives de la recherche historique sur la Russie sont dans le brouillard. Les voyages de travail dans ce pays et la collaboration avec les institutions russes sont suspendus *sine die*, et il serait malheureusement naïf de s'attendre à leur rétablissement dans un avenir proche. Aujourd'hui, le jour où je rédige ces pages, il est impossible de compter sur la réalisation d'aucun projet qui nécessiterait des recherches personnelles dans les dépôts d'archives en Russie, au moins jusqu'à ce que la campagne de persécution des « agents de l'étranger » se calme et qu'un binational comme moi, salarié par un « État inamical », puisse traverser tranquillement la frontière russe dans les deux sens. C'est en fonction de ces conditions nouvelles que je conçois mon programme de recherches pour les années à venir. Il comporte trois directions principales :

- la coordination de la création d'une banque de données sur la base d'une collection de livres de l'Enregistrement des actes russes du XVIII^e siècle ;
- une étude de synthèse sur les formes du travail non libre en Russie des Temps modernes ;
- des recherches en histoire de l'historiographie soviétique.

The Deed App

Il est difficile d'imaginer à quoi aurait pu ressembler l'historiographie des pays de l'Occident européen, si les historiens ne disposaient pas d'archives notariales. Tel est pourtant le cas de l'historiographie de la Russie sous l'Ancien Régime. Étant donné

que les études de notaire n'apparaissent en Russie qu'au XIX^e siècle, pour les époques antérieures seuls les actes de quelques rares familles de l'élite gouvernante ont survécu jusqu'à nos jours. Les livres de l'Enregistrement des actes introduits en 1701 dans la majorité des centres urbains de l'empire de Russie restent l'unique source sérielle qui se rapproche des collections des actes notariés de l'Europe occidentale. Elle n'a jamais été exploitée d'une manière massive. Certes, son utilisation est difficile : classés par ville et par année de création, les livres ne comportent aucun index ; la cursive des scribes, jointe au palissement de l'encre, est souvent très décourageante. Surtout, les enregistrements représentent dans beaucoup de cas des résumés de l'acte au lieu d'une copie. Enfin, beaucoup de livres sont fragiles et la consultation des originaux est désormais refusée aux chercheurs. Cependant, ma propre expérience de recherche a montré l'intérêt de l'utilisation sérielle de cette source.

Le fonds n° 615 des archives des Actes anciens d'État de Russie (RGADA) regroupe un total 13.570 livres de l'Enregistrement sur l'ensemble du XVIII^e siècle couvrant 232 villes, sans compter les livres de Moscou et de Saint-Pétersbourg qui sont conservés dans d'autres fonds. Grâce à un financement accordé par le laboratoire TEPISIS, il a été possible de lancer la fabrication et l'acquisition de copies numériques en provenance de ce fonds. De 1.041 livres existants pour le règne de Pierre le Grand, 563 ont été acquis à ce jour, soit plusieurs dizaines de milliers d'images. Le premier quart du XVIII^e siècle a notamment été choisi parce que pendant cette période l'usage était de reproduire en totalité, ou en grande partie, le texte de l'acte original dans les livres de l'Enregistrement.

Tout comme les actes originaux, les livres de l'Enregistrement de cette période sont capables de délivrer des informations essentielles sur les processus d'institutionnalisation et de régulation de la société russe. Pour tester leur potentiel au-

delà de mon expérience de travail avec les livres de Sevsk mentionnés plus haut, j'ai dépouillé tous les actes enregistrés dans la ville de Khlynov durant une année de demi, soit un total de 849 enregistrements. Khlynov (l'actuelle Viatka), une ville moyenne-petite, occupe une place spéciale dans l'histoire russe car elle fut jadis, à l'instar de Novgorod et de Pskov, une ville-république et conserva des traditions d'autonomie pendant longtemps après son absorption par l'État de Moscou en 1489. Cette expérience de dépouillement intégral de deux livres permet de formuler avec assurance l'hypothèse que le fonds n° 615, une fois indexé, pourrait devenir très précieux dans des domaines dans lesquels l'historiographie russe souffre de carences documentaires, dont on peut nommer plusieurs, sans en épuiser la liste :

- *histoire des prix* (céréales, terre, travail manuel, « âmes » paysannes, immobilier urbain ; centres de production — moulins, distilleries, etc.) ;
- *circulation monétaire* (prêts, prêts à intérêt, en l'absence de banques en Russie avant la fin du XVIII^e siècle) ;
- *pratiques économiques des différents groupes sociaux* ;
- *mouvement de la propriété foncière chez les nobles* (la vente des domaines précaires étant interdite, les nobles avaient recours à des contrats sous seing privé qu'ils faisaient enregistrer localement sans les porter à la connaissance de l'administration de Moscou, ce qui les a soustraits au regard des historiens) *et chez les paysans libres* (dans les régions du Nord et de Nord-Est où la propriété noble et le servage ne se sont pas propagés, les paysans disposaient de leurs terres) ;
- *sociologie des mariages* (inatteignable par d'autres sources pour la première moitié du XVIII^e siècle en raison l'absence de registres paroissiaux) ;

- *rapports de genres et histoire des femmes* (recours des femmes à la justice ; testaments de femmes ou en leur faveur) ;
- *pratiques judiciaires* (dans certaines villes, on inscrivait également les plaintes en justice dans les livres de l'Enregistrement, ainsi que les règlements à l'amiable) ;
- *histoire du droit* (étude du droit coutumier dans ses variantes régionales ; des éclairages sont possibles sur l'une des questions les plus compliquées, à savoir si la population connaissait et appliquait des lois promulguées par le tsar) ;
- *violence* ;
- *socio-histoire des personnels administratifs et des autorités locales* ;
- *processus d'alphabétisation*.

Au début de ce projet de préfiguration, j'avais l'intention de dépouiller, indexer et analyser par mes propres forces la plus grande partie possible de cet exceptionnel ensemble documentaire. Mon idée initiale était de commencer par choisir cinq à dix villes qui présentent des profils socio-économiques variés et dépouiller intégralement leurs actes pour la même période test, pas moins d'une année, idéalement. La stratégie complémentaire envisagée consistait à choisir au moins deux villes importantes, qui auraient des profils socioéconomiques différents, et dont les actes sont bien conservés, et dépouiller leurs livres sur une période plus longue (idéalement, tout le règne de Pierre le Grand). Toutefois, je me suis heurtée à une difficulté majeure. L'expérience de dépouillement intégral des actes enregistrés pendant seulement dix-sept mois dans une ville moyenne comme Viatka a rendu manifeste qu'un pareil projet dépasse les forces individuelles : il ne peut être que collectif.

Par conséquent, je me suis contentée pour le moment de développer un cahier des charges pour la création d'un logiciel sur-

mesure qui devrait permettre la constitution d'une base de données « orientée objet ». L'avantage de ce type de dispositif du point de vue des besoins spécifiques de l'utilisateur-historien est que, à la différence des bases relationnelles (les outils de type Excel), il permet le stockage d'objets complexes (par exemple, un acte notarial) sans disloquer chaque objet en atomes d'information. Mon travail a consisté à classer l'ensemble des actes dépouillés en différents types et à concevoir des formulaires offrant la possibilité de saisir le maximum d'information sous une forme permettant le traitement informatique, sans toutefois effacer l'individualité de chaque acte en tant que texte unique. Fabrice Demarthon, ingénieur de recherche au CERCEC, s'est attelé ensuite à la programmation et a créé une version bêta de la base, *The Deed App*. Sa mutation dans un autre centre de recherche ayant interrompu le travail, le projet se trouve actuellement suspendu. Si la base était entièrement programmée, elle pourrait être ouverte à tous les collègues qui souhaiteraient l'alimenter en données en dépouillant d'autres livres de l'Enregistrement, et l'exploiter dans leurs propres recherches. Il s'agit actuellement de trouver un moyen de surmonter cette difficulté d'ordre technique.

Les figures de la dépendance

Parmi les nombreux types d'actes qui sont passés devant mes yeux pendant des années de fréquentation assidue des livres de l'Enregistrement, les différentes formes de contrat de dépendance ont particulièrement éveillé ma curiosité. La palette des situations va d'un trivial engagement de travail saisonnier avec paiement au terme du contrat, jusqu'à la « vente » (*prodaja*) des enfants par leurs parents, ou de la femme par son mari, en passant par des engagements de « vivre et travailler » chez un employeur,

comme contrepartie d'une récompense ou d'un prêt d'une somme modique — voire de rien du tout.

Dans les milliers d'actes que j'ai lus, écrits principalement pendant le premier quart du XVIII^e siècle, je n'ai presque jamais rencontré les termes *kholop* et *krepostnoi* qui exprimaient la non-liberté juridique en Russie. Pourtant, toutes les situations très diverses décrites par les actes et les formules variées qui y sont utilisées sont unies par un élément fondamental, la dépendance, la contrainte matérielle et juridique qui surgissait de la conclusion du contrat pour la partie qui louait ou vendait sa force de travail et son obéissance. Curieusement, les travailleurs contractuels et les engagés à « vivre au foyer » ne semblent pas avoir attiré l'attention des historiens qui, sur la vague de l'intérêt universel pour les « mondes de l'esclavage », ont récemment revisité le travail non libre dans la Russie ancienne²⁹. La figure juridique de *kholop* fut abolie en 1723, au cours d'une réforme fiscale majeure qui a réalisé la fusion de ce statut avec celui de serf, ce qui semble justifier l'abandon de l'analyse de « l'esclavage par contrat » russe après cette date³⁰. Semble justifier, mais ne justifie pas, car les engagements à « vivre et travailler » chez un maître évoqués ci-dessus, n'étant formellement pas des contrats de *kholopstvo*, n'ont pas été concernés par l'abolition. Il n'y avait donc aucune raison que les relations qu'ils encadraient dussent disparaître, ni même se transformer.

Il pourrait s'avérer intéressant de prendre en considération toute la gamme des formes de dépendance contractuelle, oubliée car non couverte par les mots-clefs *kholop* et serf, et revenir vers

²⁹ Alessandro Stanziani, *Bondage. Labor and Rights in Eurasia from the Sixteenth to the Early Twentieth Centuries* (New York & Oxford: Berghahn, 2014).

³⁰ Alessandro Stanziani, « Des esclaves par contrat? Russie, XVI^e - XVIII^e siècle », in *Les mondes de l'esclavage. Une histoire comparée*, éd. par Paulin Ismard, Benedetta Rossi, et Cécile Vidal (Éditions du Seuil, 2021), 171-78.

l'idée originelle et féconde d'Alessandro Stanziani, exprimée pour la première fois en 2008, quand il a proposé de changer la perspective comparative habituelle et de tester le statut du travail « non libre » en Russie non plus par celui de l'esclavage américain (Peter Kolchin, Richard Hellie) mais par celui du travail contractuel « libre » dans la France et l'Angleterre de l'époque moderne³¹. Jusqu'à présent, seules des comparaisons asymétriques ont été pratiquées, quand on a comparé le travail non libre endogène russe (*kholopy* et serfs) au travail non libre exogène (esclaves), ou bien le travail non libre endogène russe au travail libre endogène européen (contractuel). En d'autres termes, on a épuisé les charmes du « comparer l'incomparable », selon l'heureuse expression de Marcel Détiene. Il serait sans doute de bonne méthode de commencer enfin à comparer ce qui est comparable.

Outre les considérations concernant les sources et la méthode, une autre raison m'incite à aller vers cette thématique. Dans la mesure où les « humiliés et offensés » ont toujours été un thème de recherche légitime, avant 1917 comme pendant toutes les phases de l'ère soviétique, étudier le *kholopstvo* et le monde

³¹ Alessandro Stanziani, « Serfs, Slaves, or Wage Earners? The Legal Status of Labour in Russia from a Comparative Perspective, from the Sixteenth to the Nineteenth Century », *Journal of Global History*, n° 3 (2008): 183-202; Alessandro Stanziani, « Free Labor — Forced Labor: An Uncertain Boundary? The Circulation of Economic Ideas between Russia and Europe from the 18th to the Mid-19th Century », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History* 9, n° 1 (2008): 27-52; Alessandro Stanziani, « The Legal Status of Labour from the Seventeenth to the Nineteenth Century: Russia in a Comparative European Perspective », *International Review of Social History* 54, n° 3 (2009): 359-89; Alessandro Stanziani, « The Traveling Panopticon: Labor Institutions and Labor Practices in Russia and Britain in the Eighteenth and Nineteenth Centuries », *Comparative Studies in Society and History* 51, n° 9 (2009): 715-41; Alessandro Stanziani, « Russian Serfdom: A Reappraisal », *Ab Imperio*, n° 2 (2014): 71-99.

paysan aujourd'hui revient à être en contact intellectuel avec une pléiade d'excellents historiens de toutes les générations. Les approches par l'histoire du droit et des institutions politiques, l'histoire sociale et l'économie se conjuguent et se complètent dans ce domaine mieux que dans aucun autre domaine de l'historiographie russe. Travailler sur ces thèmes revient à plonger dans une bibliographie dense et variée, traversée de polémiques mais consolidée par une tradition soutenue de collecte et de critique de sources, longue de deux cents ans. Or, A. Stanziani, à qui appartient le mérite d'avoir réintroduit le thème du travail non libre russe sur la scène de recherche internationale et de l'avoir placé dans un cadre comparatif « global », a en même temps succombé à la tentation de traiter la tradition historiographique russe avec condescendance, exagérant l'importance en son sein de lieux communs idéologiques et en prétendant, contre toute évidence, que « les archives ont été peu explorées » avant lui³². Nos prédécesseurs dans le métier méritent sans conteste plus de considération.

Des historiens dans l'histoire

En général, une attitude envers la tradition historiographique qui mélange l'ignorance à l'oubli calculé et à la dépréciation facile, quand elle va au-delà d'une maladie de croissance de jeune chercheur brisant et quittant les anciennes idoles, n'est pas seulement méthodologiquement appauvrissante, elle me semble aussi humainement insupportable. L'oubli et la

³² « In contradiction to common hypotheses and despite supposed serfdom, **archives (that until now have been poorly explored)** show that peasants never stopped moving [...] » (Stanziani, *Bondage... op. cit.*, 6). Souligné par moi — A.J.

simplification sont insupportables aujourd'hui plus que jamais, lorsque l'acte de l'agression barbare et absurde de la Russie contre l'Ukraine réveille le réflexe de jugements à l'emporte-pièce non seulement sur le présent mais aussi sur le passé que l'on tient pour cause du mal en train de se faire. L'histoire, récente et ancienne, est tout d'un coup devenue très actuelle. Sauf que, le passé étant indisponible (en tout cas pour toute personne qui se refuse à fabriquer des mythes et du « roman national »), on vit de façon différente les trois temporalités : on peut s'efforcer d'agir de notre mieux dans le présent, espérer le meilleur pour l'avenir, mais le passé, on ne peut que le porter, le supporter. Sur le plan philosophique, je ne saurais me positionner clairement face à l'idée de la responsabilité du passé devant le présent, une idée qui tout à la fois me semble fausse mais fait résonner en moi un sentiment de culpabilité personnelle lorsque j'entends et lis en ce moment quasiment tous les jours : « cet État que vous avez construit »... Mais en tant que chercheur en histoire, je sais au moins la règle du métier : pour juger de quelque chose, il faut comprendre, et pour comprendre, il ne faut rien oublier et ne jamais rien simplifier. Pour en revenir à la tradition historiographique, cette règle la concerne tout autant qu'elle concerne tout autre élément du passé.

De nombreux chercheurs en Russie éprouvent un intérêt pour l'histoire de notre profession et la bibliographie russophone dans ce domaine s'accroît rapidement depuis les années 2000, avec une forte prédominance des études biographiques classiques, mais aussi quelques ouvrages plus ambitieux, alliant une vision synthétique du contexte politique et idéologique avec des approfondissements concernant certaines personnalités, institutions, écoles ou segments disciplinaires. Les auteurs de ces ouvrages se divisent en deux groupes. Les historiens de

l'historiographie « professionnels » forment le premier³³. Le second est constitué d'historiens « ordinaires » qui ne transforment leurs prédécesseurs en objet d'étude qu'à titre exceptionnel, poussés par le désir de mieux comprendre un segment thématique sur lequel portent leurs propres recherches³⁴. Je voudrais rejoindre ce dernier groupe.

Après avoir ignoré le concept marxien de « l'absolutisme avec son organe la bureaucratie » de façon délibérée, j'ai fini par m'y intéresser, non pour l'utiliser mais pour essayer de comprendre la relation intellectuelle que des historiens comme Natalia Demidova et Sergueï Troïtski, grands connaisseurs de sources, pouvaient maintenir, dans les années 1950-1980, avec ce concept commis d'office. Le parcours et l'œuvre de ces deux figures peu connues — la première parce que, exerçant le métier d'archiviste elle restait en dehors des coteries des historiens, et le second à cause de sa mort prématurée à l'âge de quarante-cinq

³³ Александр Михайлович Дубровский, *Историк и власть: Историческая наука в СССР и концепция истории феодальной России в контексте политики и идеологии (1930—1950-е гг.)* (Брянск: Изд-во Брянского гос. ун-та, 2005); Сергей Борисович Крих et Ольга Вадимовна Метель, *Советская историография древности в контексте мировой историографической мысли* (Москва: URSS, 2014); Виталий Витальевич Тихонов, *Историки, идеология, власть в России XX века: очерки* (Москва: Ин-т российской истории РАН, 2014); Сергей Борисович Крих et Ольга Вадимовна Метель, *Советская историография древности: структуры, люди, идеи. Путеводитель по советской науке о древней истории* (Москва: URSS, 2019); Quelques exemples récents: Сергей Борисович Крих, *Другая история. «Периферийная» советская наука о древности* (Москва: Новое литературное обозрение, 2020).

³⁴ Михаил Александрович Киселев, *Регулярное государство Петра I в сталинской России: Судьбы историков права в контексте научных и идеологических баталий советского времени* (Санкт-Петербург - Екатеринбург: Нестор-История, 2020).

ans — sont cependant un observatoire intéressant dans le cœur du processus historiographique soviétique.

Au XIX^e siècle, les premiers chercheurs qui ont commencé à explorer en profondeur les pratiques administratives russes de l'époque moderne avaient une conscience aiguë d'être des pionniers venant de débarquer sur un continent archivistique inconnu. Ils se sont appliqués à le fouiller et le cartographier. Mikhaïl Bogoslovski, Stepan Vesselovski, Pavel Milioukov, comme beaucoup d'autres représentants de ce siècle d'or de la discipline historique en Russie, ont questionné, à partir de cette expérience empirique intense, les grands schèmes explicatifs de leurs professeurs, tels que Sergueï Soloviov et Vassili Klioutchevski, ou encore Aleksandr Gradovski, fondateur des études de l'histoire et de la théorie constitutionnelle en Russie qui a intégré l'analyse de l'administration russe ancienne dans un vaste cadre des institutions politiques européennes.

Pour donner un échantillon de la pensée synthétique de cette génération, Gradovski, par exemple, voyait en Russie, en lieu et place du binôme occidental de l'aristocratie terrienne avec la « bureaucratie royale », « une classe dominante » unique composée de serviteurs du souverain, aussi bien administratifs que militaires. Les réformes de Pierre le Grand n'y ont rien changé, hormis la façade des institutions ; seul le début du développement des états juridiques (sg. *soslovie*) sous Catherine II a entamé le processus de différenciation sociale qui aboutit au siècle suivant à la distinction entre la noblesse terrienne et la noblesse-bureaucratie. Pour Gradovski, les diaks appartenaient à la classe dominante de serviteurs, tandis que les podiatchis, trop insignifiants politiquement, passaient sous son radar.

Pour Klioutchevski et Gradovski, professeurs éminents dans les universités de Moscou et de Saint-Pétersbourg, l'analyse en termes de classes était d'abord et surtout un outil d'enseignement, et non de la recherche historique, et ils auraient sans doute été très

surpris de voir qu'ils avaient participé à mettre en mouvement un engrenage discursif d'une puissance redoutable qui a efficacement remplacé la recherche après 1917, sous la plume de la génération du « professorat rouge ».

Dans les années vingt et trente la pratique intellectuellement honnête ou simplement sérieuse de l'histoire a beaucoup diminué, étant devenue aussi dangereuse que les sports extrêmes. En revanche, après la guerre civile, les quelques survivants de la vieille école et, surtout, de jeunes enthousiastes souhaitaient réinvestir le métier. Le revirement en 1934-1936 de la politique officielle en matière d'histoire, signalé par le désaveu de « l'école de Mikhaïl Pokrovski » et la revalorisation de la recherche empirique, semblait offrir la possibilité de renouer avec les études « de la période du féodalisme », y compris dans les domaines où le fil de la tradition historiographique avait été quasiment interrompu : les institutions et pratiques administratives, notamment. Quelqu'un comme Natalia Demidova ou comme Sergueï Troïtski auraient voulu étudier les diaks, les podiatchis et les *tchinovniki* (fonctionnaires) ; les prikases et les collèges ; les pots-de-vin et les salaires ; la Table des rangs... Mais ce n'était pas aussi simple.

D'une part, la réhabilitation de l'histoire ne signifiait nullement l'assouplissement du contrôle idéologique sur la « science historique » et, d'autre part, l'historien était entre temps devenu fonctionnaire, vulnérable à une large gamme d'outils de pression : le salaire, l'avancement de carrière, l'accès aux archives, la possibilité d'atteindre le public à travers l'enseignement et l'édition : outils plus subtils que le cachot et le Nagant, mais non moins efficaces pour s'assurer que la science historique produise des résultats utiles pour faire avancer la société sur le chemin vers le communisme. Qui manipulait ces outils ? L'État, les dirigeants ? Certes. Mais les historiens-fonctionnaires faisaient partie des institutions de l'État ; des historiens entraient

dans la hiérarchie des dirigeants ; et des dirigeants qui n'étaient pas historiens consommaient la production historiographique qu'ils avaient eux-mêmes en partie suscitée. La pratique de la science historique soviétique s'élaborait dans une fusion étroite entre le principe de la liberté intellectuelle, les impératifs idéologiques et les contraintes objectives des organisations complexes. Dans un autre ordre d'idées, on pourrait avancer l'hypothèse que la pratique professionnelle de l'histoire en France d'aujourd'hui a plus de traits communs avec la pratique soviétique des années 1950-1980 qu'avec l'expérience nationale française pendant la même période.

J'aurais sans doute mieux fait d'éviter à mes lecteurs ces généralités suffisamment connues et de rappeler simplement que, dans l'économie planifiée soviétique, aucun thème de recherche ne pouvait être abordé sans avoir été inséré dans le plan d'un institut de recherches, ce qui ne pouvait se produire qu'après l'aval des autorités compétentes. Or, l'étude de l'appareil administratif de « l'État féodal » n'était pas inscrite sur l'agenda : les relations économiques, les révoltes populaires, et les histoires nationales des « peuples de l'URSS » étaient clairement prioritaires. Durant les années 1940 et 1950, même quand les ténors de la science historique soulèvent des vagues de discussions théoriques autour de la notion de l'absolutisme et transforment en adage la phrase de Marx sur « l'État centralisé avec ses organes omniprésents : l'armée régulière, la bureaucratie, le clergé, et le pouvoir judiciaire », ils n'évoquent jamais l'éventuelle nécessité de chercher à mieux connaître ces « organes ».

Comment se fait-il, alors, qu'en 1964 Natalia Demidova, une « jeune chercheuse » (non par son âge car elle a plus de quarante ans à l'époque mais par sa position hiérarchique) fait irruption dans ce paysage historiographique avec un article programmatique intitulé *La bureaucratisation de l'appareil d'État de l'absolutisme aux XVII^e-XVIII^e siècles ?* Quels mouvements

tectoniques ont rendu ce manifeste possible ? Et quels enchaînements de cause à effet remplissent le laps de temps entre sa publication et l'apparition, dix et vingt-trois ans plus tard, de deux ouvrages qui restent aujourd'hui encore les piliers principaux de l'historiographie administrative russe : le livre de Sergueï Troïtski *L'absolutisme russe et la noblesse au XVIII^e siècle : la formation de la bureaucratie*, publiée en 1974 ; et celui de Natalia Demidova, *La bureaucratie de serviteurs [sloujilaïa biourokratiïa] dans la Russie du XVII^e siècle et son rôle dans la formation de l'absolutisme*, paru en 1987 ?

Nés respectivement en 1920 et en 1930, Demidova et Troïtski étudient à l'institut Historico-archivistique de Moscou, la première de 1938 à 1942, le second de 1948 à 1953, où ils suivent entre autres les cours de Nikolai Oustiougov. Formé entre 1921 et 1924 à l'université de Moscou par un corps professoral bizarrement partagé entre idéologues fanatiques et historiens de la vieille garde, Oustiougov penchait du côté des derniers, mais avec une discrétion suffisante pour réussir une carrière académique au pays des soviets. Maître des conférences à l'institut Historico-archivistique, il y organise en 1947 un « cercle » (*kroujok*) d'histoire « de la période du féodalisme » pour les étudiants, renouant ainsi avec la tradition prérévolutionnaire de séminaires universitaires. Troïtski (neveu d'Oustiougov) y participe, ainsi que Demidova, revenue à l'institut en qualité de doctorante depuis la ville de Riazan où elle avait débuté une carrière étriquée d'archiviste provinciale. Pour gagner sa vie, Demidova travaille en même temps comme archiviste au TsGADA (aujourd'hui RGADA) ; elle restera collaboratrice de cette institution jusqu'à la fin de sa vie.

En tant que chercheur à l'institut d'Histoire de l'Académie des sciences, Oustiougov devait alors participer à la préparation de l'histoire fondamentale des « peuples de l'URSS » en qualité d'éditeur du volume sur la Bachkirie aux Temps modernes. Ses

doctorants (alias fonctionnaires-stagiaires), dont Demidova, étaient associés à ce travail. Le moment était particulièrement délicat car la doctrine du Parti dans ce domaine était en train d'accomplir un tour de cent-quatre-vingts degrés, et il s'agissait pour les historiens de capter et bien interpréter les signaux pas toujours très perceptibles ni très clairs que le pouvoir émettait à leur intention. Non sans difficultés, Oustiougov finit par sortir vainqueur de la situation en deux sens car, d'une part, les autorités avaient approuvé son traitement conceptuel du féodalisme bachkir et des révoltes populaires sous l'Ancien Régime, et d'autre part le collectif des auteurs produisit sous sa direction une publication des sources d'archive très substantielle qui n'a pas perdu son actualité aujourd'hui. Une part du succès rejaillit sur Demidova qui soutint sa thèse sur une révolte bachkir dans la foulée de ce projet éditorial : le thème de la thèse lui a été attribué d'office (*po raspredeleniou*).

À en croire sa liste des publications, 1949 à 1964 Demidova cultive exclusivement le champ de l'histoire économique des « peuples de l'URSS », mais cette dernière année elle contribue son long article déjà cité sur la bureaucratie dans un ouvrage collectif en l'honneur de Boris Kafengaouz, historien de la génération d'Oustiougov et travaillant dans le même esprit. Il est intéressant de noter que Oustiougov, qui a également contribué un article dans ce recueil, sur le même thème que Demidova, y arrive à une conclusion opposée à celle de son élève : le système administratif à la fin du XVII^e siècle est exempt de traits « bureaucratiques » ; la « bureaucratisation » commence pendant le premier quart du siècle suivant³⁵.

³⁵ Николай Владимирович Устюгов, « Эволюция приказного строя русского государства в XVII в. », in *Абсолютизм в России (XVII-XVIII вв.)*. Сборник статей к семидесятилетию со дня рождения и сорокалетию научной и педагогической деятельности Б.Б. Кафенгауза (Москва: Наука, 1964), 134-67.

Le recueil s'appelait *Absolutisme en Russie, XVII^e-XVIII^e siècle*. On peut supposer, en guise d'hypothèse de travail, que cet ouvrage collectif maquillé en *festschrift* avait pour objectif de positionner l'institut d'Histoire par rapport à l'institut du Droit dans les controverses déjà mentionnées autour de la notion de l'absolutisme. Elles avaient commencé plus de vingt ans auparavant autour d'un livre de Boris Syromiatnikov, membre de l'institut du Droit, sur « l'État de police » de Pierre le Grand, et ont toujours été dominées par des historiens-juristes.

On ne peut que conjecturer à ce stade sur l'attitude intellectuelle de Demidova envers les concepts d'absolutisme et de bureaucratie : était-ce une utilisation tactique de mots-clefs marxistes, ou bien nourrissait-elle une ambition théorique ? En tout cas, son article a certainement marqué un point car, sans cela, ni elle ni Troïtski n'auraient pas pu se voir chargés de la rédaction de thèses de doctorat³⁶, elle sur la « bureaucratie » au XVII^e siècle, lui sur la « bureaucratie » au XVIII^e siècle.

Il serait intéressant de savoir si la confirmation des sujets de thèse eut lieu avant ou après la fameuse « discussion sur l'absolutisme » qui s'est déroulée dans les pages des périodiques académiques soviétiques de 1968 à 1972, et qui a été le point culminant et le chant du cygne des théoriciens soviétiques du marxisme³⁷. La discussion a commencé par un article assez provocateur d'Aron Avrekh qui affirmait que les succès de la science historique des décennies précédentes dans la recherche empirique ont obscurci, plutôt qu'éclairé, la compréhension de

³⁶ Dans le système soviétique et russe actuel, la « thèse de candidat » correspond à la thèse de 3^e cycle, ou PhD, et la « thèse de doctorat » à l'H.D.R.

³⁷ En tout cas, en 1972, Demidova publie ses premiers résultats dans un article, sans utiliser le mot *bureaucratie* dans le titre : Наталья Федоровна Демидова, « Приказные люди XVII в.: социальный состав и источники формирования », *Исторические записки* 90 (1972): 332-54.

l'essence de l'absolutisme russe. Toutefois, au bout de quatre ans d'échange d'opinions, la communauté des historiens est arrivée à une conclusion officielle favorable à la poursuite des investigations de terrain : le problème de l'absolutisme russe ne pouvait être définitivement résolu sans nouveaux apports substantiels dans la connaissance empirique (« historique-concrète ») des mécanismes sociopolitiques du passé et notamment de la « composante bureaucratique » de l'État. Cela équivalait à un feu vert, et Troïtski soutint sa thèse la même année³⁸.

Que Demidova ait mit quatorze ans de plus pour terminer la sienne n'a rien d'étonnant. Outre le fait qu'elle y travaillait à côté de son emploi d'archiviste, le thème de Troïtski était moins difficile. L'appareil bureaucratique du XVIII^e siècle était dans un certain sens digne du nom que les historiens voulaient lui donner

³⁸ Outre mes hypothèses, cette mini-reconstruction est fondée sur les publications suivantes : Емельянов Е.П., « Докладчик впал в другую крайность: Н.В.Устюгов на совещании Башкирской комиссии ин-та Истории АН СССР 4-7 февраля 1946 г. », in *Вестник Томского гос. ун-та*, n 401 (2015), 92-96 ; Емельянов Е.П., *Творческий путь Н.В.Устюгова в контексте развития советской исторической науки*, СПб., 2017 ; « Список печатных трудов Н.Ф.Демидовой », in *Археологический ежегодник за 2000 год*, М., 2001, 402-405 ; Буканова Р.Г., Хамадеева Э.Ф., « Н.Ф. Демидова – исследователь истории города Уфы », in *Теория и практика общественного развития*, n 9 (2014), 81-83 ; « Из воспоминаний об Историко-архивном институте (Интервью Н. Ф. Демидовой А. Ю. Клименко и Е. В. Пчелову) », in *Гербовед*, n 95 (2007), 8-18 ; « Сергей Мартинович Троицкий », in Преображенский А.А., *Историк об историках России XX столетия*. М., 2000, 218-22 ; Киселев М.А. *Регулярное государство Петра I в сталинской России: судьбы историков права в контексте научных и идеологических баталий советского времени*, СПб.-Екатеринбург, 2020 ; Magdolna Ágoston, « Дискуссия историков (в 1950–1970-ые годы) о роли абсолютизма в процессе развития европейского общества », in *Canadian-American Slavic Studies*, n 4 (2015), 432-452.

car il produisit et conserva une masse de documentation auto-descriptive synthétique qui facilitait infiniment les recherches. Par contre, travaillant sur le siècle précédent, Demidova avait dû constituer sa base de données prosopographique (plus de treize mille entrées) à partir d'informations éparses³⁹.

Le cas de Natalia Demidova a aussi cela d'intéressant qu'il offre une occasion de suivre une recherche au long cours depuis le point de départ (son article publié en 1964) jusqu'à l'aboutissement : le mémoire de doctorat soutenu en 1988 et le livre tiré de ce mémoire mais publié avant la soutenance, en 1987. En comparant ces trois textes, deux observations sautent aux yeux. Premièrement, Demidova apporte une preuve éclatante de la solidité de la théorie et de la méthode marxistes : les hypothèses de travail qu'elle formule en 1964 sur la base de la théorie sont toutes confirmées dans le livre publié en 1987. Et deuxièmement, l'intégrité de la preuve apportée au public dans le livre a été atteinte grâce à la censure, ou l'autocensure, exercée sur le texte du manuscrit original. En effet, le mémoire du doctorat soutenu à l'institut d'Histoire comporte une différence, une seule, par rapport au livre publié : un petit chapitre intitulé *La situation patrimoniale des diaks et podiatchis* a été exclu de la publication, par l'auteur elle-même ou par un rédacteur de la maison d'édition Naouka⁴⁰.

Dans ce chapitre, Demidova pose la question de l'importance relative des quatre types de sources de revenus dans la situation économique des acteurs qu'elle avait désignés, dans son article programmatique de 1964, « une bureaucratie de

³⁹ Наталья Федоровна Демидова, *Служилая бюрократия в России XVII века (1625-1700). Биографический справочник* (Москва: Памятники исторической мысли, 2011).

⁴⁰ Наталья Федоровна Демидова, « Служилая бюрократия в России XVII в. и ее роль в формировании абсолютизма : диссертация ... доктора исторических наук » (Москва, Ин-т истории СССР, 1988), 301-9.

service » : le « salaire d'État », la rémunération à l'acte et les « cadeaux » des clients, le patrimoine, le commerce et l'entreprise. La démarche est parfaitement conforme avec la méthodologie du matérialisme marxiste, et même indispensable. Demidova écrit :

Afin d'élucider l'importance du salaire d'État sous ses différentes formes [argent, nature et bénéfice terrien — A. J.] dans la situation économique des diaks et podiatchis, il est nécessaire d'examiner la question, dans quelle mesure les diaks et podiatchis poursuivaient des occupations autres que le service administratif.

Le problème était que les données sur le commerce et l'entreprise parmi les diaks et les podiatchis s'avéraient gênantes pour la théorie qui affirmait que l'appareil administratif se trouvait dans une dépendance matérielle totale ou du moins prépondérante par rapport à l'État. Un personnel administratif qui vit du sien n'est pas une « bureaucratie », même selon les critères les plus relâchés. Demidova égrène comme à contrecœur des exemples pourtant éloquents de l'engagement des diaks et des podiatchis dans le commerce et l'entreprise, cherchant par les moyens rhétoriques à créer une impression qu'il s'agit de ces exceptions qui ne font que confirmer la règle. Elle abandonne rapidement la recherche, se détourne volontairement des livres de l'Enregistrement. Je dis volontairement car, ayant travaillé vingt ans comme archiviste au RGADA, il lui est impossible d'ignorer leur existence et ce qu'ils contiennent. Ce petit chapitre de neuf pages semble témoigner d'un effort désespéré du chercheur de rester honnête tout en... gardant la foi ? évitant de sombrer dans la schizophrénie ? obéissant à une injonction ? cherchant un compromis vivable ? Voilà un des points d'entrée possibles dans l'univers de l'historiographie soviétique que je me sens enfin prête et désireuse d'aborder.

Mot de fin

Arrivée au bout de l'exercice égo-historien, ma meilleure récompense est d'exprimer un sentiment de sincère et vive reconnaissance à mes collègues du CERCEC. Étudiante d'abord, membre titulaire ensuite, je n'ai jamais cessé de remercier la chance qui m'a placée non seulement au milieu de gens intelligents, travailleurs et sympathiques mais dans un véritable collectif dans le meilleur sens du terme, où chacun contribue à ce que les autres s'y sentent bien.

Curriculum vitae

Actuellement	<p>Chargée de recherche au CNRS, membre du Centre des études russes, caucasiennes et centre-européennes (EHESS / CNRS) ;</p> <p>Chargée de cours de master « Initiation à l’histoire de l’empire russe » (EHESS) ;</p> <p>Coordinatrice du programme de Master international de double-diplôme EHESS / HSE de Moscou.</p> <p>Membre du comité éditorial des <i>Cahiers du Monde russe</i></p>
2011	Titularisée comme chargée de recherche 1 ^{re} classe du CNRS
2005	Titularisée comme chargée de recherche 2 ^e classe du CNRS
2004	Recrutée comme chargée de recherche stagiaire au CNRS ; Affectée au CERCEC
2003	Classée deuxième au concours 33/06 (Histoire Moderne) pour l’accès au grade de chargé de recherche 2 ^e classe du CNRS ; Inscrite sur la liste de qualification aux fonctions de Maître de conférences par la section 13 (Langues et littératures slaves) du CNU
1997/1998-2002	Thèse au Centre d’études du monde russe, soviétique et post-soviétique de l’École des

	Hautes Études en Sciences Sociales, sous la direction de M. Wladimir Berelowitch, intitulée « Le service diplomatique russe au XVIII ^e siècle : Genèse et fonctionnement du collège des Affaires étrangères ». Mention « très honorable avec félicitations du jury à l'unanimité »
1996/1997	DEA à l'EHESS
1995/1996	Pensionnaire étrangère à l'ENS-Ulm
1991-1995	Études supérieures à la faculté de Philologie de l'université d'État Lomonossov à Moscou (MGOu)
1980-1990	École primaire et école secondaire à Moscou
1973	Naissance à Moscou (URSS)

Liste des publications scientifiques

Articles de recherche dans des revues internationales avec comité de lecture

1. Анна Жуковская, « Концепция Алексея Толочко и проблема происхождения краткой редакции Правды русской », *Quaestio Rossica*, 2021, 9, n° 3, 1097-1114.
2. Anna Joukovskaia et Evgenii Akelev, « L'historien entre aux archives : Comment l'historiographie russe d'avant 1917 a découvert l'État moscovite », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2019, 74, no 3-4, 591-621.

3. Anna Joukovskaia, « A Living Law : Divorce Contracts in Early Modern Russia », *Kritika : Explorations in Russian and Eurasian History*, 2017, 18, no 4, 661-681.
4. Анна Жуковская et Евгений Акельев, « Из казаков во дворяне: Шагаровы, микроистория социальной мобильности в России, XVII-XVIII в. », *Cahiers du monde russe*, 2016, 57, no 2, 457-504.
5. Анна Жуковская, « Перемены в фискальном статусе дьяков и подьячих в царствование Петра I и их социальные последствия », *Cahiers du monde russe*, 2014, 55, no 1-2, 31-49.
6. Anna Joukovskaia, « Avant-propos : Fiscalité, justice et conflit politique en Russie, premier tiers du XVIII^e siècle », *Cahiers du monde russe*, 2014, 55, no 1-2, 5-12.
7. Anna Joukovskaia, « Unsalariated and Unfed: Town Clerks' Means of Survival in Southwest Russia under Peter I », *Kritika : Explorations in Russian and Eurasian History*, 2013, 14, no 4, 715-739.
8. Анна Жуковская, « “Животы и промыслы” подьячих на рубеже XVII-XVIII вв. (по материалам г. Севска) », *Уральский исторический вестник*, 2011, 32, no 2, 55-63.
9. Анна Жуковская, « От поручения к учреждению: А. А. Курбатов и “крепостное дело” при Петре I », *Очерки феодальной России*, 2009, 13, 314-376.
10. Anna Joukovskaia-Lecerf, « Hiérarchie et patronage : Les relations de travail dans l'administration russe au XVIII^e siècle », *Cahiers du monde russe*, 2006, 47, no 3, 551-580.
11. Anna Joukovskaia-Lecerf, « Le conseil du tsar dans la culture politique de l'époque pétroviennne : La genèse du Conseil suprême secret, fin XVII^e s. », *Cahiers du monde russe*, 2003, 44, no 4, 577-604.

12. Anna Joukovskaia-Lecerf, « À propos de la création du collège des Affaires étrangères sous Pierre le Grand », *Cahiers du monde russe*, 2002, 43, no 1, 57-65.
13. Anna Joukovskaia-Lecerf, « La naissance de l'épistolographie normative en Russie. Histoire des premiers manuels russes d'art épistolaire », *Cahiers du monde russe*, 1999, 40, no 4, 657-690.

Articles soumis dans des revues internationales avec comité de lecture

1. Anna Joukovskaia, « Bureaucracy: The Making of a Buzzword », 53 000 signes.
2. Анна Жуковская, « Бюрократия – термин с памятью формы », 83 600 signes.

Chapitres de livres

1. Anna Joukovskaia, « Le paysage rural et l'espace agraire en Russie au XIXe siècle », in *Trente tableaux russes vus autrement*, éd. Olga Medvedkova et Philippe Malgouyres, à paraître en 2022, 101-113.
2. Анна Жуковская, « Богу работник, царю слуга. Отечеству гражданин », in *Письма и бумаги «прибыльщика» Алексея Курбатова (1700–1720-ые годы)*, éd. Дмитрий Серов, Анастасия Видничук, Анна Жуковская, Игорь Федюкин, à paraître en 2023, 57-101.
3. Анна Жуковская, « Служить бы рад, работать тошно: К истории бюрократии Московского государства и ранней Российской империи (из “картотеки мотивов”) », in *А. М. П. Памяти А. М. Пескова*, Москва, РГГУ, 2013, 94-108.
4. Anna Joukovskaia, « Personal Loyalties and Work Relationships: On Approaches to the Study of the Russian Eighteenth-Century “Bureaucratic Apparatus” », in

Loyalties, solidarities and identities in Russian society, history and culture, éd. par Philip Ross Bullock et Andy Byford, London, School of Slavonic and East European Studies-UCL, 2013, 21-33.

5. Anna Zhukovskaja, Natalia Mazur, et Alekseï Peskov, « Deutsche Gestalten in der populären Belletristik », in *Deutsche und Deutschland aus russischer Sicht 19. Jahrhundert: Von der Jahrhundertwende bis zu den Reformen Alexanders II*, Paderborn, Wilhelm Fink Verlag, 1998, 528-548.

Articles de dictionnaire encyclopédique

1. Анна Жуковская et Екатерина Лямина, « Мышецкий Нил Алексеевич », in *Русские писатели, 1800-1917: биографический словарь*, т. 4, Москва, Большая российская энциклопедия, 1999, 191-192.
2. Анна Жуковская, « Петров Иван Матвеевич », in *Русские писатели, 1800-1917: биографический словарь*, т. 4, Москва, Большая российская энциклопедия, 1999, 579-580.
3. Анна Жуковская et Екатерина Лямина, « Писарев Александр Александрович », in *Русские писатели, 1800-1917: биографический словарь*, т. 4, Москва, Большая российская энциклопедия, 1999, 609-610.
4. Анна Жуковская, « Приклонский Павел Николаевич », in *Русские писатели, 1800-1917: биографический словарь*, т. 5, Москва, Большая российская энциклопедия, 2007, 140-141.

Traductions scientifiques

1. Natalia Mazur, « Alcibiade et son image : à propos d'une épigramme d'Evgenij Baratynskij », trad. du français par

Anna Joukovskaia, *Revue des études slaves*, 2016, 87, no 1, 17-34.

2. Simona Cerutti, « Скорый суд. Практика и идеалы правосудия в обществе Старого порядка (Турин XVIII века) », trad. de l'italien par Anna Joukovskaia, *ИЗ: Дебаты о Политике и Культуре*, 2005, 42, no 4, 11-32.

Édition scientifique et commentaires

1. *Письма и бумаги «прибыльщика» Алексея Курбатова (1700–1720-ые годы)*, éd. Дмитрий Серов, Анастасия Видничук, Анна Жуковская, Игорь Федюкин, à paraître en 2023, 309 pages.
2. « Carl von Roland, Souvenirs de captivité en Russie et des guerres de Charles XII », éd. et commentaires Anna Joukovskaia, trad. du suédois par Elena Balzamo, *Cahiers du monde russe*, 2006, 47, no 3, 611-657.

Direction de numéros et de dossiers spéciaux de revue avec comité de lecture

1. *Pouvoir et société aux XVII^e et XVIII^e siècles. Cahiers du monde russe*, 2022, 63, 2, 551 pages.
2. *Varia sur le XVIII^e siècle. Cahiers du monde russe*, 2020, 61, 1-2, 256 pages.
3. *Relations informelles et pratiques sociales dans l'Empire russe au XVIII^e siècle. Transports et voies de communication en Russie au début des Temps modernes. Cahiers du monde russe*, 2019, 60, 1, 220 pages.
4. *Famille et mobilité sociale en Russie, XVI^e-XVIII^e siècles. Cahiers du monde russe*, 2016, 57, 2-3, 705 pages.
5. *Fiscalité, justice et conflit politique en Russie, premier tiers du XVIII^e siècle. Cahiers du monde russe*, 2014, 55, 1-2, 117 pages.

6. *Pratiques du droit et de la justice en Russie, XVIII^e-XX^e siècles. Cahiers du monde russe*, 2012, 53-1, 270 pages.

Comptes rendus

1. Anna Joukovskaia, « Rjéoutski V. S., Gouzevitch D. Ju., édés., (avec la participation d'Anne Mézin), *Inostrannye specialisty v Rossii v èpohu Petra Velikogo. Biografičeskij slovar' vyhodcev iz Francii, Vallonii, frankojazyčnyh Švejcarii i Savoži, 1682–1727* [Spécialistes étrangers en Russie à l'époque de Pierre le Grand : Dictionnaire biographique des ressortissants de France, de Vallonie, de Suisse et de Savoie francophones, 1682-1727], Moscou : Lomonosov, 2019, 800 p. », *Cahiers du monde russe*, 2020, 61, no 3-4, 518-520.
2. Anna Joukovskaia, « David L. Ransel, *A Russian Merchant's Tale, The Life and Adventures of Ivan Alekseevich Tolchënov, Based on His Diary*, Bloomington & Indianapolis: Indiana University Press, 2009, xvi + 320 p., maps », *Cahiers du monde russe*, 2009, 50, no 4, 774-776.
3. Anna Joukovskaia, « Christoph Witzenrath, *Cossacks and the Russian Empire, 1598-1725, Manipulation, Rebellion and Expansion into Siberia*, London-New York : Routledge, 2007, xii + 259 p., (Routledge Studies in the History of Russia and Eastern Europe) », *Cahiers du monde russe*, 2009, 50, no 2-3, 769-770.
4. Anna Joukovskaia, « S. N. Kisterev, éd., *Očerki feodal'noj Rossii* [Études de la Russie féodale]. Fasc. 1-8, Moscou : Éditorial URSS, 1997-2004 ; fasc. 9-10, Moscou-Saint-Pétersbourg : Alians-Arkheo, 2005-2006. », *Cahiers du monde russe*, 2009, 47, no 4, 789-790.

5. Анна Жуковская et Анна Давидян, «А. Н. Архангельский. Стихотворная повесть А. С. Пушкина “Медный всадник” », *Новый мир*, 1991, по 10, 251-255.

Images



Archives des Actes anciens (RGADA). Vue actuelle



Archives des Actes anciens. Vue initiale (1886)



Archives des Actes anciens. Salle de lecture principale

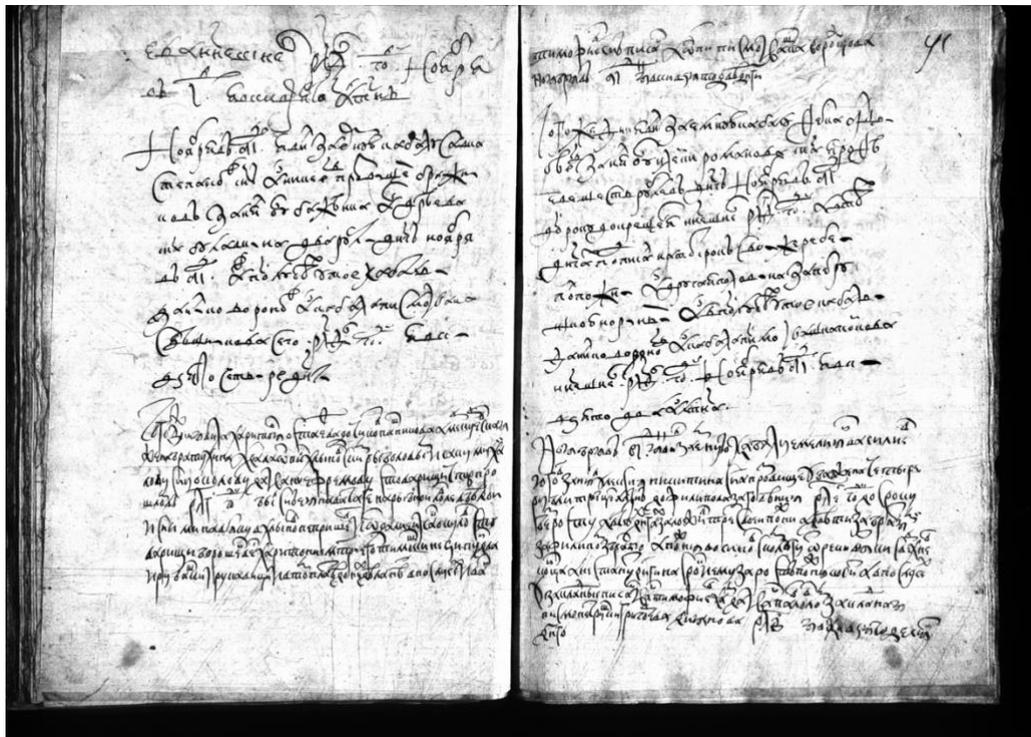


Archives des Actes anciens. Dépôts

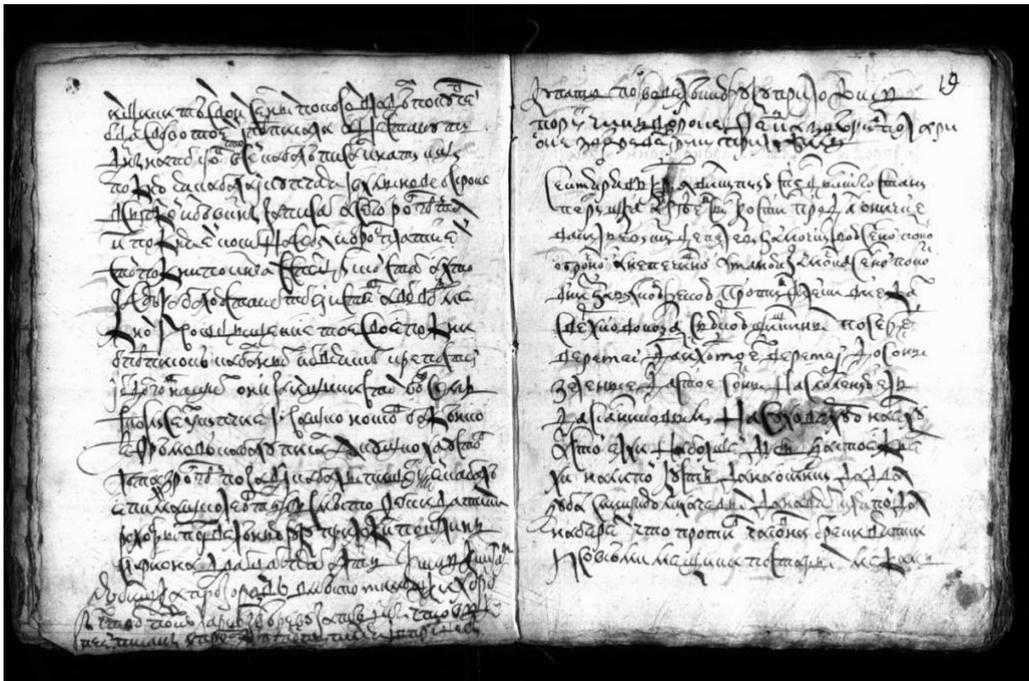


Rouleau de manuscrits, XVII^e siècle

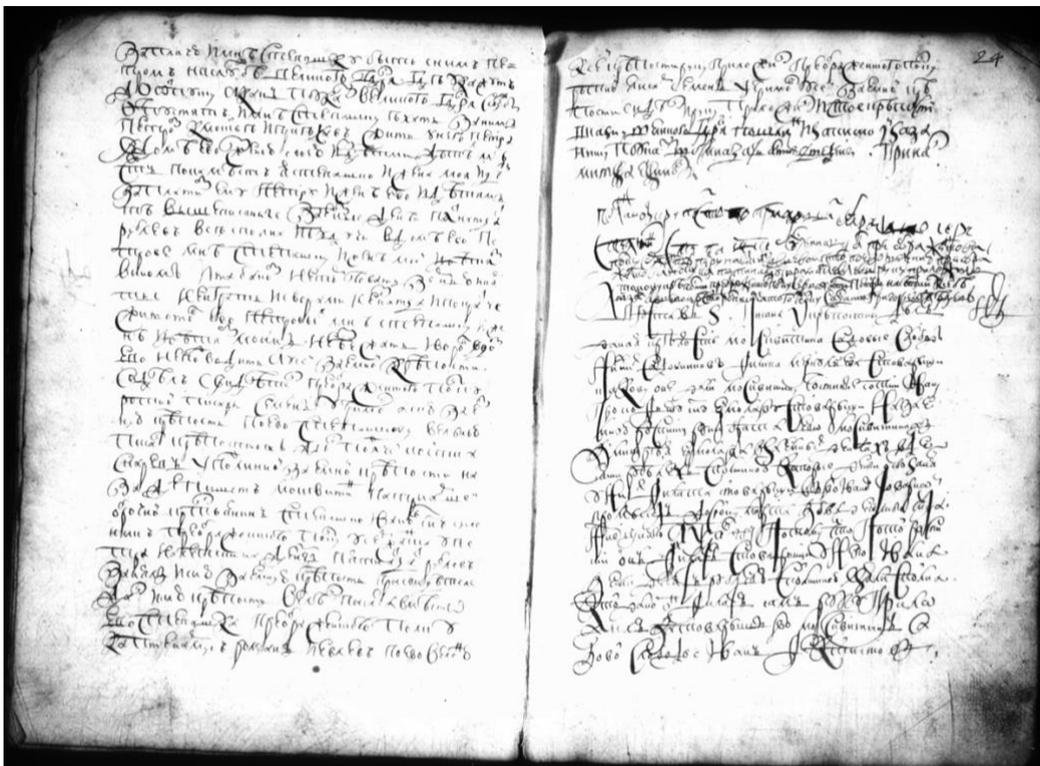
Livres de l'Enregistrement des actes



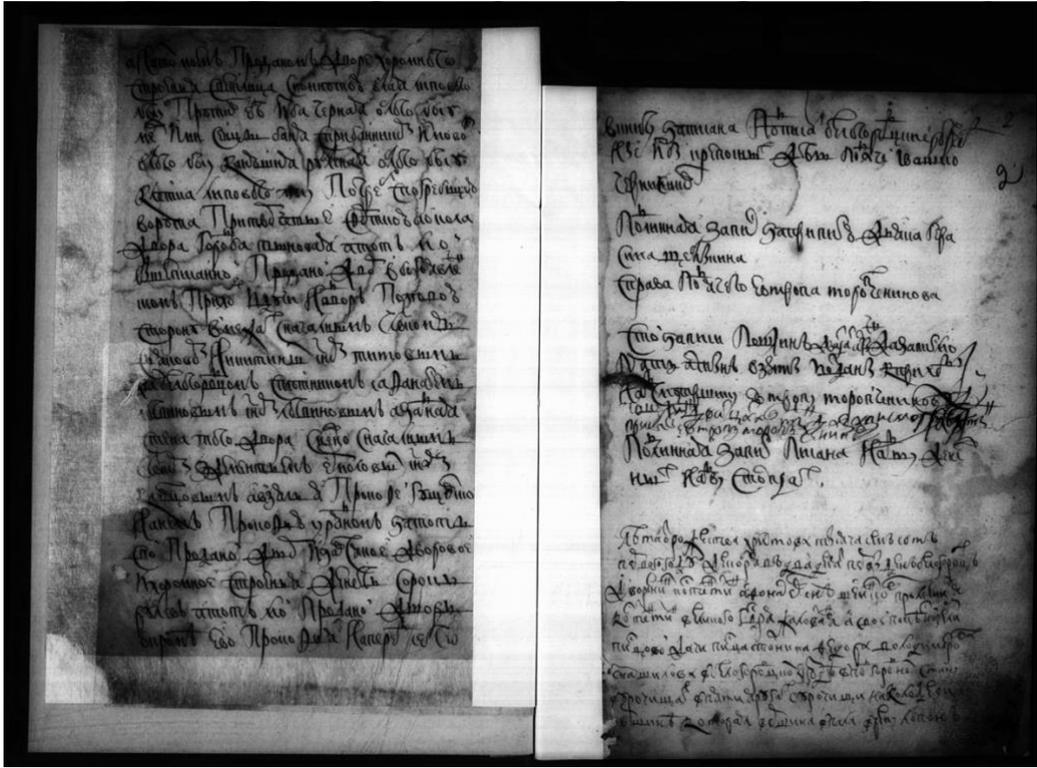
Khlynov (Viatka), 1625



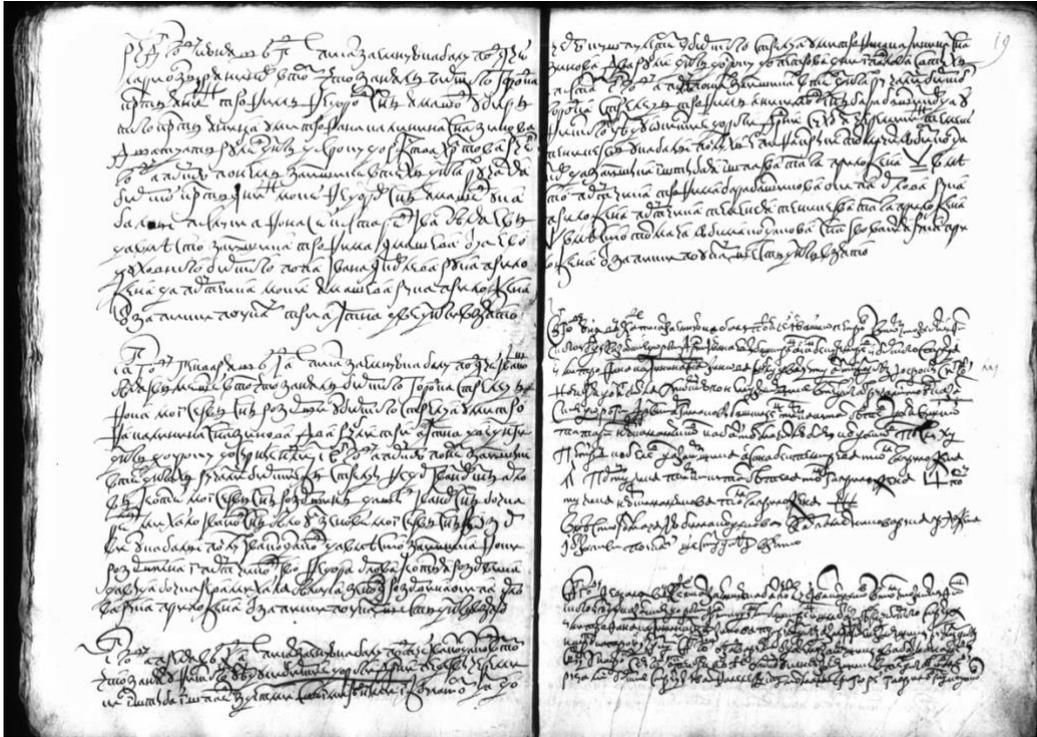
Khlynov (Viatka), 1662



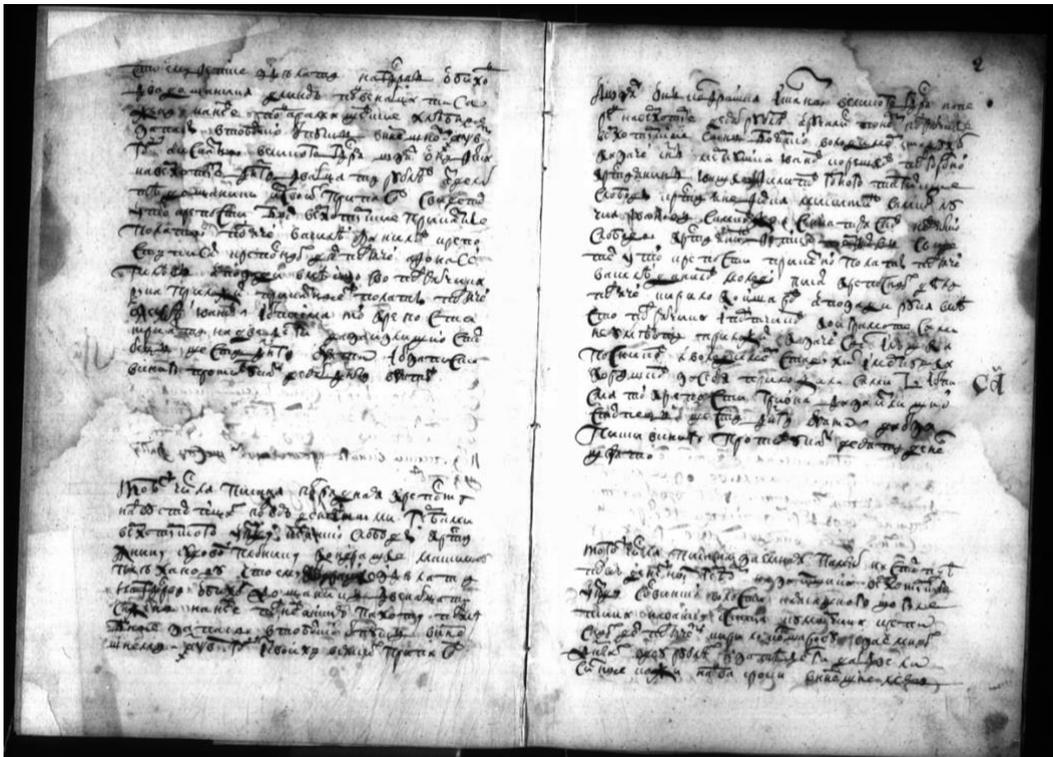
Novgorod, 1701



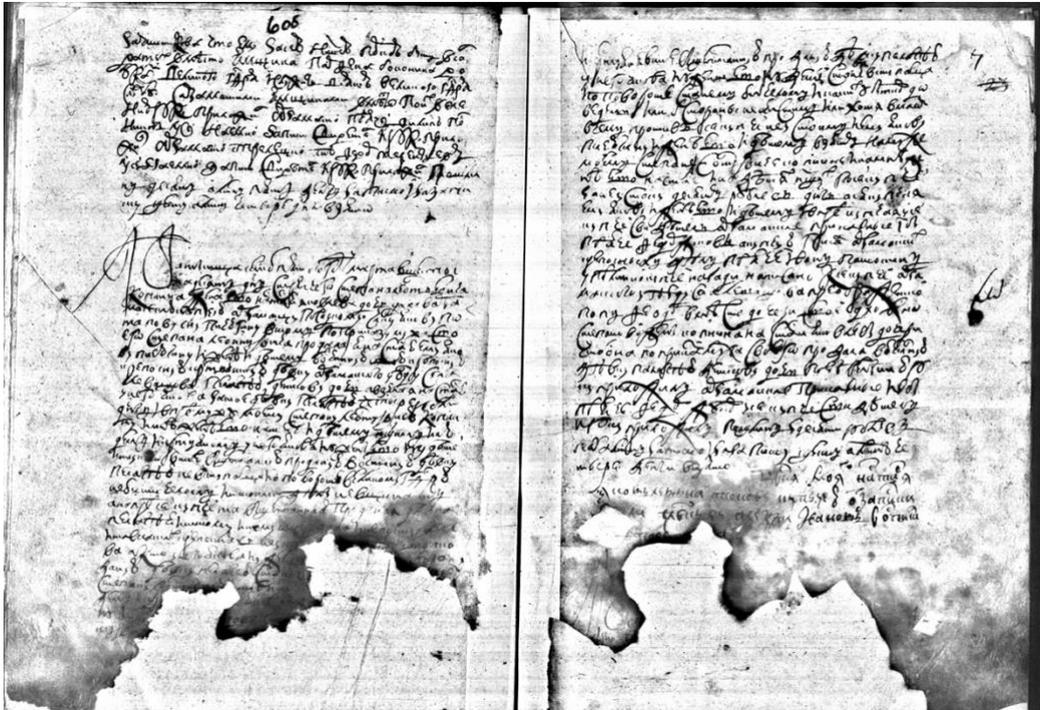
Belgorod, 1701



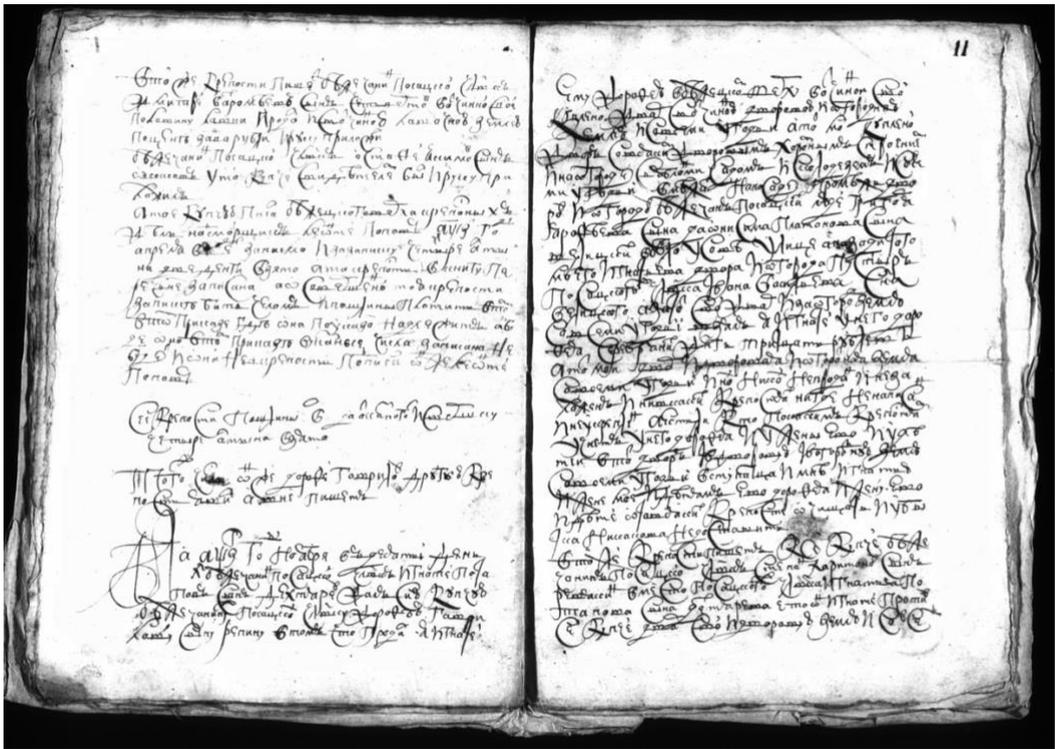
Birsk, 1702



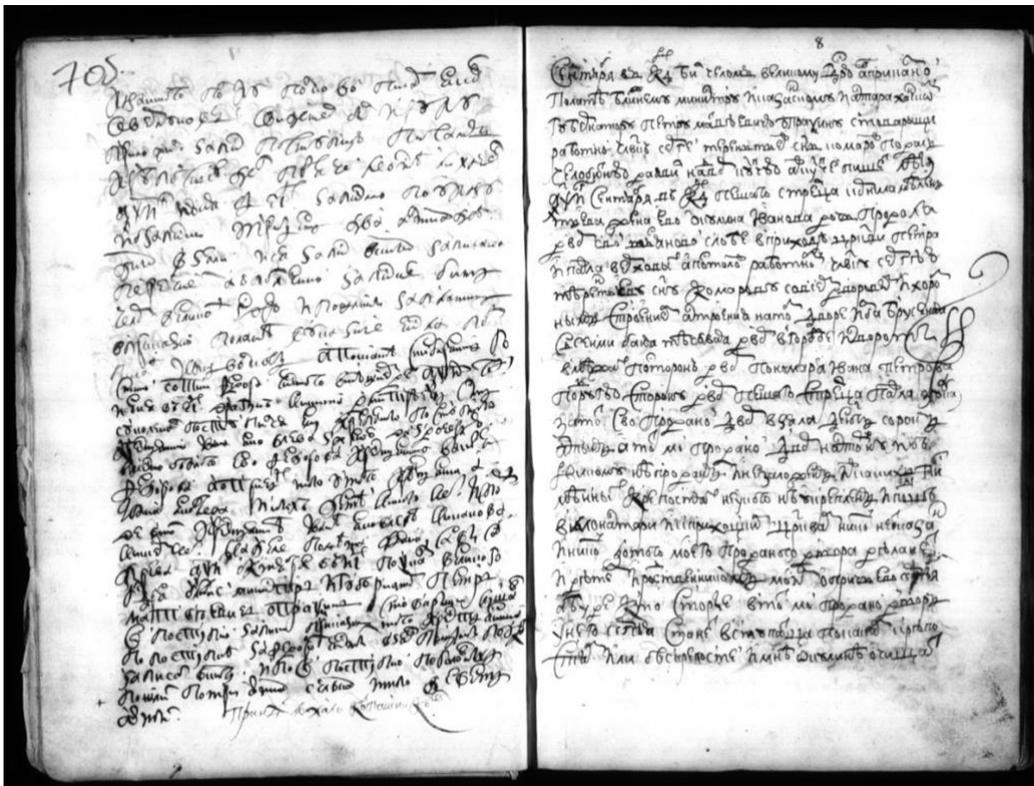
Verkhotoure, 1702



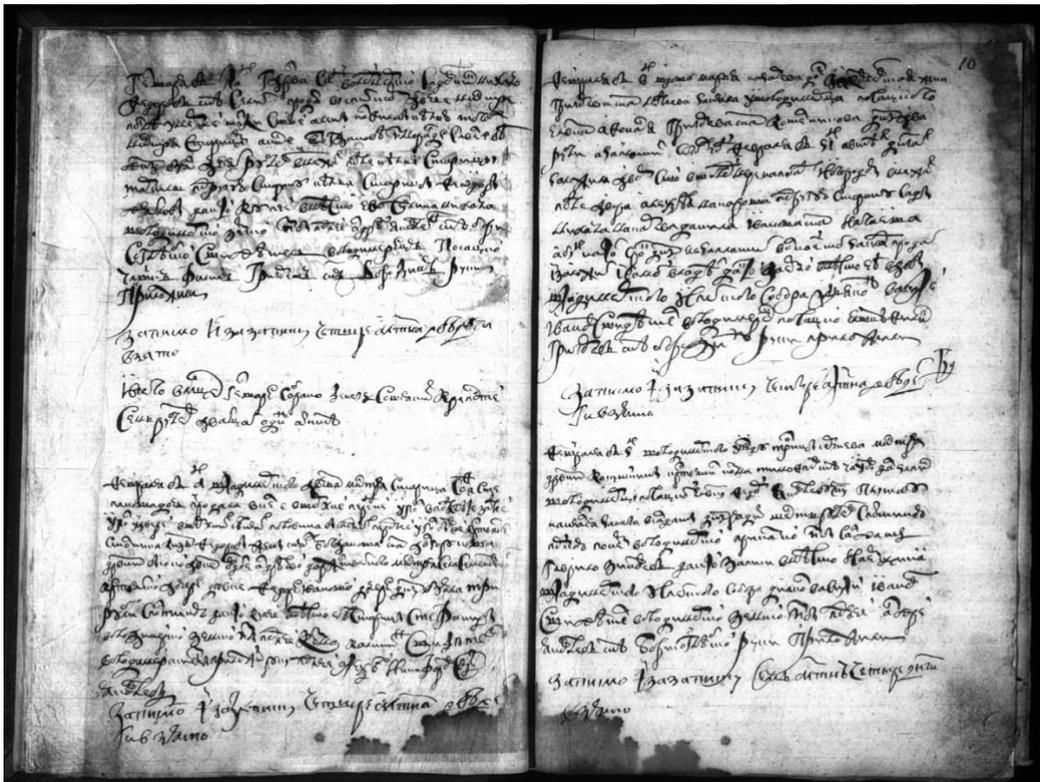
Arzamas, 1705



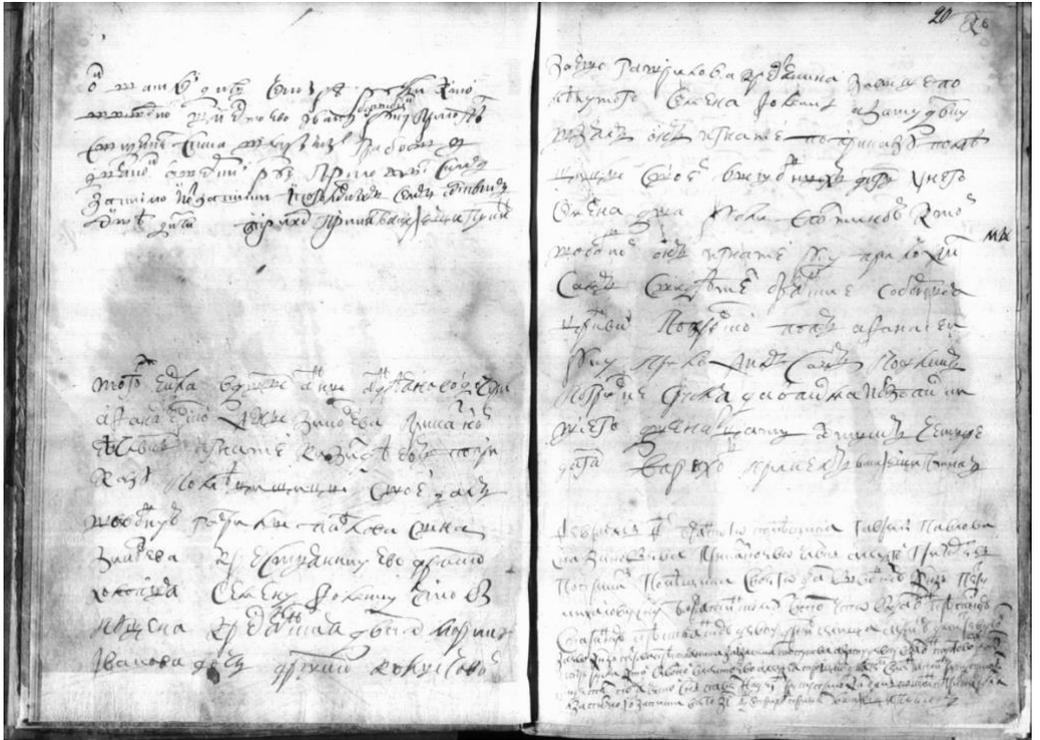
Bejetsk, 1707



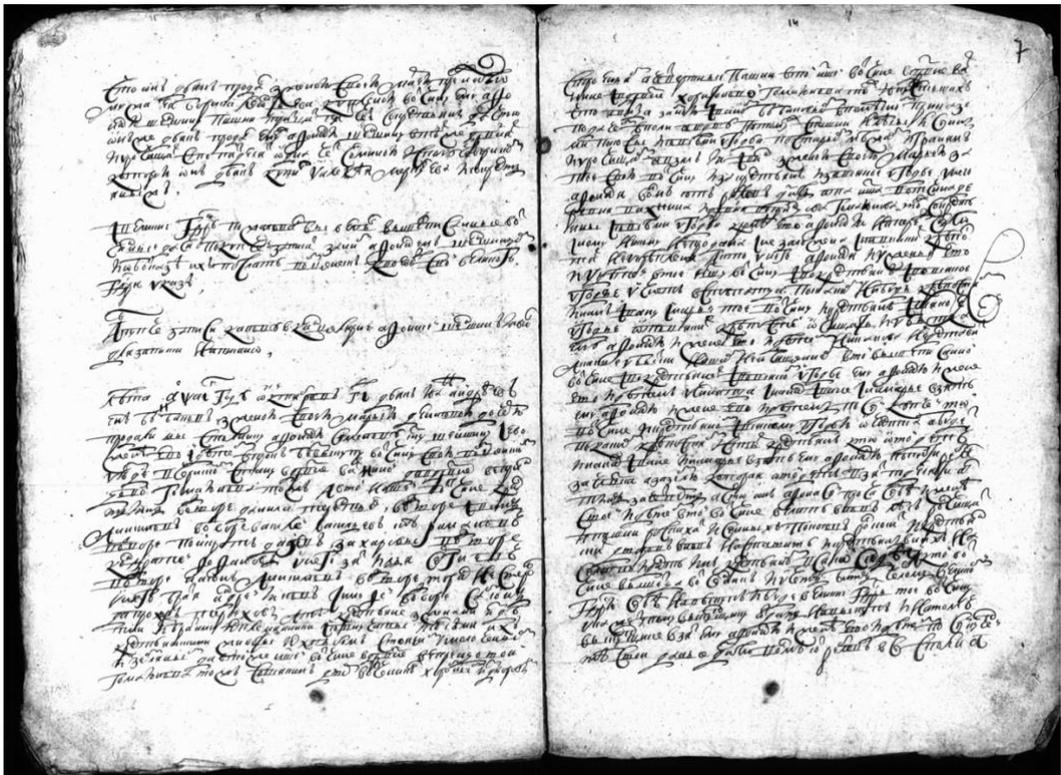
Astrakhan, 1708



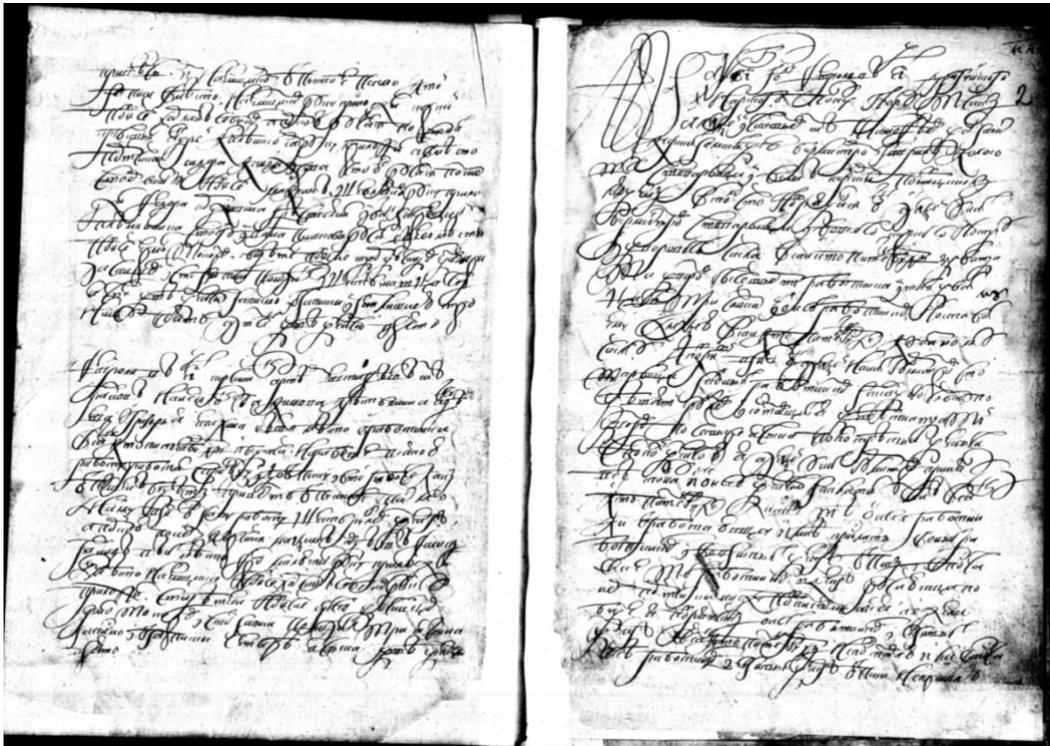
Vladimir, 1709



Briansk, 1710



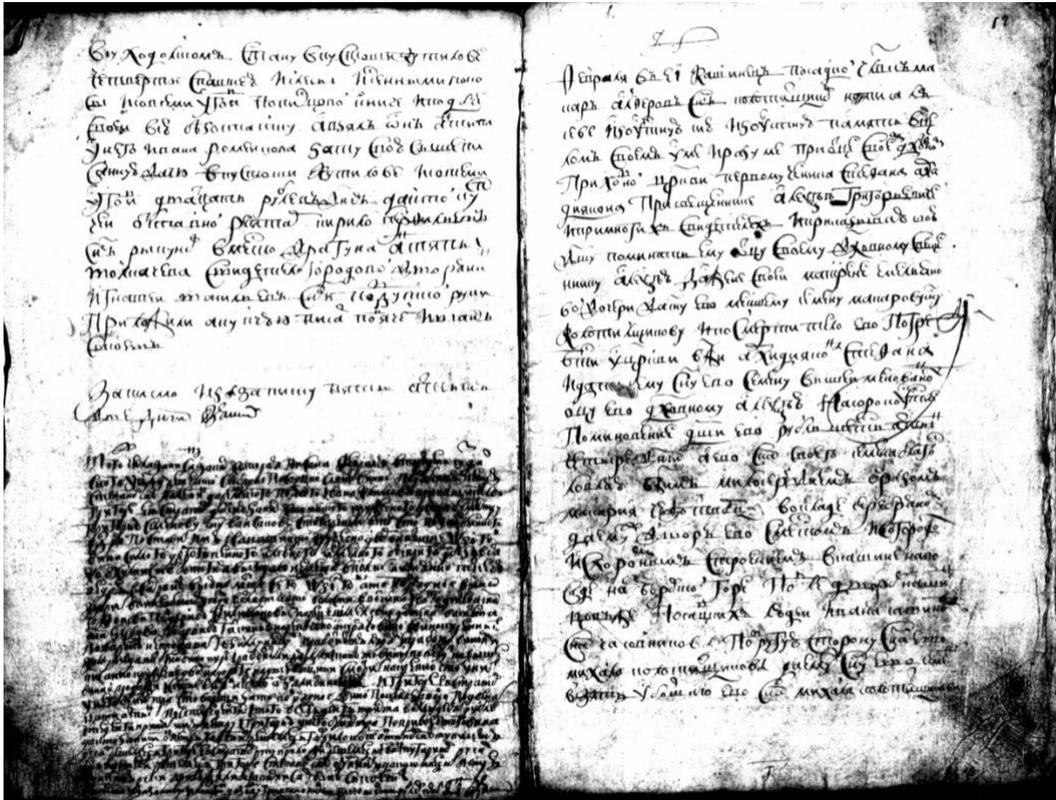
Karatchev, 1711



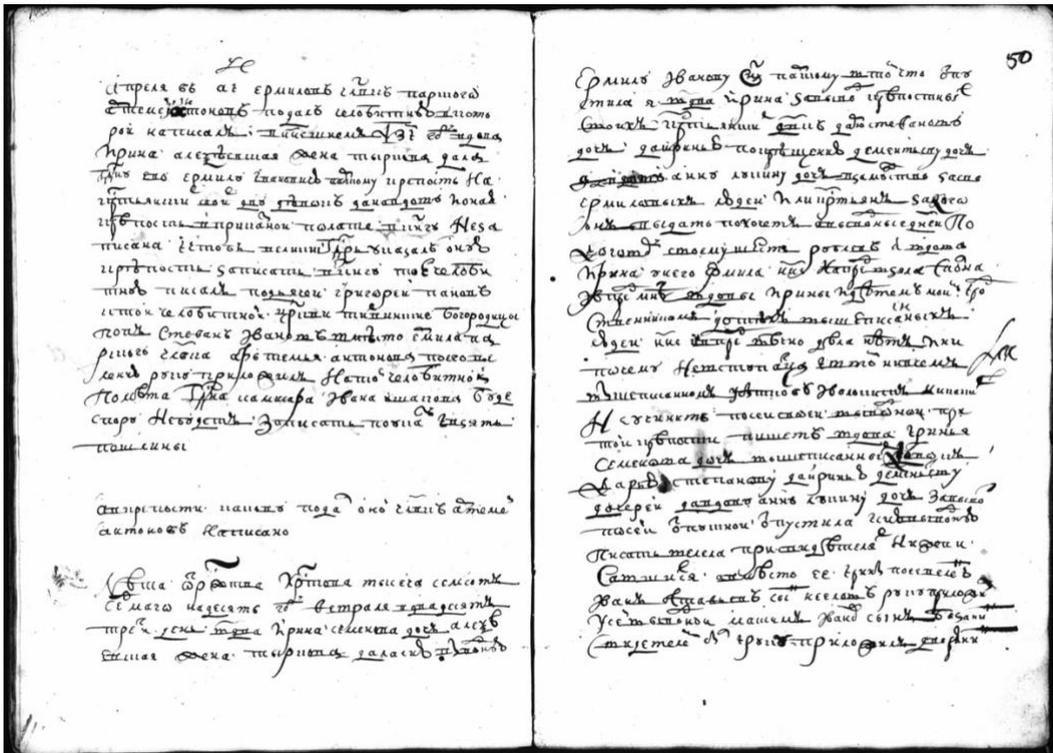
Koursk, 1712



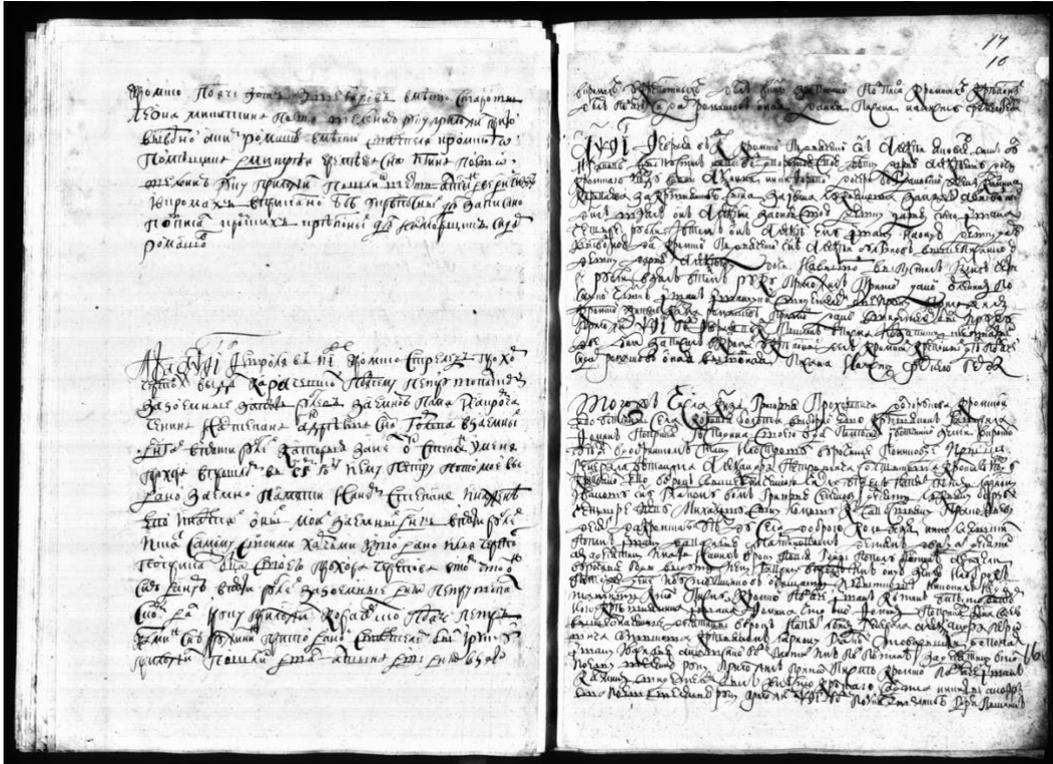
Galitch, 1713



Kachine, 1716

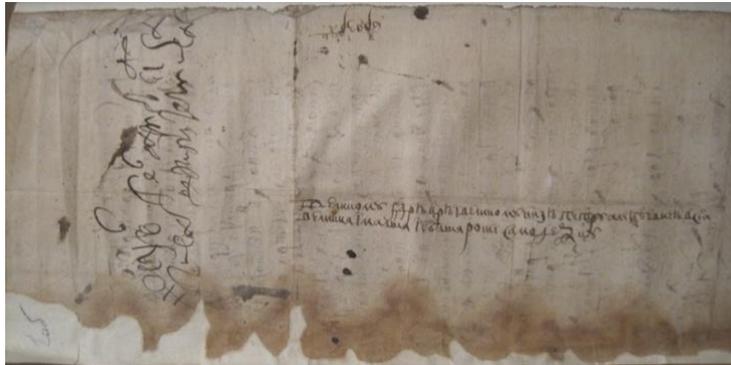


Novgorod, 1717

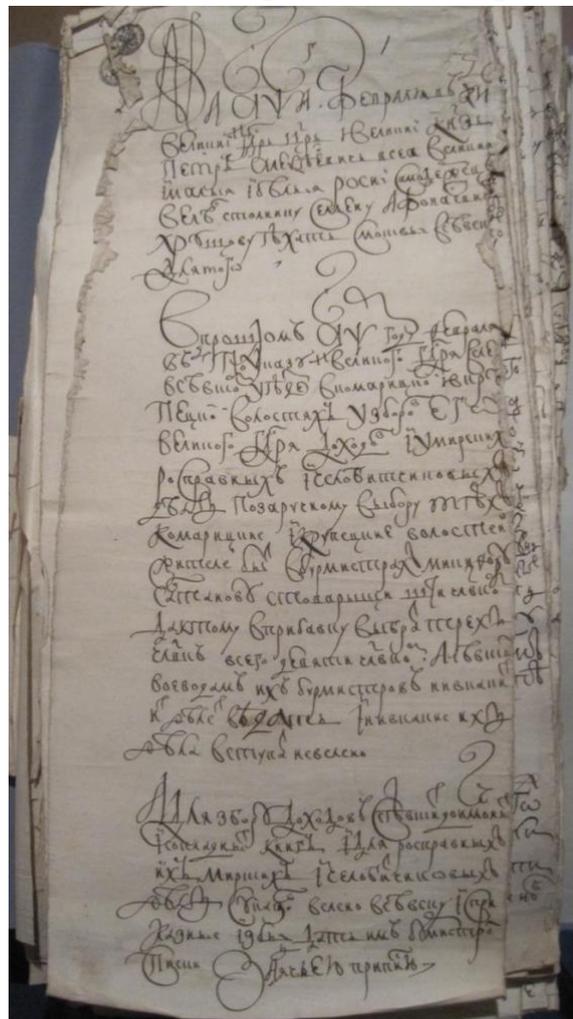


Kromy, 1719

Correspondance administrative

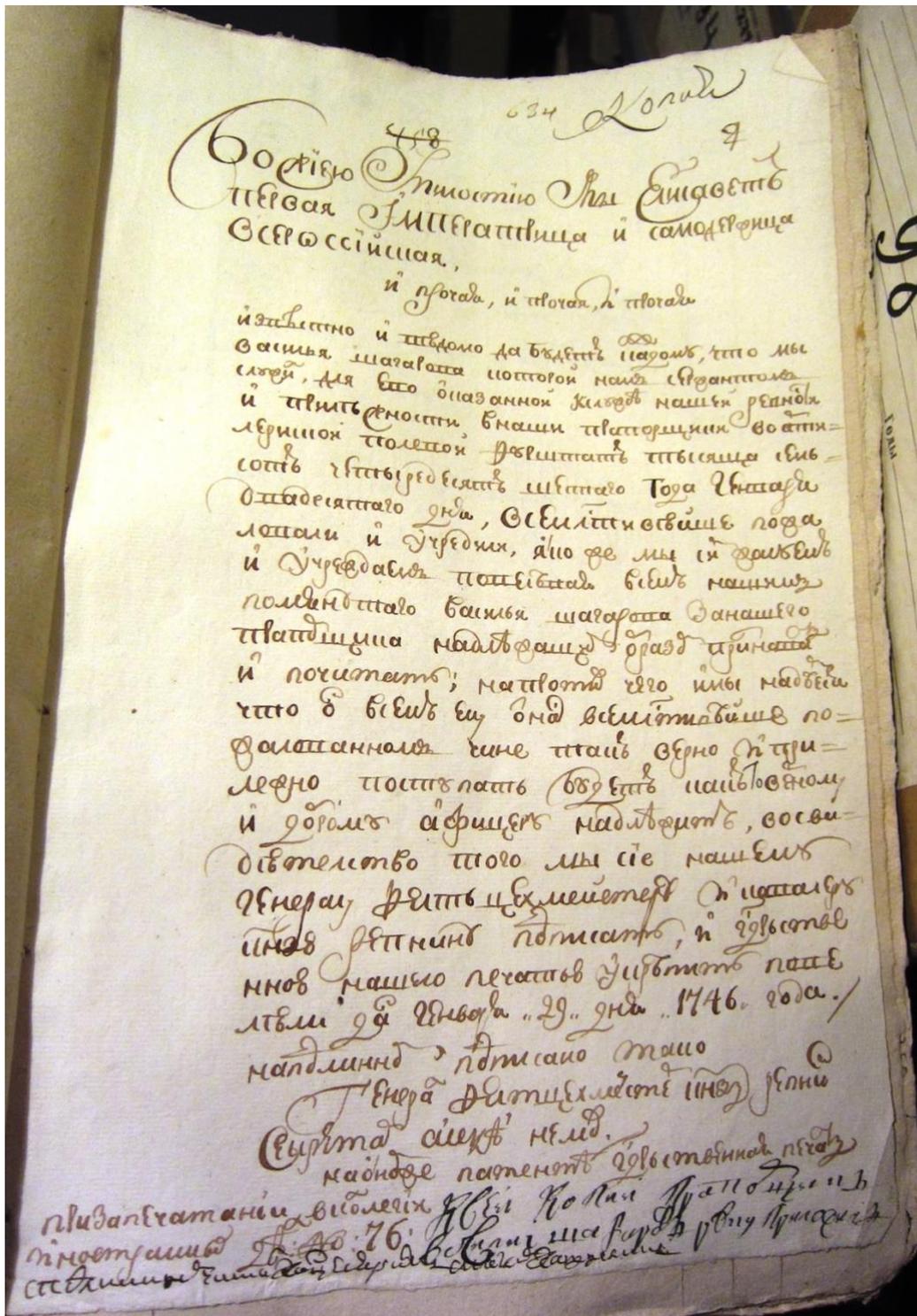


Enveloppe d'une dépêche adressée au prikase de la Guerre par le voïvode de Sevsk, annotée par le diak réceptionnaire, 1701



Prikase de la Guerre, mandat au voïvode de Sevsk, 1701

Documents des Chagarov



Brevet de lieutenant de Vassili Chagarov, 1746

Президиумъ сенатъ

въ коллежъ Дюноміи

Дюноміе

Поданными Еюсшею изъяснено Указа Дюноміи Сенатъ
 на сей подпоручикъ Левъ Шагаровъ представилъ объявляя
 что онъ Сенатской Службѣ находился сначала въ Выборгской
 Пехотной Пали, а потомъ в Коллежъ Дюноміи въ
 погребъ вѣне подпоручикъ, и что прошенно его до
 лжности въ Пехоту темъ же чиномъ отъ статсъ-конселя
 Высшаго Указного Времени Беневардскія, а въ Пехоту
 23^{го} по хмѣню сво а по Указу Коллежъ Дюноміи Сл
 щимъ Дюноміи представилъ отъ статсъ-конселя въ
 Пехоту назначенной и Указомъ Указа назначенъ, въ которого
 до-Сности неходила тонина, и на сей службу темъ же
 наинибъ Службѣ представилъ беспорочно. Ештатграфъ и по
 дозрѣнію не бывалъ, а сегодѣя пово и назонныхъ денсе
 не нагаждѣтъ, Прошесть что въ оногождѣніи его пиндѣ
 Рнедъ Службѣ представилъ Президиумъ Дюноміи
 Сенатъ, а поособеннымъ Еюсшею Статсъ-конселя на него
 Шагарова съ не исполтени должности представилъ
 и ея оубъ ниотъ и дѣр нѣ было такъ же и Указомъ на
 зенного не оспорилось, а на сей онъ Шагаровъ въ
 на мажнѣ Службѣ свою продолжатъ добротогождѣнію
 и исправно Службѣ Указомъ и похвалено да что на
 Службѣ нагаждѣніе по представленіи его коллежъ
 и Прошесть отъ Президиумъ Дюноміи Сенатъ она ера
 еденіи его Шагарова чиномъ. Милостиваго Редъ. Схо
 тренія а болѣе оттомъ представитъ на благополтени
 Президиумъ Дюноміи Сенатъ, *Помръ Ртучевъ*

*Темъ же указомъ
 Иванъ Митвицъ
 Валентинъ Румяновъ
 Александръ Мухоморовъ*

AC 2110

*Петръ Пихонъ
 Май 15 дня
 1779 года
 въ 1 декаде Сентября*

*Доподпись отъ статсъ-конселя
 Антонъ Савиловъ*

Rapport concernant Lev Chagarov, 1779

*